



Ministère de la Transition Digitale,
des Postes et des Communications
Electroniques



ANNUAIRE STATISTIQUE 2023



Septembre 2024



www.mdenp.gov.bf

AVANT PROPOS



Aminata ZERBO/SABANÉ
Ministre de la Transition digitale, des Postes
et des Communications électroniques

Le Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques (MTDPCE) a le plaisir de mettre à votre disposition l'annuaire statistique 2023 du domaine de la transformation digitale, des postes et des communications électroniques.

Ce document, qui est régulièrement produit depuis 2012, contient des données statistiques indispensables à la prise de décision pour un bon pilotage du développement socio-économique du Burkina Faso.

En effet, le suivi de la mise en œuvre des référentiels de développement, notamment le Plan d'Action pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD) et des stratégies nationales de développement de l'économie numérique et de développement postal, nécessite des données statistiques fiables et régulières pour mesurer les progrès accomplis en

matière de transformation digitale, des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, la production de l'annuaire statistique permet de mettre à la disposition des utilisateurs de divers profils, notamment, les organisations internationales, les universitaires, les médias et le grand public des informations utiles à la mise en œuvre de leurs activités.

Cette édition de l'annuaire statistique du MTDPCE couvre la période 2014-2023 et se présente sous forme de recueil de tableaux d'indicateurs statistiques, présentés en séries de données chiffrées. Elle regroupe notamment des données sur les ressources humaines employées dans le domaine des communications électroniques et des postes, la promotion et l'usage des Technologies de l'information et de la communication (TIC), la concurrence dans le domaine de l'économie numérique, la sécurité des systèmes d'information, la monnaie électronique ainsi que les services postaux et financiers.

En vue de garantir la qualité des données, son élaboration a suivi plusieurs étapes avec une démarche participative. Cependant, comme toute œuvre humaine, ce document pourrait comporter des imperfections. Dans ce sens, mes services techniques restent disponibles pour toutes observations, critiques ou suggestions pouvant contribuer à l'amélioration de la qualité des prochaines éditions. J'exprime ma gratitude aux structures publiques et privées ainsi qu'à nos partenaires pour leur franche collaboration. Je salue également les efforts et l'abnégation de l'équipe du Ministère qui a conduit le processus de production de la présente édition.

Le document est accessible en ligne sur le site web du Ministère, à l'adresse www.mdenp.gov.bf et sur celui du Conseil national de la statistique à l'adresse www.cns.bf.

La Ministre de la Transition Digitale,
des Postes et des Communications
Électroniques



Dr Aminata ZERBO/SABANÉ

Officier de l'Ordre de l'Étalon

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS.....	A
TABLE DES MATIERES	B
DEMARCHE METHODOLOGIQUE.....	E
DIFFICULTES RENCONTREES ET RECOMMANDATIONS	F
I. Difficultés rencontrées.....	F
II. Recommandations et résolutions.....	F
PARTIE I : PRESENTATION DU SOUS-SECTEUR DE LA TRANSITION DIGITALE, DES POSTES ET DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	1
CHAPITRE 1.1 : DEFINITION DES CHAMPS	2
I. Transition digitale	3
II. Transformation Digitale	4
III. Communications électroniques	5
IV. Activités postales.....	5
V. Glossaire	6
V.1. Volet communications électroniques	6
V.2. Volet postes	13
CHAPITRE 1.2 : PRINCIPAUX ACTEURS DE L'ECOSYSTEME.....	14
I. Ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques.....	15
II. L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes	20
III. La Commission de l'Informatique et des Libertés	20
IV. L'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information	20
V. Le Conseil supérieur de la communication	21
VI. La Société burkinabè de télédiffusion (SBT).....	21
VII. LA POSTE BURKINA FASO	21
VIII. L'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC)	22
IX. Les acteurs privés du sous-secteur	22
IX.1. Les principaux acteurs privés des communications électroniques	22
IX.2. Les acteurs privés des postes.....	23
X. La société civile	25
XI. Les partenaires techniques et financiers.....	25
XII. Evolution institutionnelle de 1982 à 2021	27
PARTIE II : DONNEES STATISTIQUES	28
CHAPITRE 2.1 : RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES	29
I. Ressources humaines.....	30
I.1. Evolution des effectifs des structures centrales du MTDPCCE	30
I.2. Evolution des effectifs des structures rattachées.....	33
I.3. Evolution des effectifs des opérateurs de télécommunications	38
II. Ressources budgétaires	40
II.1. Evolution budgétaire des structures centrales du MTDPCCE.....	40
II.2. Evolution des ressources budgétaires des structures rattachées	45
CHAPITRE 2.2 : DONNEES SYNOPTIQUES	48
I. Données démographiques et socio-économiques.....	49
I.1. Données démographiques	49

I.2. Données économiques	51
I.3. Données éducatives.....	52
II. Ressources énergétiques	53
II.1. Ressources énergétiques nationales	53
II.2. Ressources énergétiques des pays limitrophes du Burkina Faso	54
III. Technologies	54
CHAPITRE 2.3 : COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	58
I. Réseaux de téléphonie fixe.....	59
II. Réseaux de téléphonie mobile.....	61
III. Internet	63
CHAPITRE 2.4 : INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES, PROMOTION ET USAGE DES TIC	65
I. Infrastructures de communications électroniques	66
II. Promotion et usage des TIC	66
CHAPITRE 2.5 : VOLUME D'ACTIVITES ET CONCURRENCE ENTRE OPERATEURS DE TELEPHONIE	70
I. Trafic voix	71
II. Trafic SMS.....	74
III. Chiffre d'affaires	76
IV. Investissement	76
V. Tarifs de la téléphonie mobile et de l'internet	76
CHAPITRE 2.6 : DIFFUSION DES TIC ET SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATIONS.....	80
I. Diffusion des TIC.....	81
II. Incidents de sécurité	82
CHAPITRE 2.7 : EVOLUTION DES INDICATEURS DES EMETTEURS DE MONNAIE ELECTRONIQUE.....	83
I. Accès aux services de la monnaie électronique	84
CHAPITRE 2.8 : SERVICES POSTAUX ET FINANCIERS	88
I. Service courriers et colis	89
II. Services financiers de LA POSTE BF.....	89
III. Couverture géographique	91
BIBLIOGRAPHIE.....	VIII

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ANPTIC	: Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication
ANSSI	: Agence nationale de sécurité des systèmes d'information
ARCE	: Autorité de régulation des communications électroniques
ARCEP	: Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
ARTEL	: Autorité nationale de régulation des télécommunications
BCEAO	: Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest
CCI-BF	: Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso
CCP	: Compte courant postal
CEDEAO	: Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest
CIL	: Commission de l'informatique et des libertés
CIRT-BF	: Computer incident response team of Burkina Faso
CNE	: Caisse nationale d'épargne
COFAN	: Conférences au Faso sur le numérique
CSC	: Conseil supérieur de la communication
DCC	: Digital community centre
DGDI	: Direction générale du développement de l'industrie numérique
DGESS	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DRH	: Direction des ressources humaines
DSI	: Direction des services informatiques
DTH	: Direct-to-home
EPE	: Etablissement public de l'Etat
FAI	: Fournisseur d'accès à l'internet
G-CLOUD	: Government cloud
GPS	: Global positioning system (système de localisation mondial)
INSD	: Institut national de la statistique et de la démographie
LA POSTE-BF	: La Poste Burkina Faso
MCC	: Ministre de la communication et de la culture
MDENP	: Ministre du développement de l'économie numérique et des postes
MENPTD	: Ministère de l'économie numérique, des postes et de la transformation digitale
MIPT	: Ministre de l'information, des postes et télécommunications, porte-parole du gouvernement
MPT	: Ministre des postes et télécommunications
MPTIC	: Ministre des postes et des technologies de l'information et de la communication
MTC	: Ministre des transports et communications
MTDPCE	: Ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques
MTPEN	: Ministre des transports, des postes et de l'économie numérique
NA	: Non applicable
ND	: Non disponible
PADTIC	: Projet d'appui au développement des technologies de l'information et de la communication au Burkina Faso
PBNT	: Projet Backbone national des télécommunications
PBNT	: Projet backbone national des télécommunications
PIAC	: Centres publics d'accès à l'Internet
PIB	: Produit intérieur brute
PRICAO-BF	: Projet régional des infrastructures de communication en Afrique de l'ouest – composante du Burkina Faso
RESINA	: Réseau informatique national de l'administration
RSE	: Responsabilité Sociale des Entreprises
RTB	: Radiotélévision du Burkina
RTPC	: Real-time transport control protocol
SBT	: Société burkinabé de télédiffusion
SITARAIL	: Société internationale de transport africain
SONABEL	: Société nationale burkinabé d'électricité
TIC	: Technologies de l'information et de la communication
TNT	: Télévision numérique terrestre
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africain
UIT	: Union internationale des télécommunications

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

L'élaboration de l'annuaire statistique du Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques du Burkina Faso obéit à une démarche globale harmonisée en cinq (5) étapes : (i) la mise à jour de la maquette de l'annuaire statistique, (ii) la collecte des données, (iii) le traitement des données et l'élaboration de l'annuaire, (iv) la finalisation du document et (v) la diffusion et l'archivage de l'annuaire statistique.

1. De la mise à jour de la maquette de l'annuaire statistique

Sur la base de l'annuaire statistique 2022, la maquette a été mise à jour en tenant compte des amendements des différentes structures productrices de données et des recommandations issues des ateliers d'élaboration des éditions antérieures.

2. De la collecte des données

A cette étape, la maquette finale constituée de canevas contenant les indicateurs à renseigner a été envoyée aux structures. Par ailleurs, la recherche en ligne sur les sites web de certaines structures comme la Banque Mondiale, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, les Nations Unies et l'Union Internationale des Télécommunications a permis de renseigner certains indicateurs.

3. Du traitement des données et de l'élaboration de l'annuaire

Le traitement des données a consisté en l'exploitation des données transmises par les structures partenaires. Il s'est agi de s'assurer de leur cohérence et de leur fiabilité. Au besoin, il a été demandé aux fournisseurs de données de corriger ou de compléter certaines informations.

Au terme de ces étapes préparatoires, un projet de document a été élaboré. Ce dernier a fait l'objet de propositions d'amendements lors d'un atelier regroupant les producteurs de données. Ce projet de document a été validé au cours d'un second atelier regroupant l'ensemble des acteurs.

4. De la finalisation de l'annuaire

Après l'atelier de validation, une séance de travail a été organisée afin d'intégrer les contributions et amendements des participants audit atelier, avant l'étape de la diffusion.

5. Diffusion et archivage

De façon générale, l'annuaire statistique de l'année n-1 doit être disponible au plus tard au mois de juin de l'année n. Il est diffusé et archivé principalement sous format électronique. Le document est disponible sur le site internet du Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques (www.mdenp.tic.gov.bf) et sur celui du Conseil national de la statistique (www.cns.bf).

DIFFICULTES RENCONTREES ET RECOMMANDATIONS

I. Difficultés rencontrées

❖ Difficultés techniques

- la non couverture de certains champs d'information ;
- les périodes de couverture des données sont souvent limitées ;
- le retard constaté dans la transmission des données ;
- la non désagrégation de certains indicateurs.

❖ Difficultés liées aux ressources humaines et matérielles

- l'insuffisance du personnel ;
- la faible qualité du matériel informatique, notamment les ordinateurs des agents de la DGESS.

II. Recommandations et résolutions

❖ Recommandations

- préserver la ligne budgétaire liée aux financements des activités d'élaboration de l'annuaire et du tableau de bord statistiques ;
- créer un cadre de concertation entre les structures productrices de données et favoriser le partage des données ;
- impliquer la direction en charge des statistiques sectorielles dans toute activité entraînant une production de données statistiques au sein du ministère ;
- inscrire l'examen de l'annuaire dans les points de discussion des cadres de concertation du Ministère ;
- institutionnaliser des enquêtes pour éclairer certaines thématiques clés du secteur.

❖ Résolutions

La DGESS prend la résolution de :

- s'inscrire dans une dynamique d'amélioration continue de la qualité de l'annuaire statistique ;
- reconstituer dans la mesure du possible les séries de données manquantes en faisant recours aux archives disponibles ;
- élargir la collecte de données au niveau des autres structures du secteur postal ;
- élargir les indicateurs clés de performance (ICP/KPI) du secteur de la poste ;

- intégrer des indicateurs sur la digitalisation des procédures au niveau de l'Etat ;
- ajouter des indicateurs tels que le nombre de sites web et applications développés, la quantité de données rapatriées, etc. ;
- intégrer les données sur les tarifs des opérateurs de téléphonie mobile et de l'internet des pays membres de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- intégrer les investissements du public, du FASU ainsi que des PTF ;
- faire ressortir la contribution fiscale des acteurs privés du secteur (opérateurs de téléphonie mobile et FAI) ainsi que les redevances ;
- désagréger la valeur ajoutée du secteur des postes et des communications électroniques par composante (Etat et privé) ;
- faire ressortir la contribution des postes et des communications électroniques par composante (Etat et privé).
- améliorer la collaboration avec la DSI et la DAD pour l'archivage.

PARTIE I : PRESENTATION DU SOUS- SECTEUR DE LA TRANSITION DIGITALE, DES POSTES ET DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

CHAPITRE 1.1 : Définition des champs

I. Transition digitale

La transition numérique ou digitale désigne le processus par lequel les structures publiques ou privées intègrent progressivement les technologies informatiques et digitales dans tous les aspects de leur fonctionnement. Il ne s'agit pas simplement d'adopter de nouveaux outils technologiques, mais de repenser l'organisation, la culture, et les opérations commerciales ou offres de services pour tirer pleinement parti des possibilités et impacts notamment économiques offerts par le numérique.

La transition digitale est le plus souvent motivée par l'évolution des attentes des usagers/clients. L'objectif de celle-ci est de réévaluer la manière dont une organisation utilise la technologie, le personnel et les processus, afin d'atteindre ses objectifs de performance et de satisfaire ses usagers/clients.

Les avantages recherchés sont :

- une amélioration de l'efficacité opérationnelle à travers l'automatisation des processus, la réduction des coûts, et les gains de temps grâce à une collaboration accrue ;
- une meilleure expérience usager/client par l'offre de services personnalisés, une communication améliorée, et la satisfaction accrue des usagers/clients dont les besoins sont mieux connus et pris en compte ;
- l'innovation et la compétitivité en termes de développement de nouveaux produits/services et l'adaptation plus rapide aux changements et demandes du marché.

La transition numérique exige un changement culturel au sein des structures publiques ou privées. Il s'agit notamment d'encourager l'innovation, la prise de risque, et l'apprentissage continu. De plus, développer les compétences numériques des employés est crucial pour exploiter efficacement les nouvelles technologies.

La transition digitale est une nécessité absolue pour les structures publiques ou privées du 21^e siècle¹ qui souhaitent s'inscrire dans un schéma de performance et de croissance à long terme.

Ce qu'il faut retenir est que la transition digitale s'entend le passage progressif et programmé d'un mode de fonctionnement actuel, fondé essentiellement sur un système analogique, à un fonctionnement en mode binaire qui intègre complètement les toutes dernières alternatives numériques.

¹ www.visiativ.com/definition/transition-numerique/

II. Transformation Digitale

La transformation digitale renvoie à « un processus qui vise à améliorer une entité en déclenchant des changements importants dans ses propriétés grâce à des combinaisons de technologies de l'information, de l'informatique, de la communication et de la connectivité » (Vial G., 2019).

En effet, la digitalisation peut améliorer l'efficacité de l'administration publique à travers plusieurs schémas. D'abord, c'est un moyen de faciliter la collaboration interne au sein de l'administration publique, notamment à travers le partage d'informations entre services. Ensuite, c'est aussi la possibilité de stocker de grandes quantités d'informations sur une durée indéterminée afin d'y avoir accès à tout moment, sans grand risque de perte ou de détérioration. De plus, les administrations publiques gagnent en efficacité grâce à la dématérialisation de certaines tâches et de certaines procédures. Enfin, les individus peuvent communiquer plus facilement avec les entreprises et les administrations. Ce qui peut être un facteur d'amélioration de la qualité de la gouvernance ainsi que de l'offre de biens et services publics.

La transformation numérique des organisations publiques exige une réinvention de leur structure interne, impliquant une remise en question approfondie des départements, des équipes et des flux de travail. Cette redéfinition vise à créer une culture organisationnelle flexible et orientée vers l'innovation numérique. Une autre dimension clé de cette transformation est la montée en compétences des employés pour qu'ils s'adaptent aux avancées technologiques. Des programmes de formation sont cruciaux pour familiariser le personnel avec les technologies émergentes et encourager une culture d'apprentissage continu, favorisant ainsi une intégration réussie du numérique dans les pratiques quotidiennes de l'organisation. En plus, l'écoute des besoins des citoyens est également au cœur de cette évolution.

Les organisations publiques doivent effectuer une analyse approfondie des attentes et des besoins futurs de leurs usagers. Cette démarche implique des études approfondies, des consultations citoyennes, des analyses de données et des retours d'expérience pour aligner au mieux les services numériques sur les attentes et les exigences évolutives des utilisateurs.

Pour finir, la transformation digitale nécessite la mise en place d'un ensemble cohérent de solutions numériques. Cela englobe l'adoption de technologies digitales intelligentes telles que l'intelligence artificielle (IA), le Machine Learning, les réseaux d'Internet des objets (IoT), l'analytique avancée, la robotique, l'automatisation et la création de plateformes en ligne pour les services. En parallèle, il est essentiel de repenser les processus existants pour les rendre plus agiles, transparents et en phase avec les besoins des citoyens. Cette évolution implique également l'instauration de nouvelles méthodes de travail collaboratives et flexibles pour s'adapter aux évolutions rapides et dynamiques du paysage numérique.

III. Communications électroniques

Selon la Loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques, les communications électroniques sont les émissions, transmissions ou réceptions de signes, de signaux, d'écrits, d'images ou de sons par voie électromagnétique. Son champ d'application couvre l'installation, la mise à disposition et l'exploitation ainsi que la fourniture des services de communications électroniques sur le territoire national.

Les communications électroniques sont un sous-ensemble des technologies de l'information et de la communication. Cette distinction est indispensable car les obligations juridiques et réglementaires portant sur les communications électroniques sont différentes de celles portant sur d'autres éléments des technologies de l'information et de la communication qui relèvent du secteur marchand ordinaire (vente d'équipements informatiques ou audiovisuels).

IV. Activités postales

Aux termes de la loi n°028 - 2010/AN du 25 mai 2010 portant réglementation générale des activités postales au Burkina Faso, les activités postales sont l'ensemble des prestations et opérations menées par les opérateurs postaux. Elles prennent en compte les prestations et opérations relatives à la collecte, l'acheminement et la distribution de correspondances, de documents ou de marchandises et également les services financiers et numériques menées par les opérateurs postaux.

A travers le monde, les opérateurs postaux proposent aux particuliers, aux entreprises et aux institutions divers services tels que :

- l'ouverture de comptes postaux,
- le paiement de factures,
- l'obtention ou renouvellement de documents officiels,
- les services à domicile pour les personnes âgées,
- la logistique,
- le commerce et la distribution (boutique philatélique et autres articles divers),
- le marketing (publipostage),
- la communication (envoi de document),
- les échanges économiques (transfert de fonds et virement postaux)
- les services en ligne (courrier hybride, certification électronique, e-commerce et autres services en ligne).

V. Glossaire

V.1. Volet communications électroniques

CONCEPTS	DEFINITIONS
Abonnement	Souscription aux services du réseau d'un opérateur.
2G	La 2G a marqué, pour la téléphonie mobile, le passage de l'analogique vers le numérique. La 2G, qui s'appuie sur la norme GSM (Global System for Mobile Communication), se caractérise notamment par la possibilité d'avoir un échange vocal pour un débit maximal théorique de 9,6 kbit/s. Elle a également permis à l'utilisateur équipé d'un terminal mobile de transférer des données numériques de faible volume (principalement du texte, avec les SMS ou des photos, avec les MMS). Aujourd'hui, la plupart des téléphones portables et smartphones sont au minimum, compatibles avec cette technologie.
3G	La 3G est la troisième génération de téléphonie mobile. Elle englobe notamment les technologies Universal Mobile Télécommunications System (UMTS), celles-ci étant utilisées dans un très grand nombre de pays, et CDMA 2000, qui existe notamment aux Etats-Unis. Ces technologies permettent des débits beaucoup plus rapides que ceux de la génération précédente, et permettent des usages multimédias tels que la transmission de vidéos, la TV mobile, la visiophonie ou l'accès à internet haut débit. L'UMTS se caractérise par des débits théoriques de l'ordre de 2 Mbit/s et pratiques de l'ordre de quelques centaines de Kbit/s.
4G	La 4G est la quatrième génération de téléphonie mobile. Elle est marquée par l'arrivée de la nouvelle technologie LTE (Long Term Evolution), qui se caractérise par un débit théorique de 150 Mbit/s et pratique de l'ordre de quelques dizaines de Mbit/s. Les évolutions principales de la 4G résident dans l'augmentation des débits maximum théoriques (meilleur débit réel et meilleure capacité des réseaux à écouler le trafic) et des délais de latence plus réduits (temps de réaction réduit permettant une meilleure interactivité). L'utilisateur dispose ainsi d'une connexion environ 3 fois plus rapide qu'en 3G.
Abonnements actifs à l'Internet fixe (filaire)	Abonnements actifs (résidentiels et professionnels) à Internet utilisant des réseaux fixes (filaires). Il inclut l'accès commuté via le RTPC, les autres abonnements à l'Internet fixe (filaire) à bas débit et les réseaux fixes (filaires) à large bande comme l'ADSL, le câble modem, la fibre et l'Ethernet fixe. Il exclut les abonnements Internet utilisant les technologies sans fil comme le WiFi et le WiMAX, et les abonnements Internet utilisant des réseaux mobiles cellulaires. Pour les abonnements prépayés, seuls ceux qui se sont connectés à Internet au cours des trois derniers mois sont pris en compte.
Abonnements actifs à Internet fixe par système hertzien fixe de terre (sans fil)	Abonnements résidentiels et professionnels à l'Internet utilisant une connexion hertzienne fixe de terre (WiMax, CDMA, etc.). L'abonné utilise une antenne achetée par lui-même ou fournie par l'opérateur qui lui permet de se connecter au réseau. Sa mobilité est en général réduite à la portée de la station de base. Les utilisateurs de bornes d'accès publics (WiFi) sont exclus de cet indicateur. Pour les abonnements prépayés seuls ceux qui se sont connectés à Internet au cours des trois derniers mois sont pris en compte.
Abonnements actifs à Internet mobile	Abonnements postpayés et prépayés par systèmes mobiles ordinaires ou dédiés à l'Internet public. Les abonnements prépayés doivent avoir eu au moins une connexion à Internet au cours des trois derniers mois.
Abonnement au réseau de téléphonie fixe	Abonnement ou souscription aux services téléphoniques fixes du réseau de l'opérateur, matérialisé par l'activation d'un ou plusieurs numéros d'appel sur le réseau (lignes téléphoniques).
Abonnements à l'Internet fixe	Les abonnements à l'Internet fixe (filaire) désignent le nombre d'abonnements actifs à l'Internet fixe (filaire) à débit inférieur à 256 kbit/s (comme les abonnements par connexion téléphonique et les autres abonnements à l'Internet fixe bas débit) et le total des abonnements à l'Internet fixe (filaire) à large bande.

CONCEPTS	DEFINITIONS
Abonnements à l'Internet fixe (filaire) à large bande	Abonnements à l'Internet fixe (filaire) à large bande : cet indicateur désigne les abonnements offrant un accès haut débit à l'Internet public (connexion TCP/IP), avec un débit descendant égal ou supérieur à 256 kbit/s. Il inclut les abonnements par câble, modem, par ADSL, par fibre jusqu'au domicile/bâtiment et d'autres types d'abonnements à l'Internet large bande fixe (filaire).
Abonnements au service de téléphonie mobile cellulaire	Les abonnements au service de téléphonie mobile cellulaire correspondent au nombre d'abonnements à un service téléphonique mobile public qui fournit un accès au RTPC en utilisant une technologie cellulaire.
Abonnements Internet par connexion téléphonique	Abonnements Internet par connexion téléphonique désigne tous les abonnements Internet actifs qui utilisent un modem et une ligne de téléphonie fixe pour se connecter à l'Internet et qui requièrent que le modem compose un numéro téléphonique pour l'accès à l'Internet.
Abonnement postpayé	Mode d'abonnement par lequel l'abonné paye à échéances périodiques (en l'occurrence mensuelle) son utilisation des services du réseau. Il se caractérise par l'établissement d'une facture liée aux services utilisés de la période.
Abonnement prépayé	Mode d'abonnement par lequel l'abonné paye à l'avance la consommation qu'il compte effectuer du service sur le réseau (crédit de recharges, forfaits data, etc.).
Abonné	Personne (physique ou morale) qui reçoit et paie un service de communications électroniques pendant une certaine période en vertu d'un accord conforme aux modalités établies par le fournisseur de services et respectant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
Accords de Roaming	Noms des réseaux partenaires avec lesquels des accords signés lient l'opérateur national concerné à ces réseaux à l'international pour le service du roaming.
Asymmetric Digital Subscriber Line(ADSL)	Service d'accès à l'Internet utilisant les lignes téléphoniques classiques, sur une bande de fréquence plus élevée que celle utilisée pour la téléphonie. Le débit descendant est plus élevé que le débit ascendant.
Affermage	L'affermage est un contrat de gestion déléguée par lequel le contractant s'engage à gérer un service public, à ses risques et périls, contre une rémunération versée par les usagers. Le fermier reverse à la personne publique une redevance destinée à contribuer à l'amortissement des investissements qu'elle a réalisés. La rémunération versée par le fermier en contrepartie du droit d'utilisation de l'ouvrage est appelée la surtaxe. Le financement des ouvrages est à la charge de la personne publique mais le fermier peut parfois participer à leur modernisation ou leur extension.
Agrément technique en matière informatique (ATI)	Reconnaissance des capacités techniques des entreprises régulièrement installées au Burkina Faso selon leurs domaines d'activité. Le but est d'assainir et de permettre aux entreprises de mener sereinement leurs activités en offrant des services de qualité selon les règles et normes nationales et internationales. Il est octroyé pour trois ans par arrêté du ministre en charge de l'économie numérique.
Audit de sécurité	Examen méthodique des composantes et des acteurs de la sécurité, de la politique, des mesures, des solutions, des procédures et des moyens mis en œuvre par une organisation, pour sécuriser son environnement, effectuer des contrôles de conformité, des contrôles d'évaluation de l'adéquation des moyens (organisationnels, techniques, humains, financiers) investis au regard des risques encourus, d'optimisation, de rationalité et de performance
Backbone	Les réseaux de communications électroniques présentent une architecture hiérarchisée en trois niveaux, le réseau dorsal, le réseau de collecte et le réseau de desserte. Le Backbone correspond au réseau dorsal. C'est la partie du réseau qui supporte le gros du trafic, en utilisant les technologies les plus rapides et une grande bande passante sur des distances importantes.
Bande passante	La « largeur » ou la « capacité » d'une voie de communication, en termes

CONCEPTS	DEFINITIONS
	de débit, quel que soit le support utilisé (fils de cuivre, câble coaxial, fibre optique, fréquences hertziennes, etc.).
Bande passante internationale	Quantité maximale (ou le débit) de transmission de données d'un pays vers le reste du monde. Elle est égale à la somme de la capacité de toutes les liaisons internationales de données d'un pays vers d'autres pays.
Bit	Unité de mesure en informatique désignant la quantité élémentaire d'information représenté par un chiffre binaire (0 ou 1).
Base Transceiver Station - Station de base, ou station de transmission de base (BTS)	Équipement actif de type émetteur/récepteur qui assure la communication entre un appareil mobile et le réseau et qui fournit un point d'entrée dans le réseau aux abonnés présents dans sa cellule pour recevoir ou transmettre des appels, des données. La BTS doit, pour ce faire, gérer les problèmes liés à la transmission radioélectrique de ce réseau : modulation, démodulation, égalisation, codage, correction d'erreurs... Elle est quasi-systématiquement située sur un point haut dominant la zone qu'elle est destinée à couvrir.
Boucle Locale	C'est la partie terminale du réseau qui raccorde une prise téléphonique au réseau de l'opérateur ou fournisseur d'accès. La boucle locale peut être filaire ou radio. Dans le premier cas, il peut typiquement s'agir soit de la partie du réseau en « fils de cuivre » qui sépare la prise téléphonique du répartiteur (le central téléphonique local de l'opérateur) auquel est raccordée la prise, soit de la partie terminale d'un réseau très haut débit en fibre optique. Dans le cas d'une boucle locale radio, il s'agit de la partie du réseau qui relie l'équipement terminal (ordinateur ou téléphone etc.) à l'antenne la plus proche de l'opérateur.
Capacité utilisée de la bande passante Internationale en Gigabit par seconde (Gbit/s)	Largeur de la bande passante Internet internationale en gigabits par seconde utilisée par tous les centres Internet (lieux où le trafic Internet est échangé) offrant des services internationaux large bande. Si la capacité est asymétrique [c'est-à-dire que la capacité de réception (liaison descendante) est plus grande que la capacité d'émission (liaison montante)], la capacité de réception (liaison descendante) devrait être indiquée. Cet indicateur inclut : • la largeur de bande d'émission Internet internationale, en Gbit/s qui est la capacité totale d'émission (liaison montante) utilisée de tous les centres Internet offrant des services internationaux large bande. • largeur de bande de réception Internet internationale, en Gbit/s qui est la capacité totale de réception (liaison descendante) utilisée de tous les centres Internet offrant des services internationaux large bande.
Capacité totale des commutateurs publics locaux	La capacité totale des commutateurs publics locaux correspond au nombre maximal de lignes téléphoniques fixes qui peuvent y être connectées. Ce nombre inclut donc les lignes téléphoniques fixes déjà connectées et les lignes fixes disponibles pour de futurs raccordements, y compris celles utilisées pour l'exploitation technique du commutateur (numéros d'essai).
Cloud	Raccourci du cloud computing littéralement traduit par « informatique dans les nuages ». Il consiste à exploiter la puissance de calcul ou de stockage de serveurs informatiques distants par l'intermédiaire d'un réseau, généralement Internet, pour traiter ou stocker l'information. Le cloud permet de travailler sur un même fichier depuis plusieurs postes de travail de types variés (ordinateurs ou appareils mobiles). Quelques services cloud computing : Dropbox, SkyDrive, Google drive, ...
Commutateur réseau	Un commutateur réseau, en anglais switch, est un équipement qui relie plusieurs segments (câbles ou fibres) dans un réseau informatique et de télécommunications et qui permet de créer des circuits virtuels.
Concession	C'est une des formes de contrat que peut prendre une délégation de service public. Elle se distingue de l'affermage par la prise en charge par le concessionnaire (souvent une société privée) non seulement des frais d'exploitation et d'entretien courant, mais également des investissements. Le concessionnaire se rémunère directement auprès de l'utilisateur. Dans ce type de contrat, la collectivité délégante est souvent déchargée de toute

CONCEPTS	DEFINITIONS
	charge financière d'investissement. En contrepartie, elle doit accepter une durée de concession généralement plus longue que l'affermage.
Connexion	Procédure permettant à un utilisateur ou un équipement de se mettre en relation avec un système informatique et, si nécessaire, de se faire reconnaître par celui-ci.
Cybercriminalité	Ensemble des infractions s'effectuant à travers le cyberspace par d'autres moyens que ceux habituellement mis en œuvre, et de manière complémentaire à la criminalité classique.
Système d'information	Dispositif isolé ou groupe de dispositifs interconnectés ou apparentés, assurant par lui-même ou par un ou plusieurs de ses éléments, conformément à un programme, un traitement automatisé de données
Cyberspace	Ensemble de données numérisées constituant un univers d'information et un milieu de communications, lié à l'interconnexion mondiale des ordinateurs.
Cybersécurité	Ensemble de mesures de prévention, de protection et de dissuasion d'ordre technique, organisationnel, juridique, financier, humain, procédural et autres actions permettant d'atteindre les objectifs de sécurité fixés à travers les réseaux de communications électroniques, les systèmes d'information et pour la protection de la vie privée des personnes. Elle peut être également définie comme l'état recherché par un système d'information lui permettant de résister à des événements issus du cyberspace susceptibles de compromettre la disponibilité, l'intégrité ou la confidentialité des données stockées, traitées ou transmises et des services connexes que ces systèmes offrent ou qu'ils rendent accessibles.
Data	La data est un terme anglais utilisé dans le secteur des télécommunications pour qualifier les données qui peuvent circuler par un réseau de communications électroniques.
Débit	Quantité de données numériques transmises pendant une unité de temps. On l'exprime généralement en bit/s.
Débit symétrique	On parle de symétrie du débit quand le débit maximum montant (de l'utilisateur vers le cœur de réseau) est équivalent au débit maximum descendant (du cœur de réseau vers l'utilisateur). Les accès ADSL sont asymétriques : le débit descendant est environ dix fois plus élevé que le débit montant.
Digitalisation	Procédé qui vise à transformer des processus traditionnels, des objets, des outils ou encore des professions par le biais de technologies digitales afin de les rendre plus performants.
Ecosystème numérique	L'écosystème numérique est l'ensemble des outils web synchronisés dont dispose une organisation. Il est conçu pour accompagner la démarche de l'organisation : le but est de capter des publics et d'interagir avec eux pour obtenir des résultats de communication (blog, eboutique, newsletter, profil social, site web, etc).
Équipement mobile	Type d'équipement numérique permettant, à un utilisateur identifié, l'accès aux ressources en permanence, notamment par le biais de connexions sans fil.
Équipement actif	Élément électronique du réseau, générant et traitant des signaux (ondes radio, électriques ou lumineuses, suivant le type de réseau)
FAI (Fournisseur d'Accès à Internet)	Entreprise offrant une connexion au réseau Internet.
Faisceau hertzien	Un faisceau hertzien est un système de transmission de signaux monodirectionnel ou bidirectionnel entre deux sites géographiques fixes. Il exploite le support d'ondes radioélectriques, par des fréquences porteuses allant de 1 GHz à 86 GHz (gamme des micro-ondes), focalisées et concentrées grâce à des antennes directives.
Fibre optique	Câble qui permet de transporter des signaux sous forme lumineuse (par rayonnement optique). Le câble de fibre optique véhicule de la lumière mais ne transporte pas de courant électrique. La fibre optique est une solution technique idéale lorsque l'on souhaite obtenir du très haut débit sur une longue distance (de plusieurs centaines de mètres à plusieurs dizaines de

CONCEPTS	DEFINITIONS
	kilomètres).
FON	La Fibre Optique Noire (FON) est une fibre optique installée mais pas encore activée.
Fiber to the Home - Fibre optique jusqu'à l'abonné (Ftth)	Ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique déployée jusqu'à un logement ou local à usage professionnel et permettant de desservir un utilisateur final.
Fiber To The... (FTTx)	Littéralement, "fibre jusqu'à...". Le FTTx désigne la famille de desserte utilisant la fibre optique comme support physique (par opposition aux réseaux cuivre comme le réseau téléphonique, ou aux réseaux radio). La variable X désigne le point de terminaison de la partie optique, les derniers mètres étant alors généralement réalisés sur cuivre. Déclinons les plus fréquentes : FTTH (home : foyer), FTTB (building : immeuble, sous-entendu pied d'immeuble), FTTC/FTTN (curb/neighbourhood : trottoir/quartier).
Gros Entretien et Renouvellement (GER)	Dans un modèle économique, le GER correspond au montant de l'investissement annuel portant sur des opérations de maintenance lourde et de renouvellement d'installations existantes.
Haut Débit	La définition du haut débit fluctue selon les pays. Dans le cadre du SDAN le haut débit correspond à un accès supérieur à 2 Mbit/s en voie descendante et 1 Mbit/s en voie montante.
Incident de sécurité des systèmes d'information	Un événement qui porte atteinte à la disponibilité, la confidentialité ou l'intégrité des systèmes d'information.
Incubateur	Dispositif d'appui pour l'accompagnement de porteurs de projets dans la perspective de création d'entreprises. L'incubateur offre toute une série de services adaptés aux besoins des porteurs de projets (accès à des locaux, conseils, formation, accès à des financements...).
Interconnexion	Relation technico-économique qui s'établit entre différents acteurs pour se connecter et échanger mutuellement du trafic. Elle garantit le maillage global du réseau et permet aux utilisateurs finaux de communiquer entre eux.
Internet	Encore appelé Interconnected Networks, Réseaux Interconnectés ou le réseau des réseaux, Internet est le plus grand réseau informatique du monde. Il est fait d'une interconnexion de l'ensemble des réseaux fonctionnant sous le protocole Internet (IP), une famille de protocoles de communication appelés TCP/IP.
Indefeasible Right of Use (IRU)	Droit d'usage irrévocable d'utiliser une partie des capacités d'un réseau, notamment en fibres optiques, sur une période déterminée. Les IRU acquis bénéficient de dispositions comptables les assimilant largement à des investissements.
Internet Exchange Point (IXP)	Infrastructures qui permettent aux différents acteurs de s'interconnecter directement, via un point d'échange, plutôt que par le biais d'un ou de plusieurs gestionnaires de réseaux internationaux (transitaire). Les points d'échange permettent la mutualisation des coûts d'hébergement et de raccordement, ainsi que la mise en œuvre efficace de nombreuses relations de peering mais également de transit.
Large bande	Liaison ou réseau capable de véhiculer de très grandes quantités de données.
Ligne principale	Une ligne principale est une ligne téléphonique (fixe) qui relie l'équipement terminal de l'abonné au réseau public commuté et qui dispose d'un accès individualisé dans l'équipement de commutation téléphonique. Ce terme est synonyme de poste principal ou ligne directe de central (DEL), termes couramment utilisés dans les documents relatifs aux télécommunications.
Localités couvertes	Noms des localités (chefs-lieux de communes, villages ...) entrées dans le champ du signal cellulaire mobile du réseau national concerné (couvert par ce réseau).
Longueur (en Km) de lignes principales raccordées à des centres numériques	La longueur (en Km) de lignes principales raccordées à des centres numériques.
Long Term Evolution (LTE)	Technologie radio mobile de 4ème génération (voir 4G).

CONCEPTS	DEFINITIONS
Metropolitan Area Network (MAN)	Réseau métropolitain qui permet la connexion de plusieurs sites à l'échelle d'une ville.
Mutualisation	La mutualisation est comprise comme l'utilisation d'une même infrastructure pour différents types de réseaux (par exemple télécoms et électricité, eau, etc.)
Open Data	Les données ouvertes (open data en anglais) correspondent aux données numériques, d'origine publique ou privée, mises à disposition de tout un chacun en accès libre, afin d'être réutilisables par tous sans restriction de copyright, brevets ou d'autres mécanismes de contrôle.
Opérateur	On entend par opérateur toute personne physique ou morale exploitant un réseau de communications électroniques ouvert au public ou fournissant au public un service de communications électroniques.
Organisme	Personne ou groupe de personnes qui a ses propres fonctions, avec les responsabilités, les pouvoirs et les relations nécessaires pour atteindre ses objectifs. Le concept d'organisme comprend, entre autres, les travailleurs indépendants, compagnies, sociétés, firmes, entreprises, autorités, partenariats, œuvres de bienfaisance ou institutions, ou toute partie ou combinaison de ceux-ci, constituée en société de capitaux ou ayant un autre statut, de droit privé ou public
Parc des abonnements actifs aux services de téléphonie mobile cellulaire	Nombre d'abonnements postpayés et prépayés à un service téléphonique mobile qui ont un accès à un réseau de téléphonie public commuté en utilisant une technologie cellulaire. Ces abonnements doivent avoir, au cours des trois derniers mois (90 jours), enregistré au moins l'une des opérations suivantes : - recevoir ou émettre un appel vocal ; - recevoir ou émettre un SMS ; - recharger son compte de crédit de communications ; - souscrire à un service à Valeur facturée ajoutée (SVA) ou tout autre service similaire payant ou gratuit ; - effectuer une transaction via un code USSD. Les abonnements par carte de transmission de données ou par modem USB ne sont pas pris en compte.
Parc des abonnements actifs à la téléphonie fixe	Nombre de lignes téléphoniques fixes actives analogiques, d'abonnements voix sur IP (VoIP), d'abonnements à la boucle locale sans fil fixe (WLL), aux équivalents téléphoniques RNIS et aux téléphones publics fixes. Les abonnements actifs (ou lignes téléphoniques actives) incluent tous les abonnements à postpaiement et à prépaiement qui ont enregistré une activité au cours des trois derniers mois.
Partage d'infrastructure	Le partage d'infrastructure est compris entre différents acteurs du monde des télécoms qui choisissent de diminuer leurs coûts en évitant de creuser deux tranchées simultanément sur des parcours similaires.
Partenariat Public Privé (PPP)	Mode de financement par lequel une autorité publique fait appel à des prestataires privés pour financer et gérer un équipement assurant ou contribuant au service public. Le partenaire privé reçoit en contrepartie un paiement du partenaire public et/ou des usagers du service qu'il gère.
Parties prenantes	Personne ou organisme susceptible d'affecter, d'être affectée ou de se sentir elle-même affectée par une décision ou une activité
Point d'échange Internet	Voir IXP
Pourcentage de la population couverte par un réseau mobile cellulaire	Le pourcentage de la population couverte par un réseau mobile cellulaire mesure le pourcentage d'habitants qui sont desservis par un signal mobile cellulaire, qu'ils soient abonnés ou non au service.
Pourcentage du territoire couvert par le réseau mobile cellulaire	Le pourcentage du territoire couvert par le réseau mobile cellulaire correspond à la couverture mobile cellulaire totale du territoire exprimé en pourcentage. Pour obtenir ce pourcentage, on divise le territoire couvert par un signal mobile cellulaire par la totalité du territoire, et on multiplie le résultat par 100.
Proof Of Concept (POC)	Une preuve de concept (en traduction littérale) est la mise en œuvre concrète d'une idée, d'une procédure, d'un produit, service ou logiciel. Dans

CONCEPTS	DEFINITIONS
	une démarche d'innovation, cette étape expérimentale se déroule sur un temps court, avec des moyens humains et financiers limités afin de démontrer sa faisabilité.
Réseau	Ensemble de matériels, y compris les canalisations, géré par un ou des opérateur(s)/distributeur(s) en amont du point de livraison permettant la distribution d'énergie électrique ou des services de communication.
Réseau de communication	Réseau transmettant des services de communication, les signaux véhiculés pouvant être numériques ou analogiques.
Système d'Information Géographique (SIG)	Système d'information permettant d'organiser et de présenter des données alphanumériques spatialement référencées, ainsi que de produire des plans et des cartes. Ses usages couvrent les activités géomatiques de traitement et diffusion de l'information géographique. La représentation est généralement en deux dimensions, mais un rendu 3D ou une animation présentant des variations temporelles sur un territoire sont possibles.
Taux de pénétration de l'Internet	Rapport entre le parc d'abonnement national à Internet et la population totale en nombre d'habitants.
Télécommunications	Les télécommunications sont définies comme la transmission à distance d'informations avec des moyens à base d'électronique et d'informatique. Ce terme a un sens plus large que son acception équivalente officielle « communication électronique ». Elles se distinguent ainsi de la poste qui transmet des informations ou des objets sous forme physique.
TIC	Les technologies employées pour collecter, stocker, utiliser et envoyer des informations, incluant celles qui impliquent l'utilisation des ordinateurs ou de tout système de communications y compris de communications électroniques.
Trafic	Circulation des flux d'information dans un système informatique. Par exemple trafic internet désigne la circulation du flux d'information sur le réseau informatique mondial qu'est Internet.
Trafic Internet en Gigaoctets	Volume mesuré en Gigaoctets en additionnant le volume des téléchargements (trafic descendant) et le volume des transferts de données (trafic montant) enregistrés sur un réseau donné (fixe ou mobile). Le trafic est mesuré au point d'accès de l'utilisateur final. Il exclut le trafic de gros, des domaines privés, de l'IPTV et le trafic de la télévision par câble.
Trafic voix on-net (local et interurbain)	Le nombre de minutes d'appels aboutis, échangés entre abonnés d'un même réseau fixe. L'appelé et l'appelant doivent être sur le même territoire national couvert par le réseau.
Trafic voix départ vers autres réseaux nationaux mobiles	La durée en minutes des appels émis par les abonnés du réseau fixe et terminant sur d'autres réseaux mobiles établis sur le territoire national.
Trafic voix départ vers l'international	La durée d'appels émis en minutes à partir du réseau fixe et terminant sur des réseaux téléphoniques (mobiles ou fixes) situés hors du territoire national.
Trafic voix arrivée de l'International	La durée en minutes des appels terminés sur le réseau fixe en provenance de réseaux fixes ou mobiles situés hors du pays.
Trafic voix arrivée des autres réseaux nationaux	La durée totale en minutes des appels terminés sur le réseau fixe en provenance d'autres réseaux mobiles établis dans le pays.
SMS intra réseau (On-Net)	Nombre de SMS aboutis, échangés entre abonnés du même réseau mobile concerné. L'appelé et l'appelant doivent être sur le même territoire national couvert par le réseau.
Tarif d'appels en FCFA	Prix en FCFA hors TVA de la minute d'appel.
Recharges par monnaie électronique (mobicash, orange money, Africards, etc)	Montant hors TVA des recharges de crédits de communications pour lesquelles les services de monnaie électronique sont utilisés par l'abonné final pour le paiement de sa recharge.
Très Haut Débit	La définition du très haut débit fluctue selon les pays. Dans le cadre du SDAN, le Très Haut débit est défini comme un accès supérieur à 30 Mbit/s en voie descendante et 5 Mbit/s en voie montante.

V.2. Volet postes

CONCEPTS	DEFINITIONS
Acheminement	Prestations et opérations de transport, sous toutes leurs formes, d'envois postaux du point d'accès aux destinataires.
Agence POSTE BF	Type de bureau de plein exercice qui offre l'ensemble des services postaux et financiers.
Asile colis	Technique consistant à inclure des messages, le plus souvent non adressés dans les envois de magazines, revues.
Boîte postale	La Boîte postale est un service proposé par la poste par lequel le courrier adressé à l'utilisateur (particuliers ou professionnels) n'est pas distribué à son domicile mais est conservé dans une boîte nominative prévue à cet effet.
Colis abandonné	Renonciation par l'expéditeur d'un colis postal qui n'a pas pu être livré au destinataire ou retiré par celui-ci.
Colis postal	Un Colis postal correspond à un envoi de documents ou de marchandises avec ou sans valeur commerciale dont le poids est relativement élevé.
Courrier	Correspondance (lettres, imprimés, paquets, journaux et écrits périodiques) reçue ou envoyée par la poste.
Densité du réseau postal	Nombre de points d'accès aux services postaux par unité de surface ou distance moyenne entre deux points d'accès.
Délai d'acheminement	C'est le temps mis entre l'envoi d'une lettre ou d'un colis et sa réception à l'arrivée.
Délai de distribution	Le Délai de distribution est le temps mis entre le dépôt de l'envoi au départ et sa remise au destinataire à l'arrivée.
Distribution	Distribution correspond à un processus de remise des envois postaux aux destinataires.
Envoi intérieur	Envoi postal (courrier ou colis) en provenance d'un lieu ou à destination d'un autre lieu d'un même pays.
Envoi postal	Envoi portant une adresse sous laquelle il doit être acheminé par un opérateur postal ; il s'agit également des envois de correspondances, de livres, de catalogues, de journaux, de périodiques, de colis postaux contenant des marchandises avec ou sans valeur commerciale.
La poste	Service offert par un opérateur postal consistant à assurer le transport et la distribution de courrier (en particulier les lettres et cartes postales) ou de petits paquets.
Mandat ordinaire	Un Mandat ordinaire est un titre (document physique) émis par un bureau de poste en exécution d'un transfert de fonds reçus d'un déposant au profit d'un bénéficiaire, moyennant paiement d'un droit de commission.
Mandat postal	Titre émis par un bureau de poste en exécution d'un transfert de fonds reçus d'un déposant au profit d'un bénéficiaire, moyennant paiement d'un droit de commission.
Opérateur postal	Entreprise légalement constituée habilitée à effectuer des opérations et prestations postales.
Parc Boîtes postales	Ensemble des batteries des boîtes postales installées dans une agence postale.
Point d'accès	Installations physiques ou électroniques, notamment les boîtes postales ainsi que les boîtes aux lettres mises à la disposition du public, et les locaux dédiés aux services postaux.
Région Postale	Découpage des agences postales en région.
Secteur postal	Ensemble des acteurs intervenants dans le service postal.
Service de l'épargne postale	Service chargé de mobiliser, de collecter et de faire fructifier l'épargne recueillie dans le réseau postal. Il est créé et exploité sous la garantie de l'Etat.
Service des chèques postaux	Service chargé de la gestion des comptes courant postaux par le biais des centres de chèques postaux et par les bureaux de poste.
Services financiers postaux	Ensemble des prestations financières de la poste permettant de collecter, stocker, transférer et gérer des fonds pour le compte des tiers.
SMART BP	Boîtes postales virtuelles.
Transfert d'argent	Ordre de paiement sur support électronique donné par un déposant à un opérateur en vue du paiement à un bénéficiaire préalablement identifié, moyennant paiement d'un droit de commission.

Chapitre 1.2 : Principaux acteurs de l'écosystème

Liste des tableaux

Tableau 1.2.01 : Opérateurs titulaires de licences individuelles.....	22
Tableau 1.2.02 : Liste des opérateurs postaux par zone de desserte.....	24
Tableau 1.2.03 : Liste des partenaires techniques et financiers	25

I. Ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques

Aux termes du décret n°2024-1022/PRES/PM du 02 septembre 2024 portant attribution des membres du gouvernement, le Ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques assure l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de transition digitale, des postes et des communications électroniques.

A ce titre, il est chargé :

En matière de transition digitale et de communications électroniques :

Dans le domaine du développement des infrastructures électroniques et des services de communications électroniques

- de l'élaboration du cadre juridique pour le développement des réseaux et services de communications électroniques et du suivi de son application ;
- de la veille réglementaire en matière de télécommunications ;
- du suivi de la gestion des ressources rares ;
- du suivi de la préparation, la délivrance et la gestion des autorisations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux de communications électroniques, la fourniture de services téléphoniques au public et la fourniture de capacité ;
- du suivi de la gestion des déclarations des services de communications électroniques ouverts au public ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des projets de développement des infrastructures de communications électroniques ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'accès et du service universel des communications électroniques conformément à la réglementation ;
- de la coordination et du suivi des activités liées à la participation du Burkina Faso dans les institutions et organisations spécialisées dont il est membre ;
- de la préparation, du suivi et de la mise en œuvre des accords, traités et conventions internationaux concernant le développement des télécommunications auxquels le Burkina Faso est partie prenante ;
- de la diffusion des normes internationales en matière de télécommunications ;
- du développement de l'expertise nationale dans le domaine des télécommunications ;

Dans le domaine de la promotion des usages du numérique,

- de la mise en œuvre de l'interopérabilité des bases de données d'identité des personnes à travers la mise en place d'un système d'identification fondamentale ;
- de l'élaboration et de la coordination des politiques, des stratégies et des plans nationaux et sectoriels de développement des usages du numérique et de leur cohérence et de leur complémentarité ;

- de la prise en compte de ces politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels dans les différents plans de développement, et de coordonner leur mise en œuvre ;
- du développement, de l'administration et de la maintenance du Réseau Informatique National de l'Administration ;
- de la coordination, de la conception et de la mise en œuvre des plateformes transversales pour le e-gouvernement et le e-administration ;
- de la formulation et du suivi de la mise en œuvre des grands travaux de transformation digitale dans l'administration publique en collaboration avec les structures bénéficiaires ;
- de la coordination de l'utilisation du numérique et de l'appui aux structures publiques et parapubliques pour accélérer l'atteinte des objectifs en matière de rationalisation des dépenses de transparence ;
- de la coordination de la définition de principes, de règles, de normes, de procédures de prise de décisions et de référentiels communs, afin de garantir l'interopérabilité ;
- de la coordination de la mise en place du cadre juridique et institutionnel favorable au développement des usages du numérique et du suivi de son application ;
- de la veille réglementaire en matière d'usages du numérique ;
- de l'assistance technique à l'élaboration des cybers stratégies en matière de sécurité des systèmes d'information nationaux ;
- de la participation à l'élaboration et à l'initiative législative et réglementaire liées à la protection du cyberspace national ;
- du suivi de la mise en œuvre des instruments de cybersécurité en relation avec les structures opérationnelles ;
- du suivi de l'accréditation des prestataires de services de certification électronique ;
- du suivi du contrôle, par l'autorité de protection, du traitement des données personnelles ;
- de l'enregistrement et de la modification des noms de domaines Internet sous le domaine de premier niveau « .bf » ;
- de l'organisation de l'octroi et du retrait d'agréments aux sociétés opérant dans le domaine de l'informatique ;
- du contrôle de la sécurité des systèmes d'information des départements ministériels et institutions d'Etat, des centres de traitement numérique ;
- de la formulation d'avis sur les marchés publics relatifs au numérique ;
- de la sensibilisation de toutes les composantes de la société sur les enjeux liés au numérique et servir de conseil à tous les niveaux de prise de décision ;
- de la promotion du développement de contenus numériques adaptés aux besoins locaux ;
- de la promotion des initiatives de réduction de la fracture numérique et l'accélération de l'usage du numérique dans tous les secteurs de la vie sociale et économique et par toutes les couches de la population ;
- de la préparation, de la mise en œuvre et du suivi des accords, traités et conventions internationaux relatifs à la gouvernance de l'Internet et au développement des usages du numérique auxquels le Burkina Faso est partie prenante ;
- de la diffusion des normes internationales en matière de numérique ;

- du développement de l'expertise nationale dans le domaine du numérique ;
- de la coordination et du suivi des activités liées à la participation du Burkina Faso dans les institutions et organisations spécialisées dont il est membre ;

Dans le domaine du développement d'une industrie numérique locale,

- de l'élaboration d'une politique nationale de développement de l'industrie numérique ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la stratégie de développement d'une industrie numérique locale ;
- de la mise en place du cadre juridique et institutionnel pour le développement de l'industrie numérique et du suivi de leur application ;
- de la veille réglementaire en matière d'industrie numérique ;
- de l'élaboration et de la gestion de tout projet de développement de l'industrie numérique ;
- de la préparation, du suivi et de la mise en œuvre des accords, traités et conventions internationaux concernant le développement des domaines contribuant au développement de l'industrie numérique auxquels le Burkina Faso est partie prenante ;
- de la diffusion des normes techniques et des instruments juridiques internationaux dans le domaine de l'industrie numérique ;
- de la coordination et du suivi des activités liées à la participation du Burkina Faso dans les institutions et organisations spécialisées dans ce domaine dont il est membre ;
- du développement de l'expertise nationale permettant de contribuer à l'établissement et au développement d'une industrie numérique locale ;

En matière de poste,

- de l'élaboration du cadre réglementaire pour le développement du secteur postal et du suivi de son application ;
- de la veille réglementaire en matière des postes ;
- de la préparation et du suivi des accords, traités et conventions internationales concernant les postes et auxquels le Burkina Faso est partie prenante ;
- de la contribution à l'extension de la couverture du territoire national en services postaux et financiers, à leur modernisation et à l'inclusion financière ;
- du suivi de la mise en œuvre du service postal universel ;
- de la contribution à la veille et à l'innovation dans le secteur postal ;
- de l'élaboration et la mise en œuvre des projets de développement dans le secteur postal ;
- de la coordination et du suivi des activités liées à la participation du Burkina Faso dans les institutions et organisations spécialisées dont il est membre ;
- de l'émission des timbres-poste ;
- du développement de l'expertise nationale dans le domaine postal.

Pour la mise en œuvre de ses attributions, le Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications électroniques (MTDPCE) s'appuie sur la contribution de seize (16) structures centrales, huit (08) structures de mission et deux (02) structures rattachées.

Cabinet du Ministre

Cabinet du Ministre

- les Conseillers techniques (CT) ;
- le Directeur de cabinet (DirCab) ;
- l'Inspection technique des services (ITS) ;
- la Cellule des chargés de mission (CM) ;
- le Secrétariat permanent de l'innovation et de la veille sur les technologies émergentes du numérique (SP-IVTEN) ;
- la Direction de la gestion des finances (DGF) ;
- la Direction de la communication et des relations presse (DCRP) ;
- le Secrétariat particulier (SP) ;
- le Protocole ;
- le Service sécurité.

Le Secrétariat Général du Ministère

Structures centrales du Ministère :

1. la Direction générale de la transformation digitale (DGTD) ;
2. la Direction générale des communications électroniques (DGCE) ;
3. la Direction générale des activités postales (DGAP) ;
4. la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESE) ;
5. la Direction des marchés publics (DMP) ;
6. la Direction des ressources humaines (DRH) ;
7. la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
8. la Direction des services informatiques (DSI) ;
9. la Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII) ;
10. le Bureau comptable matières principal (BCMP) ;
11. La Trésorerie ministérielle (TM) ;
12. La Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSO).

Structures rattachées du Ministère :

1. LA POSTE Burkina Faso (LA POSTE BF) ;
2. l'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC) ;
3. l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'informations (ANSSI)

Services du Secrétariat Général :

1. les Chargés d'études ;
2. le Secrétariat particulier ;
3. le Service central du courrier ;
4. le Service d'accueil et d'information.

Structures de mission du Ministère :

1. le Projet Wuri ;
2. le Projet PACTDIGITAL ;
3. la Cellule genre ;
4. la Cellule environnementale ;
5. le Comité ministériel de lutte contre le VIH/SIDA et les IST (CMLS) ;
6. la Cellule anti-corruption (CAC).

CABINET DU MINISTRE

Directeur de Cabinet

Chargés de Mission

Conseillers techniques

SP-IVTEN

Protocole

Secrétariat particulier

Service de Sécurité

Inspection Technique des Services

DGF

DCRP

SECRETARIAT GENERAL

Chargés d'études

Secrétariat

Service central du courrier

Service d'accueil et d'informations

Projets et programmes

DGTD

DCSI

DIN

DVEN

DC

DGCEE

DRSCE

DRCE

DCT

DGAP

DCP

DRPS

DGESS

DMP

DRH

DAD

DSI

DDII

DSO

TM

BCMP

DCPP

DPPSE

DSSE

ANSSI

ANPTIC

LA POSTE BF

Cellule Genre

Cellule Environnementale

Comité anti- corruption

CMLS

II. L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

L'Autorité de régulation est une institution administrative indépendante dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle est placée sous la tutelle administrative du Premier Ministère.

Aux termes de la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs, l'Autorité de régulation est chargée notamment de veiller pour le compte de l'Etat, à l'exercice d'une concurrence effective et loyale entre opérateurs et fournisseurs des services des communications électroniques et des postes et aussi à un niveau élevé de protection des consommateurs de ces services. A cet effet, elle suit le respect par les opérateurs et fournisseurs de services de la réglementation en vigueur et des termes des licences, autorisations et déclarations accordées dans les secteurs des communications électroniques et des postes.

III. La Commission de l'Informatique et des Libertés

La Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) est une autorité administrative indépendante créée par la loi N°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel. Elle est fonctionnelle depuis décembre 2007.

Aux termes de la Loi n°001-2021/AN du 30 mars 2021 portant protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, la CIL est investie d'une mission générale d'information des personnes sur leurs droits et leurs obligations, de régulation et de protection des personnes en matière de traitement de données personnelles, d'anticipation en proposant au gouvernement toute mesure législative ou réglementaire de nature à adapter la protection des libertés à l'évolution des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

La CIL dispose d'un pouvoir de contrôle des organismes publics et privés et un pouvoir de sanction et de dénonciation au parquet des contrevenants à la loi portant protection des données à caractère personnel.

IV. L'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information

L'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI), aux termes du Décret n°2013-1053/PRES/PM/MEF/MATS du 11 novembre 2013 portant création de l'ANSSI, ensemble ses modificatifs, est l'autorité nationale en matière de protection des systèmes d'information. Elle est garante de la protection du cyberspace burkinabè.

Récemment, le gouvernement a adopté la loi N°014-2024/ALT du 09 juillet 2024 portant sécurité des systèmes d'information au Burkina Faso. Cette nouvelle loi marque une avancée significative dans la sécurisation des systèmes d'information et globalement, dans la protection du cyberspace national dans un contexte marqué par la quête de souveraineté nationale et de la dématérialisation des actes et procédures administratifs.

Cette loi est un outil mis à la disposition de l'ANSSI pour lui permettre de mieux jouer son rôle en collaboration avec tous les acteurs de l'écosystème.

V. Le Conseil supérieur de la communication

La création du Conseil supérieur de la communication (CSC) s'est située dans la dynamique de la vague de démocratisation des Etats africains amorcée à partir des années 1990.

A ce titre, le CSC, conformément à la loi organique n°15-2013/AN du 14 mai 2013 portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil supérieur de la communication (CSC), est une autorité administrative indépendante chargée de la régulation de la communication au public au Burkina Faso.

Il entend faire jouer pleinement à la presse son rôle dans l'animation de la vie socio-politique.

VI. La Société burkinabè de télédiffusion (SBT)

Aux termes du décret N°573/PRES/PM/MICA/MC/MDENP/MEF du 09 juillet 2013 portant création de la société burkinabè de télédiffusion (SBT), la SBT est un opérateur public de diffusion de la télévision numérique de terre et a pour objet d'assurer la diffusion des programmes radiophoniques et télévisuels. Elle a pour mission la gestion des émetteurs de radiodiffusion sonores et télévisuels installés sur le territoire national.

VII. LA POSTE BURKINA FASO

Aux termes du décret et son modificatif, N°2019-0155/PRES/PM/MCC/MEF/MCIA du 22 février 2019 portant changement de dénomination de la Société Nationale des Postes (SONAPOST), LA POSTE BURKINA FASO (LA POSTE BF) est une société d'État dotée de la personnalité morale et jouissant d'une autonomie de gestion. Son capital social est de deux milliards cinq cent quatre-vingt-dix millions francs CFA (2 590 000 000 FCFA) détenu à 100% par l'État burkinabè. Opérateur historique, elle joue à la fois le rôle de l'opérateur désigné et d'opérateur postal autorisé.

LA POSTE BF a pour missions essentielles la mise en place et l'exploitation du service public de la poste à travers la collecte, l'acheminement et la distribution des objets de correspondance, des paquets, des colis, des journaux, la mobilisation et la promotion de l'épargne au profit de l'économie nationale à travers la gestion de la caisse nationale d'épargne et du centre des chèques postaux, entre autres.

VIII. L'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC)

Structure rattachée du ministère, l'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication est un établissement public de l'Etat (EPE). Elle a été instituée par Décret N°2014- 055/PRES/PM/MEF/MDENP/MFPTSS du 07 février 2014 et est chargée d'assurer la mise en œuvre des grands programmes de développement des technologies de l'information et de la communication du Burkina Faso. Elle a pour missions, d'une part, l'opérationnalisation de la stratégie du Gouvernement en matière d'administration électronique et, d'autre part, la promotion de l'utilisation des TIC dans les autres domaines de développement social, économique, scientifique et culturel.

IX. Les acteurs privés du sous-secteur

Les acteurs privés sont nombreux et mènent leurs activités dans les domaines des communications électroniques, des postes et des technologies de l'information et de la communication. Le secteur privé constitue également un socle de promotion de l'expertise nationale dans l'écosystème.

IX.1. Les principaux acteurs privés des communications électroniques

Les opérateurs d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques sont :

Tableau 1.2.01 : Opérateurs titulaires de licences individuelles

Opérateur	Type de licence	Date d'octroi	Date d'entrée en vigueur	Durée
Licence technologiquement neutre				
ONATEL S.A.	Licence technologiquement neutre	26/03/2019	21/06/2020	15 ans +2ans
ORANGE BURKINA FASO S.A.	Licence technologiquement neutre	15/01/2019	27/05/2020	15 ans
TELECEL FASO SA	Licence technologiquement neutre	27/05/2020	27/05/2020	15 ans
Licence pour fourniture de capacité et FTTH				
PAV-BURKINA	Licence individuelle pour l'établissement d'un réseau en vue de la fourniture de capacité	28/11/2017	28/11/2017	10 ans
GVA BURKINA FASO	Licence individuelle pour le déploiement et l'exploitation d'un réseau à fibre optique pour la location de capacité et la	11/10/2019	11/10/2019	10 ans

Opérateur	Type de licence	Date d'octroi	Date d'entrée en vigueur	Durée
	fourniture d'accès internet			
SONABEL	Licence individuelle pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau à fibre optique pour la fourniture de capacité de transmission.	08/04/2020	08/04/2020	10 ans
VIRTUAL TECHNOLOGIES AND SOLUTIONS, SA (VTS)	Licence individuelle pour l'établissement et l'exploitation d'une infrastructure de fibre optique pour la location de capacités et la fourniture d'accès internet	04/02/2021	04/02/2021	10 ans
BFS	Licence individuelle pour l'établissement et l'exploitation d'une infrastructure de fibre optique pour la location de capacités et la fourniture d'accès internet	03/11/2022	03/11/2022	10 ans
Licence pour déploiement et exploitation d'infrastructures passives				
ATC-BURKINA	Licence individuelle pour le déploiement et l'exploitation d'infrastructures passives	06/09/2021	06/09/2021	10 ans
LORYNE SA	Licence individuelle pour le déploiement et l'exploitation d'infrastructures passives	22/12/2022	22/12/2022	10 ans
Licence pour l'établissement et exploitation d'un réseau TNT				
SOCIETE BURKINABE DE TELEDIFFUSION	Licence individuelle pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de diffusion de Télévision Numérique Terrestre (TNT)	21/06/2016	21/06/2016	10 ans

Source :

IX.2. Les acteurs privés des postes

Les opérateurs postaux autorisés et déclarés offrent des services de courrier express et de colis postaux et des activités connexes au niveau national, sous régional et international. Il est à noter que certains de ces opérateurs, notamment ceux qui desservent l'international, développent de plus en plus l'exploitation du fret pour une limite de poids donné.

Les principaux acteurs privés du domaine des postes sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1.2.02 : Liste des opérateurs postaux autorisés et en activité par zone de desserte en 2023

N°	ZONE DE DESSERTE/ OPÉRATEURS POSTAUX
ZONE DE DESSERTE : NATIONALE ET INTERNATIONALE	
1	SOCIÉTÉ EMS CHRONOPOST INTERNATIONAL BURKINA
2	DHL INTERNATIONAL BURKINA FASO
3	SNTB-SAGA EXPRESS
4	SILSON GLOBAL BUSINESS BURKINA SARL (UPS)
5	LA POSTE (EX : SONAPOST)
6	RED STAR EXPRESS
ZONE DE DESSERTE : NATIONALE ET CEDEAO	
7	AIR BURKINA
8	COMPAGNIE BURKINABE DE TRANSPORT RAKIETA
9	SOCIETE SISSIMAN TOURS (ELITIS)
10	SOCIETE FAIRNESS TRANSPORT AND SERVICES (FTS)
11	SOCIETE BURVAL CORPORATE SA
12	SOCIETE SERVICE EXPRESS
13	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT EN COMMUN « SOTRACO-SA »
14	COMPAGNIE DE TRANSPORT RALLE OUEDRAOGO ET FRERES (CTROF)
ZONE DE DESSERTE : NATIONALE	
15	SOCIETE DE TRANSPORT AOREOMA ET FRERES (STAF)
16	SOCIETE DE TRANSPORT RAHIMO (NORANE SARL)
17	SOCIETE DE TRANSPORT NORD FASO (STNF)
18	SOCIETE SARAMAYA TRANSPORT SARL
19	SOCIETE SAHEL VOYAGE
20	TSR EXPRESS
21	SOTRADYF
22	SOCIETE UNION EXPRESS
ZONE DE DESSERTE : LOCALE (OUAGADOUGOU)	
23	SMART SERVICES
24	MTOPO PAYMENT SOLUTIONS
25	LE COURSIER
26	SOCIETE AFRICAINE DE NEGOCE ET DE DISTRIBUTION (SANDI SARL)
27	AGENCE ANGE SERVICES (2AS)
28	RTP MULTI SERVICES
29	GENERAL SERVICE BURKINA
30	HN BIOCORPS
31	SOCIETE RIMBO TRANSPORT

Source : ARCEP, Rapport d'activités 2023.

X. La société civile

La société civile du secteur du numérique a pour rôle la défense des intérêts de ses membres et assure la veille citoyenne et le plaidoyer en faveur du secteur. Elle contribue à la mobilisation sociale, à l'information, à l'éducation des citoyens, à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des politiques, stratégies et programmes en lien avec les questions liées à l'écosystème du numérique. La mobilisation et l'adhésion des acteurs de la société civile sont gage de succès dans l'exécution des projets et programmes du ministère.

Les associations dans le domaine des TIC sont principalement :

- l'Association Nationale des Opérateurs de télécommunications (ANOTEL) ;
- l'Association Professionnelle des Opérateurs Postaux (APOP) ;
- l'Association Burkinabè des noms de Domaine Internet (ABDI) ;
- Burkina Faso Internet eXchange point (BFIK) ;
- le Groupement des professionnels des TIC (GPTIC) ;
- le Réseau des Professionnels des TIC (RPTIC) ;
- le Syndicat des professionnels des TIC (SYNPTIC) ;
- le Syndicat national des télécommunications (SYNATEL) ;
- le Syndicat national des travailleurs de la poste (SYNTRAPOST) ;
- le Syndicat des agents de la poste (SYNAPOST) ;
- IGF-Burkina ;
- l'Internet Society-ISOC Burkina.

XI. Les partenaires techniques et financiers

Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sont constitués d'organisations internationales, d'agences de coopération bilatérale et multilatérale qui accompagnent, sur le plan technique et financier, la mise en œuvre des stratégies nationales de développement du secteur du numérique et des postes.

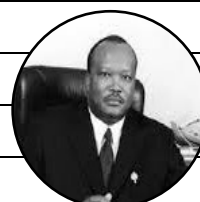
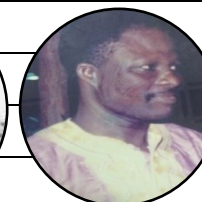
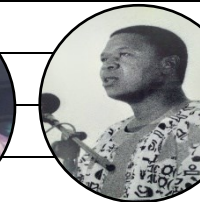
Tableau 1.2.03 : Liste des partenaires techniques et financiers

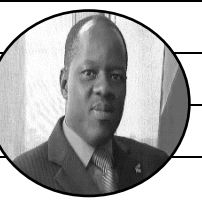
N°Ordre	Partenaires Techniques et Financiers
1	Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
2	L'Union Européenne
3	La Banque Mondiale
4	L'Union Africaine
5	L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)
6	L'Agence belge de développement (ENABEL)
7	L'Agence Luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (Lux Dev)
8	La Coopération Internationale Allemande (GIZ)
9	Le Fonds d'Equipeement des Nations Unies (UNCDF)
10	Bank of China
11	La Banque africaine de développement (BAD)
12	La coopération indienne
13	La Coopération tunisienne

N°Ordre	Partenaires Techniques et Financiers
14	La Coopération marocaine
15	La Conférence des Postes des Etats de l'Afrique de L'Ouest (CPEAO)
16	L'Union Panafricaine des Postes (UPAP)
17	L'Union Postale Universelle (UPU)
18	L'Institut Mondial des Caisses d'Epargne (IMCE)
19	Le Grand-Duché de Luxembourg
20	Le Fonds DANIDA (Coopération danoise)
21	L'Union Internationale des Télécommunications (UIT)
22	Regional African Satellite Communication Organization (RASCOM)
23	SMART AFRICA
24	Union Africaine des Télécommunications (UAT)

Source : DGESS/MTDPCE

XII. Evolution institutionnelle de 1982 à 2021

MIPT-PG	MTC	MTC	MTC	MTC	MTC	MTC	MCC	MCC
1982-1983	1984-1985	1985-1987	1987-1987	1989-1989	1989-1991	1991-1994	1994-1996	1996-1999
								
FOFANA Adama	DIAWARA Barou Omar	COEFFE Alain Roger	WATAMOU Lamien	SANOU Thomas	KABORE Roch Marc Christian	OUEDRAOGO Jacques	SOMDA Nurukyor Claude	OUEDRAOGO Mahamoudou

MCC	MPT	MPTIC	MPTIC	MTPEN	MDENP	MDENP	MDENP	MDENP/MENPTD MTDPCE
1999-2002	2002-2006	2006-2008	2008-2011	2011-2012	2012-2014	2014-2015	2016-2017	2017-2022
								
HIEN Kilimisé Théodore	THIOMBIANO Tiéba Justin	TANKOANO Joachim	KABORE Noel	OUEDRAOGO Gilbert G. Noël	KOULIDIATI Jean	YARO Nébila Amadou	SANA/CONGO Aminata	OUATTARA/ SANON Hadja Fatoumata

PARTIE II : DONNEES STATISTIQUES

Chapitre 2.1 : Ressources humaines et financières

Liste des tableaux

Tableau 2.1.01 : Evolution du personnel du MTDPCCE selon le sexe de 2015 à 2023	30
Tableau 2.1.02 : Evolution du personnel du MTDPCCE selon les emplois de 2015 à 2023	30
Tableau 2.1.03 : Evolution du personnel du MTDPCCE en situation de handicap et non handicap de 2015 à 2023	31
Tableau 2.1.04 : Evolution du personnel du MTDPCCE par tranche d'âge et selon le sexe de 2019 à 2023	31
Tableau 2.1.05 : Répartition du personnel du MTDPCCE par tranche d'âge et par catégorie professionnelle en 2023	31
Tableau 2.1.06 : Evolution du personnel du MTDPCCE par catégorie	32
Tableau 2.1.07 : Evolution du personnel du MTDPCCE par tranche d'âge	32
Tableau 2.1.08 : Répartition du personnel du MTDPCCE par sexe et par programme budgétaire en 2023	32
Tableau 2.1.09 : Evolution du personnel de LA POSTE BF de 2016 à 2023	33
Tableau 2.1.10 : Répartition du personnel de LA POSTE BF selon les emplois de 2015 à 2023	33
Tableau 2.1.11 : Répartition du personnel permanent de LA POSTE BF par catégories et par sexe de 2019 à 2023	35
Tableau 2.1.12 : Evolution du personnel permanent de LA POSTE BF par tranche d'âge de 2019 à 2023	35
Tableau 2.1.13 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon le sexe de 2015 à 2023	36
Tableau 2.1.14 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon les emplois de 2015 à 2023	36
Tableau 2.1.15 : Répartition du personnel de l'ANPTIC par tranche d'âge et par catégorie professionnelle en 2023	37
Tableau 2.1.16 : Evolution du personnel des opérateurs de télécommunications	38
Tableau 2.1.17 : Evolution du personnel de ONATEL SA par catégorie professionnelle de 2015 à 2023	38
Tableau 2.1.18 : Evolution du personnel de Orange BF SA par catégorie professionnelle de 2015 à 2023	38
Tableau 2.1.19 : Evolution du personnel de TELECEL FASO par catégorie professionnelle	38
Tableau 2.1.20 : Evolution du personnel féminin des opérateurs de télécommunications	38
Tableau 2.1.21 : Evolution du personnel de ONATEL SA par catégorie professionnelle et par sexe de 2015 à 2023	38
Tableau 2.1.22 : Evolution du personnel de Orange BF SA par catégorie professionnelle et par sexe de 2015 à 2023	39
Tableau 2.1.23 : Evolution du personnel de TELECEL FASO par catégorie professionnelle et par sexe de 2015 à 2023	39
Tableau 2.1.24 : Evolution des dotations budgétaires par nature de dépenses du MTDPCCE (<i>en milliers de F CFA</i>)	40
Tableau 2.1.25 : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses du MTDPCCE (<i>en milliers de FCFA</i>)	40
Tableau 2.1.26 : Evolution des prévisions et réalisation de l'ensemble des recettes du MTDPCCE (<i>en milliers de FCFA</i>)	41
Tableau 2.1.27 : Prévisions de recettes par nature (<i>en milliers de F CFA</i>)	41
Tableau 2.1.28 : Evolution des réalisations de recettes par nature (<i>en milliers de F CFA</i>)	42
Tableau 2.1.29 : Prévision budgétaire par programme de 2020 à 2023 (Y compris financements extérieurs, en millier de F CFA)	44
Tableau 2.1.30 : Exécution budgétaire par programme de 2020 à 2023 (hors financements extérieurs, en millier de F CFA)	44
Tableau 2.1.31 : Evolution des ressources budgétaires de l'ANPTIC de 2015 à 2023 (<i>en millions de F CFA</i>)	45
Tableau 2.1.32 : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses de l'ANPTIC (<i>en milliers de F CFA</i>) de 2015 à 2023	45
Tableau 2.1.33 : Evolution des ressources budgétaires de LA POSTE BF (<i>en milliers de F CFA</i>)	46
Tableau 2.1.34 : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses de LA POSTE (<i>En milliers de F CFA</i>)	47

I. Ressources humaines

I.1. Evolution des effectifs des structures centrales du MTDPC

Tableau 2.1.01 : Evolution du personnel du MTDPC selon le sexe de 2015 à 2023

Sexe	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Hommes	165	127	161	172	156	192	208	232	214
Femmes	32	35	41	44	67	79	93	81	69
Ensemble	197	162	202	216	223	271	301	313	283

Source : DRH/MTDPC

Tableau 2.1.02 : Evolution du personnel du MTDPC selon les emplois de 2015 à 2023

Emplois	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Emplois spécifiques au numérique et à la Poste									
Techniciens supérieurs des systèmes informatiques et télécommunication	14	10	9	10	10	12	23	10	8
Ingénieurs des travaux en informatique	57	47	58	41	42	50	61	44	36
Ingénieurs des travaux en télécommunication	1	1	2	2	1	1	0	0	0
Ingénieurs de conception en informatique	20	12	18	21	25	30	40	47	39
Ingénieurs de conception en télécommunication	1	1	1	1	2	3	2	2	2
Administrateurs des services postaux et financiers	4	4	3	2	3	3	3	2	5
Inspecteurs des services postaux et financiers	3	2	4	3	1	3	3	2	2
Contrôleurs des services postaux et financiers	0	0	0	1	1	2	2	2	2
Sous total emplois spécifiques	100	77	95	81	85	104	134	109	94
Emplois non spécifiques au numérique et à la Poste									
Gestion des ressources humaines et management des administrations publiques	4	4	9	9	10	10	12	12	12
Juristes	4	2	3	5	4	5	2	2	3
Statisticiens & démographes	1	1	3	8	8	7	7	6	3
Financiers-comptable-fiscalistes	15	13	15	13	14	25	18	17	13
Techniciens des sciences de l'information et de la communication	1	1	1	1	1	1	1	10	10
Enseignants chercheurs	8	0	3	9	11	12	11	3	7
Administration et gestion scolaire et universitaire (AISU, AASU, CASU, CISU)	7	8	10	16	18	22	21	35	29
Enseignants post-primaire et secondaire (Inspecteurs, professeur)	7	6	8	9	4	4	5	5	6
Enseignants primaire et éducation non formelle (professeur des écoles, Inspecteurs)	16	15	15	14	12	13	12	11	10
Personnels d'appui (Chauffeurs, secrétaires, Agent de liaison, Agents de bureau)	26	27	28	40	45	52	62	75	69
Personnel de sécurité (Policiers, gendarmes, ...)	2	2	2	2	2	2	3	2	2
Archivistes, documentaliste, bibliothécaires	4	3	5	4	4	9	7	8	6
Conseiller en études et analyses	0	1	3	3	3	3	4	16	17
Reprographe	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Emplois	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Magistrat	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Sous total emplois non spécifiques	97	85	107	135	138	167	167	204	189
Ensemble	197	162	202	216	223	271	301	313	283

SOURCE : DRH/MTDPCE

Tableau 2.1.03 : Evolution du personnel du MTDPCCE en situation de handicap et non handicap de 2015 à 2023

Statut	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Personne vivant avec un handicap	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personne sans handicap	197	162	202	216	223	271	301	313	283
Ensemble	197	162	202	216	223	271	301	313	283

Source : DRH/MTDPCE

Tableau 2.1.04 : Evolution du personnel du MTDPCCE par tranche d'âge et selon le sexe de 2019 à 2023

Tranche d'âge	2019			2020			2021			2022			2023		
	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens
[18-20[	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
[20-25[	5	4	9	1	2	3	1	1	2	2	2	4	3	0	3
[25-30[	19	6	25	20	5	25	26	22	48	35	8	43	17	9	26
[30-35[	42	14	56	45	21	66	47	23	70	54	18	72	43	17	60
[35-40[	31	14	45	56	19	75	49	16	65	51	19	70	40	12	52
[40-45[	31	19	50	37	14	51	42	10	52	35	13	48	46	12	58
[45-50[	11	4	15	19	14	33	20	17	37	29	17	46	36	10	46
[50-55[	10	3	13	7	1	8	11	2	13	15	1	16	17	6	23
[55-60[	7	3	10	7	3	10	11	1	12	10	3	13	9	3	12
[60 et plus	0	0	0	0	0	0	1	1	2	1	0	1	3	0	3
Total	156	67	223	192	79	271	208	93	301	232	81	313	214	69	283

Source : DRH/MTDPCE

Tableau 2.1.05 : Répartition du personnel du MTDPCCE par tranche d'âge et par catégorie professionnelle en 2023

Tranche d'âge	Cat. P	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Cat. D	Cat. E	Temp.	Ensemble
[18-20[	0	0	0	0	0	0	0	0
[20-25[	0	3	0	0	0	0	0	3
[25-30[	0	7	14	0	5	0	0	26
[30-35[	0	22	13	4	8	6	7	60
[35-40[	0	41	3	7	0	1	0	52
[40-45[	0	36	3	10	2	1	6	58
[45-50[	1	12	11	4	1	7	10	46
[50-55[	1	10	6	1	0	0	5	23
[55-60[	0	8	0	2	0	0	2	12
[60 et plus	1	1	0	0	0	0	1	3
Total	3	140	50	28	16	15	31	283

Source : DRH/MTDPCE

Tableau 2.1.06 : Evolution du personnel du MTDPCÉ par catégorie

Catégorie	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cat. P	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3
Cat. A	69	77	53	87	82	101	123	139	155	140
Cat. B	48	53	43	54	45	40	49	59	54	50
Cat. C	16	17	15	15	24	22	28	32	39	28
Cat. D	20	19	17	17	19	19	19	19	19	16
Cat. E	15	14	15	14	21	19	14	16	20	15
Temp.	17	15	16	12	22	19	35	33	23	31
Ensemble	187	197	162	202	216	223	271	301	313	283

Source : DRH/MTDPCE

NB : Les données sur les catégories P et temporaire du tableau ont été actualisées

Tableau 2.1.07 : Evolution du personnel du MTDPCÉ par tranche d'âge

Tranche d'âge	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
[18-20[	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
[20-25[	8	4	8	10	5	9	3	2	4	3
[25-30[	38	35	22	39	21	25	25	48	43	26
[30-35[	35	35	14	40	50	56	66	70	72	60
[35-40[	45	50	46	35	54	45	75	65	70	52
[40-45[	28	36	35	48	49	50	51	52	48	58
[45-50[	9	12	11	9	14	15	33	37	46	46
[50-55[	17	16	19	14	13	13	8	13	16	23
[55-60[	6	9	6	7	10	10	10	12	13	12
[60 et plus	1	0	1	0	0	0	0	2	1	3
Total	187	197	162	202	216	223	271	301	313	283

Source : DRH/MTDPCE

Tableau 2.1.08 : Répartition du personnel du MTDPCÉ par sexe et par programme budgétaire en 2023

Programme budgétaire	Hommes	Femmes	Ensemble
Développement d'infrastructures de communications électroniques	26	5	31
Appui au sous-secteur postal	7	4	11
Pilotage et soutien	124	50	174
Transformation et écosystème numériques	57	10	67
Ensemble	214	69	283

Source : DRH/MTDPCE

I.2. Evolution des effectifs des structures rattachées

I.2.1. LA POSTE Burkina Faso

Tableau 2.1.09 : Evolution du personnel de LA POSTE BF de 2016 à 2023 selon le sexe

Sexe	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Femme	366	382	391	386	382	379	372	365
Homme	760	770	766	735	713	695	674	664
Ensemble	1 126	1 152	1 157	1 121	1 095	1 074	1 046	1 029

Source : LA POSTE BF

Tableau 2.1.10 : Répartition du personnel de LA POSTE BF selon les emplois de 2015 à 2023

Emplois	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Emplois spécifiques de LA POSTE BF									
Administrateur des services postaux et financiers	17	17	15	18	16	17	16	15	16
Agent de Bureau	298	327	346	377	368	368	359	346	335
Agent d'exploitation	135	130	136	126	119	128	131	93	142
Contrôleur des services postaux et financiers	91	89	83	87	85	94	93	137	95
Inspecteur des services postaux et financiers	43	45	43	40	39	39	41	40	42
Sous ensemble emplois spécifiques	584	608	623	648	627	646	640	631	630
Autres Emplois									
Agent collecteur livreur	30	32	38	38	30	30	22	18	19
Agent commercial	12	12	12	11	11	9	9	9	9
Agent d'accueil	68	68	65	62	64	0	0	0	0
Agent de liaison	27	27	27	29	29	26	25	24	23
Agent Marketing	1	1	0	0	1	1	1	1	1
Agent Spécialisé GRH	2	2	1	1	1	1	1	0	0
Aide Archiviste	12	11	11	11	11	14	14	14	14
Aide Comptable	6	6	5	4	4	3	1	0	0
Aide Sociale	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Archiviste	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Assistant RH	3	3	3	3	2	2	2	5	5

Emplois	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Assistante Communication	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Attache Commercial	3	3	4	4	4	5	5	5	5
Auditeur Interne	1	3	3	3	3	3	3	3	4
Bibliothécaire	2	2	2	1	1	1	1	1	0
Chauffeur	48	48	48	46	46	44	41	39	36
Collecteur livreur	0	0	0	0	0	0	16	21	19
Chauffeur livreur	10	14	16	16	15	15	15	18	17
Communicateur	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Comptable	29	33	33	32	31	30	30	33	33
Conseiller Financier	4	4	3	2	4	2	2	2	2
Conseiller GRH	2	1	2	2	2	3	1	1	1
Contrôleur de Gestion	2	2	3	3	3	1	1	3	3
Contrôleur du Travail	1	1	1	1	1	1	1	0	0
Electricien	3	3	3	3	3	2	2	2	2
Employé de Bureau	41	44	50	45	47	89	81	65	55
Fiscaliste	1	1	0	0	1	1	1	1	
Gardien	83	83	81	75	69	59	59	51	51
Gestionnaire Commercial	4	4	4	3	3	3	3	2	2
Informaticien	17	20	21	20	19	19	17	16	16
Ingénieur statisticien économiste	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Ingénieur commercial et marketing	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Ingénieur Comptable	1	1	2	2	2	2	1	2	2
Jardinier	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Juriste	2	5	4	4	5	5	4	5	5
Manœuvre	21	20	20	20	17	17	16	15	15
Manœuvre Livreur	11	10	14	14	14	12	11	8	8
Mécanicien	2	2	2	2	1	1	1	1	1
Opératrice De Saisie	6	6	4	4	3	3	3	3	2
Préposé	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Secrétaire	15	15	20	20	20	20	20	20	20
Secrétaire Dactylo	6	6	3	4	3	1	1	0	0
Secrétaire Bureautique	4	4	2	2	2	2	2	0	0
Secrétaire de Direction	9	9	9	9	9	9	9	13	15
Serrurier	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Standardiste	2	2	2	2	2	2	2	2	2

Emplois	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Technicien Bâtiment	1	2	2	2	2	2	2	2	2
Technicien logisticien	1	1	2	2	2	2	1	1	1
Téléconseiller	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Sous ensemble emplois non spécifiques	500	518	529	509	494	449	434	415	399
Ensemble	1 084	1 126	1 152	1 157	1 121	1 095	1 074	1 046	1 029

Source : LA POSTE BF

Tableau 2.1.11 : Répartition du personnel permanent de LA POSTE BF par catégories et par sexe de 2019 à 2023

Catégorie	2019			2020			2021			2022			2023		
	F	H	Ens.	F	H	Ens.	F	H	Ens.	F	H	Ens.	F	H	Ens.
Cadre (Cat 8 à 10)	12	73	85	12	82	94	12	81	93	16	85	101	17	90	107
Agent de maîtrise (cat 6 et 7)	121	197	318	130	189	319	132	186	318	133	189	322	136	189	325
Agent d'exécution (cat 1 à 5)	257	461	718	240	442	682	235	428	663	222	401	623	212	365	597
Ensemble	390	731	1 121	382	713	1 095	379	695	1 074	371	675	1 046	365	664	1 029

Source : LA POSTE BF

F= Femmes ; H= Hommes ; Ens. : Ensemble

Tableau 2.1.12 : Evolution du personnel permanent de LA POSTE BF par tranche d'âge de 2019 à 2023

Tranche d'âge	2019	2020	2021	2022	2023
[18-25[	7	13	8	1	1
[25-32[	218	211	166	84	86
[32-39[	382	375	381	363	361
[39-46[	252	246	257	292	291
[46-53[	176	175	178	190	189
[53-60]	86	75	84	116	101
Total	1 121	1 095	1 074	1 046	1 029

Source : LA POSTE BF

I.2.2. L'Agence Nationale de Promotion des TIC

Tableau 2.1.13 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon le sexe de 2015 à 2023

Sexe	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Hommes	18	60	65	66	68	79	68	71	61
Femmes	2	16	19	18	19	21	20	21	19
Ensemble	20	76	84	84	87	100	88	92	80

Source : DRH/ANPTIC

Tableau 2.1.14 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon les emplois de 2015 à 2023

Emplois	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Emplois spécifiques au numérique									
Ingénieur de conception en télécommunication	0	0	0	1	1	1	0	0	0
Ingénieur de conception en informatique	3	9	10	10	10	13	6	6	5
Ingénieur de travaux informatiques	3	29	30	30	31	31	22	20	13
Technicien Supérieur en informatique	4	17	17	17	18	21	20	23	23
Technicien en électricité	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Monteur	0	1	1	1	1	1	2	3	1
Sous total emplois spécifiques	11	57	59	60	63	69	52	54	44
Emplois non spécifiques au numérique									
Inspecteur du travail	0	1	1	1	1	0	0	0	0
Conseiller d'Administration Scolaire et Universitaire	0	0	0	0	0	1	2	2	1
Conseiller d'Intendance scolaire et universitaire	0	0	0	0	0	0	1	2	0
Juriste	0	1	1	1	1	1	1	1	0
Inspecteur du trésor	0	1	1	1	1	1	1	0	1
Contrôleur de Gestion	0	0	1	1	1	1	1	2	1
Administrateur des Services Financiers	1	1	1	2	2	2	1	2	3
Comptable supérieur	0	1	1	1	0	0	1	1	1
Contrôleur du trésor	0	0	0	0	1	1	1	1	1
Contrôleur des services financiers	1	1	1	1	0	0	1	0	0
Economiste Gestionnaire	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Economiste Planificateur	0	0	1	1	1	1	1	1	1
Commercial et marketing	0	0	1	1	1	2	2	2	2
Communicateur	0	0	1	1	1	1	1	1	1
Comptable	0	1	1	1	1	1	2	3	3
Conseiller en GRH	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Agent spécialisé en GRH	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Secrétaire	0	0	0	0	0	1	1	1	1
Secrétaire de direction	1	4	4	3	3	3	3	3	3
Agent d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agent chargé de télé service	0	0	0	0	2	2	1	2	3
Agent de bureau	1	1	1	0	0	1	1	0	0

Emplois	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Agent de liaison	1	1	2	2	2	2	1	2	2
Agent de recouvrement	0	0	1	1	1	1	1	1	1
Chauffeur	4	4	4	4	3	7	7	7	6
Auditeur Interne	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Commissaire de Police	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Universitaire	0	0	0	0	0	0	2	1	0
Sous ensemble emplois non spécifiques	9	19	25	24	24	31	36	38	36
Ensemble	20	76	84	84	87	100	88	92	80

Source : DRH/ANPTIC

Tableau 2.1.15 : Répartition du personnel de l'ANPTIC par tranche d'âge et par catégorie professionnelle en 2023

Tranche d'âge	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Cat. D	Cat. E	Cat. P	Ensemble
[18-20[	0	0	0	0	0	0	0
[20-25[	0	0	0	0	0	0	0
[25-30[	1	6	0	0	0	0	7
[30-35[	9	11	0	0	0	0	20
[35-40[	11	11	1	4	1	0	28
[40-45[	8	4	3	2	1	0	18
[45-50[	4	2	0	0	1	0	7
[50-55[	0	0	0	0	0	0	0
[55-60[	0	0	0	0	0	0	0
60 et plus	0	0	0	0	0	0	0
Total	33	34	4	6	3	0	80

Source : DRH/ANPTIC

I.3. Evolution des effectifs des opérateurs de télécommunications

Tableau 2.1.16 : Evolution du personnel des opérateurs de télécommunications

Opérateur	2014	2015	2016	2 017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA	931	874	819	743	718	687	672	642	627	610
TELECEL FASO	195	194	189	193	188	182	211	320	221	215
ORANGE BF	232	259	260	269	281	310	305	330	322	367
Ensemble	1 358	1 327	1 268	1 205	1 187	1 179	1 188	1 186	1 170	1 192

Source : ONATEL SA/TELECEL FASO/ ORANGE BF

Tableau 2.1.17 : Evolution du personnel de ONATEL SA par catégorie professionnelle de 2015 à 2023

Catégorie	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cadre supérieur	105	102	93	96	91	90	89	88	85
Cadre Moyen	464	441	413	398	388	385	378	374	367
Agent d'exécution	305	276	237	224	208	197	175	165	158
Ensemble	874	819	743	718	687	672	642	627	610

Source : ONATEL SA

Tableau 2.1.18 : Evolution du personnel de Orange BF SA par catégorie professionnelle de 2015 à 2023

Catégorie	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cadre supérieur	70	68	72	79	81	84	89	90	112
Cadre Moyen	163	175	180	189	215	210	231	219	232
Agent d'exécution	26	17	17	13	14	11	10	13	23
Ensemble	259	260	269	281	310	305	330	322	367

Source : ORANGE BF

Tableau 2.1.19 : Evolution du personnel de TELECEL FASO par catégorie professionnelle

Catégorie	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cadre supérieur	48	46	47	49	51	62	61	61	56	38
Cadre Moyen	100	98	98	101	96	98	94	96	108	124
Agent d'exécution	47	50	44	43	41	22	56	57	57	53
Ensemble	195	194	189	193	188	182	211	214	221	215

Source : TELECEL FASO

Tableau 2.1.20 : Evolution du personnel féminin des opérateurs de télécommunications

Opérateur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA	170	158	145	136	134	129	126	121	118	111
TELECEL FASO	84	84	82	85	80	78	88	88	88	85
ORANGE BF	77	82	82	82	93	97	90	98	94	108
Ensemble	331	324	309	303	307	304	304	307	300	304

Source : ONATEL SA/TELECEL FASO/ ORANGE BF

Tableau 2.1.21 : Evolution du personnel de ONATEL SA par catégorie professionnelle et par sexe de 2015 à 2023

Catégorie	2015			2016			2017			2018		
	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens
Cadre supérieur	97	8	105	94	8	102	85	8	93	88	8	96
Cadre Moyen	373	91	464	352	89	441	327	86	413	313	85	398
Agent d'exécution	246	59	305	228	48	276	195	42	237	183	41	224
Ensemble	716	158	874	674	145	819	607	136	743	584	134	718

Tableau 2.1.21 : Evolution du personnel de ONATEL SA par catégorie professionnelle et par sexe de 2015 à 2023 (suite et fin)

Catégorie	2019			2020			2021			2022			2023		
	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens
Cadre supérieur	83	8	91	82	8	90	81	8	89	80	8	88	77	8	85
Cadre Moyen	306	82	388	304	81	385	297	81	378	293	81	374	291	76	367
Agent d'exécution	169	39	208	160	37	197	143	32	175	136	29	165	131	27	158
Ensemble	558	129	687	546	126	672	521	121	642	509	118	627	499	111	610

Source : ONATEL SA

Tableau 2.1.22 : Evolution du personnel de Orange BF SA par catégorie professionnelle et par sexe de 2015 à 2023

Catégorie	2015			2016			2017			2018		
	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens
Cadre supérieur	55	15	70	53	15	68	56	16	72	61	18	79
Cadre Moyen	112	51	163	117	58	175	123	57	180	119	70	189
Agent d'exécution	10	16	26	8	9	17	8	9	17	8	5	13
Ensemble	177	82	259	178	82	260	187	82	269	188	93	281

Tableau 2.1.22: Evolution du personnel de Orange BF SA par catégorie professionnelle et par sexe de 2015 à 2023 (suite et fin)

Catégorie	2019			2020			2021			2022			2023		
	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens
Cadre supérieur*	62	19	81	66	18	84	67	22	89	66	24	90	85	27	112
Cadre Moyen*	143	72	215	142	68	210	159	72	231	153	66	219	162	70	232
Agent d'exécution*	8	6	14	7	4	11	6	4	10	9	4	13	12	11	23
Ensemble	213	97	310	215	90	305	232	98	330	228	94	322	228	94	367

Source : ORANGE BF

*Cadre supérieur : cadre dirigeant

* Cadre moyen : cadre intermédiaire

*Agent d'exécution : cadre simple

Tableau 2.1.23 : Evolution du personnel de TELECEL FASO par catégorie professionnelle et par sexe de 2015 à 2023

Catégorie	2015			2016			2017			2018		
	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens
Cadre supérieur	37	9	46	36	11	47	37	12	49	41	10	51
Cadre Moyen	46	52	98	48	50	98	50	51	101	46	50	96
Agent d'exécution	27	23	50	23	21	44	21	22	43	21	20	41
Ensemble	110	84	194	107	82	189	108	85	193	108	80	188

Tableau 2.1.23 : Evolution du personnel de TELECEL FASO par catégorie professionnelle et par sexe (suite et fin)

Catégorie	2019			2020			2021			2022			2023		
	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens
Cadre supérieur	47	15	62	46	15	61	67	15	82	42	14	56	42	14	56
Cadre Moyen	37	61	98	35	59	94	159	59	218	49	59	108	48	56	104
Agent d'exécution	20	2	22	42	14	56	6	14	20	42	15	57	40	15	55
Ensemble	104	78	182	123	88	211	232	88	320	133	88	221	130	85	215

Source : TELECEL FASO

II. Ressources budgétaires

II.1. Evolution budgétaire des structures centrales du MTDPC

Tableau 2.1.24 : Evolution des dotations budgétaires par nature de dépenses du MTDPC (en milliers de F CFA)

Nature de dépenses	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses courantes	2 483 750	2 208 777	2 324 855	2 626 357	2 997 883
Personnel	535 962	556 943	550 444	581 370	725 973
Fonctionnement	1 709 708	1 314 834	1 351 753	1 504 679	1 765 633
Transferts courants	238 080	337 000	422 658	540 308	506 277
Dépenses en capital	5 441 314	8 641 299	26 672 249	20 741 065	28 008 416
Financement sur budget national	5 441 314	397 979	968 193	4 843 647	4 079 554
Subventions	0	8 243 320	17 704 056	14 452 914	17 928 862
Prêts	0	0	8 000 000	1 444 504	6 000 000
Total	7 925 064	10 850 076	28 997 104	23 367 422	31 006 299

Source : DGF/MTDPC

Tableau 2.1.24 (Suite et fin) : Evolution des dotations budgétaires par nature de dépenses du MTDPC (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses courantes	2 561 680	2 224 585	2 828 614	3 791 068	3 007 102
Personnel	729 598	760 858	827 379	1 226 421	1 259 031
Fonctionnement	1 391 774	1 142 597	1 390 927	1 293 339	981 356
Transferts courants	440 308	321 130	610 308	1 271 308	766 715
Dépenses en capital	20 711 920	29 835 517	8 728 065	8 139 284	4 809 759
Financement sur budget national	5 019 674	3 268 864	4 342 037	4 196 747	2 487 873
Subventions	8 912 286	7 872 873	3 309 455	3 736 642	2 321 886
Prêts	6 779 960	18 693 780	1 076 573	205 895	0
Total	23 273 600	32 060 102	11 556 679	11 930 352	7 816 861

Source : DGF/MTDPC

Tableau 2.1.25 : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses du MTDPC (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses courantes	1 518 658	1 869 833	2 207 870	2 353 525	2 518 762
Personnel	131 761	293 254	550 444	577 304	617 314
Fonctionnement	1 196 897	1 239 579	1 344 768	1 455 913	1 587 640
Transferts courants	190 000	337 000	312 658	320 308	313 808
Dépenses en capital	4 488 484	1 603 080	11 655 523	8 341 820	20 365 221
Total	6 007 142	3 472 913	13 863 393	10 695 345	22 883 983

Source : DGF/MTDPC

Tableau 2.1.25: Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses du MTDPC, en milliers de FCFA (suite et fin)

Nature de dépenses	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses courantes	2 503 118	1 834 329	2 610 700	3 724 802	2 724 784
Personnel	681 907	371 054	933 694	1 551 553	1 219 063
Fonctionnement	1 380 903	1 142 145	1 066 698	961 941	797 004
Transferts courants	440 308	321 130	610 308	1 211 308	708 718
Dépenses en capital	16 508 679	29 771 154	6 797 121	2 773 081	3 823 249
Total	19 011 797	31 605 483	9 407 821	6 497 884	6 548 034

Source : DGF/MTDPC

Tableau 2.1.26 : Evolution des prévisions et réalisation de l'ensemble des recettes du MTDPCF (en milliers de FCFA)

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018
Prévision	27 783	30 920	7 500	7 500	59 200
Réalisation	28 631	5 918	0	19 890	55 749
Taux de réalisation (%)	103,05	19,14	0,00	265,20	94,17

Tableau 2.1.26 (Suite et fin) Évolution des prévisions et réalisation de l'ensemble des recettes du MTDPCF (en milliers de FCFA)

Libellé	2019	2020	2021	2022	2023
Prévision	64 860	60 000	337 500	1 360 000	1 882 000
Réalisation	37 535	39 040	64 970	46 935	273 103
Taux de réalisation (%)	57,87	65,07	19,25	3,45	14,51

Source : PS/MTDPCF

Tableau 2.1.27 : Prévisions de recettes par nature (en milliers de F CFA)

Source de recettes	2014	2015	2016	2017	2018
Location pylône	5 500	6 500	ND	38 500	43 905
Formations	7 000	7 000	ND	0	0
Prestations informatiques diverses	3 000	5 137	0	0	0
Traitement de dossiers de demandes d'agrément techniques en matière informatique	12 283	12 283	7 500	7 500	15 000
Exploitation des infrastructures de communication électronique (PRICAO BF, PBNT, G-Cloud.....)	NA	NA	NA	NA	NA
Formations sur la maîtrise des outils bureautiques	NA	NA	NA	NA	5 000
Délivrance du passeport TIC (P@ssetic)	NA	NA	NA	NA	1 000
Contrôles techniques des chantiers informatiques	NA	NA	NA	NA	1 000
Traitement des dossiers de demandes du certificat d'interopérabilité des systèmes d'informations	NA	NA	NA	NA	1 000
Homologation des appareils électroniques importés au Burkina Faso	NA	NA	NA	NA	35 000
Formation spécialisée sur les	NA	NA	NA	NA	1 000

Source de recettes	2014	2015	2016	2017	2018
métiers du numérique					
Délivrance d'agrément techniques incubateurs et accélérateurs TIC	NA	NA	NA	NA	200
Total	27 783	30 920	7 500	7 500	59 200

Source : PS/MTDPCE

Tableau 2.1.27 (Suite et fin) : Evolution des prévisions de recettes par nature (en milliers de F CFA)

Source de recettes	2019	2020	2021	2022	2023
Location pylône	70 132	65 837	55 544	0	0
Formations	0	0	0		0
Prestations informatiques diverses	0	0	0	0	0
Traitement de dossiers de demandes d'agrément techniques en matière informatique	30 760	40 000	55 000	38 000	40 000
Exploitation des infrastructures de communication électronique (PRICAO BF, PBNT, G-Cloud.....)	NA	NA	250 000	1 250 000	1 750 000
Formations sur la maîtrise des outils bureautiques	0	0	0	0	0
Délivrance du passeport TIC (P@ssetic)	7 000	10 000	17 500	25 000	30 000
Contrôles techniques des chantiers informatiques	7 100	ND	ND	20 000	25 000
Traitement des dossiers de demandes du certificat d'interopérabilité des systèmes d'informations	0	0	0	5 000	7 000
Homologation des appareils électroniques importés au Burkina Faso	5 000	0	0	0	0
Formation spécialisée sur les métiers du numérique	10 000	5 000	10 000	15 000	20 000
Délivrance d'agrément techniques incubateurs et accélérateurs TIC	5 000	5 000	5 000	7 000	10 000
Total	64 860	60 000	337 500	1 360 000	1 882 000

Source : PS/MTDPCE

Tableau 2.1.28 : Evolution des réalisations de recettes par nature (en milliers de F CFA)

Source de recettes	2014	2015	2016	2017	2018
Location pylône	0	0	ND	26 550	43 905
Formations	0	0	ND	NA	NA
Prestations informatiques diverses	0	0	NA	NA	NA
Traitement de dossiers de demandes d'agrément techniques en matière informatique	28 631	5 918	0	19 890	55 749
Exploitation des infrastructures de communication électronique (PRICAO BF, PBNT, G-Cloud.....)	NA	NA	NA	NA	NA

Source de recettes	2014	2015	2016	2017	2018
Formations sur la maîtrise des outils bureautiques	NA	NA	NA	NA	0
Délivrance du passeport TIC (P@ssetic)	NA	NA	NA	NA	0
Contrôles techniques des chantiers informatiques	NA	NA	NA	NA	0
Traitement des dossiers de demandes du certificat d'interopérabilité des systèmes d'informations	NA	NA	NA	NA	0
Homologation des appareils électroniques importés au Burkina Faso	NA	NA	NA	NA	0
Formation spécialisée sur les métiers du numérique	NA	NA	NA	NA	0
Délivrance d'agrément techniques incubateurs et accélérateurs TIC	NA	NA	NA	NA	0
Total	28 631	5 918	0	19 890	55 749

Source : PS/MTDPCE

Tableau 2.1.28 (Suite et fin) : Evolution des réalisations de recettes par nature (en milliers de F CFA)

Source de recettes	2019	2020	2021	2022	2023
Location pylône	2 474	36 691	63 022	0	0
Formations	NA	NA	NA	NA	NA
Prestations informatiques diverses	NA	NA	NA	NA	NA
Traitement des dossiers de demandes d'agrément techniques en matière informatique	37 535	39 040	64 970	46 935	64 770
Exploitation des infrastructures de communication électronique (PRICAO BF, PBNT, G-Cloud.....)	NA	NA	0	0	208 333
Formations sur la maîtrise des outils bureautiques	NA	NA	NA	NA	NA
Délivrance du passeport TIC (P@ssetic)	0	0	0	0	0
Contrôles techniques des chantiers informatiques	0	ND	ND	ND	ND
Traitement des dossiers de demandes du certificat d'interopérabilité des systèmes d'informations	NA	NA	NA	NA	NA
Homologation des appareils électroniques importés au Burkina Faso	0	NA	NA	NA	NA
Formation spécialisée sur les métiers du numérique	0	0	0	0	0
Délivrance d'agrément techniques incubateurs et accélérateurs TIC	0	0	0	0	0
Total	37 535	39 040	64 970	46 935	273 103

Source : PS/MTDPCE

Tableau 2.1.29 : Préviation budgétaire par programme de 2020 à 2023 (Y compris financements extérieurs, en millier de F CFA)

Programme budgétaire	2020	2021	2022	2023
Développement d'infrastructures de communications électroniques	4 252 133	4 008 426	5 276 543	5 685 328
Appui au sous-secteur postal	84 496	583 534	21 784	19 669
Pilotage et soutien	1 007 455	1 063 192	1 308 592	840 139
Transformation et écosystème numériques	522 876	1 225 521	1 380 895	952 602
TOTAL	5 866 960	6 880 674	7 987 814	7 497 738

Source : DGF/MTDPCE

Tableau 2.1.30 : Exécution budgétaire par programme de 2020 à 2023 (hors financements extérieurs, en millier de F CFA)

Programme budgétaire	2020		2021		2022		2023	
	Préviation	Exécution	Préviation	Exécution	Préviation	Exécution	Préviation	Exécution
Développement d'infrastructures de communications électroniques	4 252 133	4 088 370	4 162 056	3 263 376	5 276 543	4 366 559	3 682 565	3 194 325
Appui au sous-secteur postal	84 496	86 268	595 780	583 534	21 784	14 965	19 669	17 285
Pilotage et soutien	1 007 455	867 316	1 022 880	1 047 468	1 248 592	1 637 850	840 139	1 035 750
Transformation et écosystème numériques	522 876	380 624	1 389 935	893 122	1 380 895	478 509	952 602	766 072
TOTAL	5 866 960	5 422 578	7 170 651	5 787 500	7 927 814	6 497 882	5 494 975	5 013 432

Source : DGF/MTDPCE

II.2. Evolution des ressources budgétaires des structures rattachées

II.2.1. Evolution du budget de l'ANPTIC

Tableau 2.1.31 : Evolution des ressources budgétaires de l'ANPTIC de 2015 à 2023 (en millions de F CFA)

Nature de ressources	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes propres	428	586	732	1 064	783	1 080	959	2 291	2 406
Subvention Etat	255	968	405	547	1 463	2 362	440	1 129	1 646
Financement extérieur	0	7 308	12 208	17 746	9 595	8 099	2 365	4 582	0
Autres	0	0	0	0	1 000 ²	1 000	0	0	0
Total	683	8 862	13 345	19 357	12 841	12 542	3 764	8 002	4 052

Source : DFC/ANPTIC

Tableau 2.1.32 : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses de l'ANPTIC (en milliers de F CFA) de 2015 à 2023

Nature de dépenses	2015		2016		2017		2018	
	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution
Dépenses de personnel	13 561	13 005	370 866	367 837	361 129	359 201	621 243	494 455
Dépenses de fonctionnement	630 799	589 244	1 375 158	1 244 447	1 096 808	940 501	1 510 886	840 078
Dépenses d'investissement	83 533	80 468	7 317 770	7 249 722	12 054 000	12 045 599	18 022 967	18 022 885
Total	727 893	682 717	9 063 794	8 862 006	13 511 937	13 345 301	20 155 096	19 357 418

Tableau 2.1.32 (Suite et fin) : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses de l'ANPTIC (en milliers de F CFA)

Nature de dépenses	2019		2020		2021		2022		2023	
	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution
Dépenses de personnel	490 479	442 584	553 333	490 888	571 156	520 998	615 998	604 760	613 539	555 432
Dépenses de fonctionnement	1 436 000	1 094 000	1 157 426	694 834	2 418 227	1 953 847	3 278 339	3 077 353	3 342 926	1 723 949
Dépenses d'investissement	13 390 000	12 398 000	13 634 853	11 356 215	859 328	474 288	4 389 939	4 083 758	1 993 626	1 160 856
Total	15 316 479	13 934 584	15 345 612	12 541 937	3 848 711	2 949 133	8 284 276	7 765 871	5 950 091	3 440 237

Source : DFC/ANPTIC

² Subvention exceptionnelle pour le renforcement de la plateforme du e-conseil des ministres et le câblage des bâtiments administratifs.

II.2.2. Evolution du budget de LA POSTE BF

Tableau 2.1.33 : Evolution des ressources budgétaires de LA POSTE BF (en milliers de F CFA)

Nature de ressources	2014	2015	2016	2017
Recettes propres	22 525 939	21 165 982	21 182 822	19 843 755
Subvention état	182 726	1 143	0	100 000
Financement extérieur	1 000	1 956	0	24 418
Autres	0	0	0	0
Total	22 709 665	21 169 081	21 182 822	19 968 173

Source : LA POSTE BF

Tableau 2.1.33 (suite et fin) : Evolution des ressources budgétaires de LA POSTE BF (en milliers de F CFA)

Nature de ressources	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes propres	21 817	20 816 698	21 123	26 542	30 142	30 204
	800		231	196	824	589
Subvention état	0	100 000	18 495	0	0	100 000
Financement extérieur	90 658	7 697	8 495	3 956	0	250 000
Autres	0	0	0	30 760	0	0
Total	21 908	20 924 395	21 150	26 576	30 142	30 554
	458		221	912	824	589

Source : LA POSTE BF

Tableau 2.1.34 : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses de LA POSTE (En milliers de F CFA)

Nature de dépenses	2014		2015		2016		2017		2018	
	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution
Dépenses de personnel	4 897 280	5 346 794	5 764 294	5 746 770	5 160 826	6 545 457	6 043 228	6 671 236	5 852 767	7 855 744
Dépenses de fonctionnement	15 249 263	21 539 725	17 626 770	21 308 181	18 945 070	21 316 178	19 303 343	19 711 619	19 258 739	22 337 605
Dépenses d'investissement	4 036 164	1 028 474	2 870 302	2 529 750	2 948 315	616 802	2 753 912	3 892 242	2 120 032	845 467
Total	24 182 707	27 914 993	26 261 366	29 584 701	27 054 211	28 478 437	28 100 483	30 275 097	27 231 538	31 038 816

Source : LA POSTE BF

Tableau 2.1.34 (suite et fin) : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses de LA POSTE (En milliers de F CFA)

Nature de dépenses	2019		2020		2021		2022		2023	
	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution
Dépenses de personnel	6 522 923	8 024 799	6 445 951	8 231 590	6 715 505	8 072 956	6 216 152	6 337 303	7 317 747	7 129 973
Dépenses de fonctionnement	20 939 389	23 378 924	20 469 528	23 810 624	15 954 047	16 718 849	25 755 123	29 113 928	18 697 736	13 324 342
Dépenses d'investissement	2 036 172	272 222	1 881 803	4 128 497	5 606 914	4 575 682	4 199 947	2 900 325	3 627 187	2 003 107
Total	29 498 484	31 675 945	28 797 282	36 170 711	28 276 466	29 367 487	36 171 222	38 351 556	29 642 670	22 457 422

Source : LA POSTE BF

Chapitre 2.2 : Données synoptiques

Liste des tableaux

Tableau 2.2.01 : Evolution de la population mondiale, de l'Afrique et de l'Afrique de l'Ouest (en millier)	49
Tableau 2.2.02 : Evolution de la population du Burkina Faso par sexe	49
Tableau 2.2.03 : Répartition de la population du Burkina Faso par groupe d'âge, selon le sexe de 2019 à 2023	49
Tableau 2.2.04 : Evolution de la contribution au PIB du secteur des postes et des télécommunications	51
Tableau 2.2.05 : Evolution du PIB par habitant (en millier de FCFA)	51
Tableau 2.2.06 : Evolution du taux (%) d'alphabétisation des individus (de 15 ans et plus) selon le sexe au Burkina Faso en 2014, 2018 et 2019	52
Tableau 2.2.07 : Evolution du taux (%) brut de scolarisation au primaire par sexe	52
Tableau 2.2.08 : Evolution du taux (%) brut de scolarisation au post-primaire et secondaire par sexe de 2016 à 2023	52
Tableau 2.2. 09 : Taux d'électrification des ménages raccordés au réseau électrique selon le milieu de résidence (en pourcentage)	53
Tableau 2.2.10 : Taux de Couverture en électrification par région de 2016 à 2023 (en pourcentage)	53
Tableau 2.2.11 : Taux d'électrification par région (en pourcentage)	53
Tableau 2.2.12 : Taux d'électrification du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA (en pourcentage)	54
Tableau 2.2.13 : Evolution du nombre d'abonnements à la téléphonie fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA	54
Tableau 2.2.14 : Evolution de la proportion des abonnements à la téléphonie fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA (pour 100 habitants)	55
Tableau 2.2.15 : Evolution du nombre d'abonnements aux services d'accès haut débit sur ligne fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA	55
Tableau 2.2.16 : Evolution des abonnements au haut débit sur ligne fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA pour 100 habitants	55
Tableau 2.2.17 : Evolution du nombre d'abonnements à la téléphonie mobile du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA	56
Tableau 2.2.18 : Evolution des abonnements à la téléphonie mobile du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA (pour 100 habitants)	56
Tableau 2.2.19 : Utilisation des technologies au Burkina Faso en 2014 et 2019 (en pourcentage)	56
Tableau 2.2.20 : Proportion des ménages ayant accès à internet par région en 2019 (en pourcentage)	57

I. Données démographiques et socio-économiques

I.1. Données démographiques

Tableau 2.2.01 : Evolution de la population mondiale, de l'Afrique et de l'Afrique de l'Ouest (en millier)

Région	2014	2015	2016	2017	2018
Monde	7 381 616	7 470 492	7 558 555	7 645 618	7 729 903
Afrique	1 189 220	1 220 075	1 251 208	1 282 902	1 315 410
Afrique de l'Ouest	357 772	367 501	377 347	387 273	397 048

Source : Nations Unies, World Population Prospects, 2024

Tableau 2.2.01 : (suite et fin) Evolution de la population mondiale de l'Afrique et de l'Afrique de l'Ouest (en millier)

Région	2019	2020	2021	2022	2023
Monde	7 811 294	7 887 001	7 954 448	8 021 407	8 091 735
Afrique	1 348 005	1 380 821	1 413 753	1 446 884	1 480 771
Afrique de l'Ouest	406 680	416 321	426 043	435 937	446 044

Source : Nations Unies, World Population Prospects, 2024

NB : Les données ont été actualisées sur toute la période.

Tableau 2.2.02 : Evolution de la population du Burkina Faso par sexe

Sexe	2014	2015	2016	2017	2018
Hommes	8 627 830	8 904 256	9 187 904	9 478 805	9 777 136
Femmes	9 252 556	9 546 238	9 846 493	10 153 342	10 466 944
Ensemble	17 880 386	18 450 494	19 034 397	19 632 147	20 244 080

Source : INSD, RGPH 2006-projections démographiques 2007-2020 ; RGPH 2019-projections démographiques 2020-2035.

Tableau 2.2.02 : (suite et fin) : Evolution de la population du Burkina Faso par sexe

Sexe	2019 (*)	2020	2021	2022	2023
Homme	9 900 847	10 055 166	10 369 812	10 688 230	11 009 784
Femme	10 604 308	10 762 870	11 085 832	11 412 644	11 742 531
Ensemble	20 505 155	20 818 036	21 455 644	22 100 874	22 752 315

Source : INSD, RGPH 2006-projections démographiques 2007-2020 ; RGPH 2019-projections démographiques 2020-2035.

(*) : Données du RGPH 2019.

Tableau 2.2.03 : Répartition de la population du Burkina Faso par groupe d'âge, selon le sexe de 2019 à 2023

Groupe d'âge	2019 (*)			2020		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
0-4 ans	1 666 005	1 653 059	3 319 064	1 947 383	1 898 414	3 845 797
5-9 ans	1 650 177	1 629 617	3 279 794	1 627 423	1 615 852	3 243 275
10-14 ans	1 358 657	1 328 748	2 687 405	1 338 627	1 318 030	2 656 657
15-19 ans	1 013 507	1 135 139	2 148 646	1 015 587	1 123 866	2 139 453
20-24 ans	768 875	948 549	1 717 424	771 836	964 423	1 736 259
25-29 ans	667 220	832 648	1 499 868	652 789	818 524	1 471 313
30-34 ans	613 894	708 364	1 322 258	594 835	700 082	1 294 917
35-39 ans	509 169	565 008	1 074 177	496 862	554 324	1 051 186
40-44 ans	407 097	434 405	841 502	401 494	434 487	835 981
45-49 ans	306 729	325 840	632 569	300 008	322 329	622 337
50-54 ans	258 801	283 246	542 047	246 809	271 372	518 181
55-59 ans	195 399	213 018	408 417	194 375	214 361	408 736
60-64 ans	163 678	180 631	344 309	157 927	176 019	333 946
65-69 ans	113 851	117 424	231 275	113 044	119 449	232 493
70-74 ans	92 357	103 898	196 255	86 785	96 268	183 053
75-79 ans	51 523	56 119	107 642	50 511	56 352	106 863
80 ans et plus	63 908	88 595	152 503	58 871	78 718	137 589
Total	9 900 847	10 604 308	20 505 155	10 055 166	10 762 870	20 818 036

Source : INSD, RGPH 2019-projections démographiques 2020-2035. (*) : Données du RGPH 2019.

Tableau 2.2.03 : (suite) Répartition de la population du Burkina Faso par groupe d'âge, selon le sexe de 2019 à 2023

Groupe d'âge	2021			2022		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
0-4 ans	1 978 036	1 919 984	3 898 020	2 001 783	1 937 057	3 938 840
5-9 ans	1 682 142	1 671 575	3 353 717	1 737 501	1 723 756	3 461 257
10-14 ans	1 398 230	1 374 521	2 772 751	1 456 335	1 433 864	2 890 199
15-19 ans	1 069 555	1 139 934	2 209 489	1 127 583	1 164 880	2 292 463
20-24 ans	810 289	1 012 464	1 822 753	851 147	1 053 506	1 904 653
25-29 ans	651 744	823 464	1 475 208	657 375	835 103	1 492 478
30-34 ans	611 205	738 842	1 350 047	622 111	770 251	1 392 362
35-39 ans	504 868	567 024	1 071 892	514 921	584 581	1 099 502
40-44 ans	423 995	465 976	889 971	443 500	493 949	937 449
45-49 ans	308 819	329 456	638 275	321 162	342 534	663 696
50-54 ans	257 333	286 361	543 694	266 041	297 337	563 378
55-59 ans	195 523	213 468	408 991	199 848	217 938	417 786
60-64 ans	166 263	189 732	355 995	172 157	198 672	370 829
65-69 ans	113 489	118 977	232 466	116 592	123 421	240 013
70-74 ans	90 579	102 431	193 010	92 338	104 842	197 180
75-79 ans	50 630	55 120	105 750	52 346	56 970	109 316
80 ans et plus	57 112	76 503	133 615	55 490	73 983	129 473
Total	10 369 812	11 085 832	21 455 644	10 688 230	11 412 644	22 100 874

Source : INSD, RGPH 2019-projections démographiques 2020-2035.

Tableau 2.2.03 : (suite et fin) Répartition de la population du Burkina Faso par groupe d'âge, selon le sexe de 2019 à 2023

Groupe d'âge	2023		
	Homme	Femme	Total
0-4 ans	2 018 581	1 949 628	3 968 209
5-9 ans	1 796 235	1 775 253	3 571 488
10-14 ans	1 507 113	1 488 839	2 995 952
15-19 ans	1 193 444	1 206 564	2 400 008
20-24 ans	889 885	1 077 869	1 967 754
25-29 ans	675 333	862 982	1 538 315
30-34 ans	622 659	786 137	1 408 796
35-39 ans	532 001	614 060	1 146 061
40-44 ans	455 596	512 526	968 122
45-49 ans	339 871	365 669	705 540
50-54 ans	270 790	301 626	572 416
55-59 ans	209 885	230 925	440 810
60-64 ans	173 412	199 842	373 254
65-69 ans	123 722	134 572	258 294
70-74 ans	91 515	102 735	194 250
75-79 ans	55 840	62 150	117 990
80 ans et plus	53 902	71 154	125 056
Total	11 009 784	11 742 531	22 752 315

Source : INSD, RGPH 2019-projections démographiques 2020-2035.

I.2. Données économiques

Tableau 2.2.04 : Evolution de la contribution au PIB du secteur des postes et des télécommunications

Indicateur	2014	2015	2016	2017	2018
Valeur ajoutée des Postes et télécommunications prix courant (en millions de F CFA)	172 485	198 625	211 552	232 631	224 385
Contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) en %	2,8	2,8	2,8	2,8	2,5

Source : DGEP/IAP, mars 2024.

Tableau 2.2.04 : Evolution de la contribution au PIB du secteur des postes et des télécommunications (suite et fin)

Indicateur	2019	2020	2021	2022	2023
Valeur ajoutée des Postes et télécommunications prix courant (en millions de F CFA)	240 588	245 727	266 553	249 032	277 095
Contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) en %	2,6	2,4	2,4	2,0	2,2

Source : DGEP/IAP, mars 2024.

Tableau 2.2.05 : Evolution du PIB par habitant (en millier de FCFA)

Indicateur	2014	2015	2016	2017	2018
PIB (en milliard de FCFA)	6 884,5	6 995,3	7 605,1	8 191,3	8 826,1
PIB/Habitant (en millier de FCFA)	385,0	379,1	399,6	417,2	436,0

Source : INSD, DGEP et DGESS/MTDPCE

Tableau 2.2.05 : (suite et fin) Evolution du PIB par habitant (en millier de FCFA)

Indicateur	2019	2020	2021	2022*	2023
PIB (en milliard de FCFA)	9 479,00	10 322,30	10 945,10	11 752,8	12 425,7
PIB/Habitant** (en millier de FCFA)	462,3	495,8	510,1	531,8	546,1

Source : INSD, DGEP et DGESS/MTDPCE

*Les données de 2022 ont été actualisées.

**Données estimées sur la base des nouvelles projections de population.

I.3. Données éducatives

Tableau 2.2.06 : Evolution du taux (%) d'alphabétisation des individus (de 15 ans et plus) selon le sexe au Burkina Faso en 2014, 2018 et 2019

Sexe	2014	2018	2021
Homme	44,3	49,2	51,4
Femme	26,1	31,0	34,4
Ensemble	34,5	39,3	42,0

Source : INSD, EMC 2014, EHCVM 2018 et 2021

NB : La méthodologie de calcul de l'indicateur diffère d'une enquête à l'autre.

Tableau 2.2.07 : Evolution du taux (%) brut de scolarisation au primaire par sexe

Sexe	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021	2021/2022	2022/2023
Garçons	82,80	83,60	85,90	88,10	90,60	88,40	85,80	84,90	85,20	73,00
Filles	83,20	83,90	86,40	89,00	90,90	89,20	87,50	87,30	86,40	75,76
Ensemble	83,00	83,70	86,10	88,50	90,70	88,80	86,60	86,10	85,80	74,35

Source : DGEES/MENAPLN, Annuaire statistique du primaire 2022-2023

Tableau 2.2.08 : Evolution du taux (%) brut de scolarisation au post-primaire et secondaire par sexe de 2016 à 2023

Niveau	2016-2017			2017-2018			2018-2019		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Post-primaire	47,70	50,50	49,00	49,60	54,60	52,00	47,10	54,10	50,50
Secondaire	19,40	13,10	16,20	20,60	14,50	17,60	24,20	19,00	21,60
Ensemble	36,70	35,60	36,20	44,60	45,20	44,90	38,10	40,00	39,00

Source : DGEES/MENAPLN, Annuaire statistique de l'enseignement post-primaire et secondaire 2021-2022

G = Garçon ; F = Fille ; T = Total

Tableau 2.2.08 : Evolution du taux (%) brut de scolarisation au post-primaire et secondaire par sexe de 2016 à 2023 (suite et fin)

Niveau	2019-2020			2020-2021			2021-2022			2022-2023		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Post-primaire	45,30	53,60	49,30	42,50	52,50	47,30	41,80	48,50	45,20	37,16	44,62	40,93
Secondaire	24,00	19,80	21,90	23,40	21,20	22,30	23,30	20,00	21,60	21,61	19,93	20,74
Ensemble	36,90	39,90	38,30	34,90	39,80	37,30	34,50	37,00	35,80	31,00	34,60	32,90

Source : DGEES/MENAPLN, Annuaire statistique de l'enseignement post-primaire et secondaire 2022-2023

G = Garçon ; F = Fille ; T = Total

II. Ressources énergétiques

II.1. Ressources énergétiques nationales

Tableau 2.2. 09 : Taux d'électrification des ménages raccordés au réseau électrique selon le milieu de résidence (en pourcentage)

Milieu de résidence	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'électrification urbain	58,1	59,9	66,5	65,8	68,6
Taux d'électrification rural	2,9	3,1	3,2	3,3	3,2
Taux d'électrification national	17,7	18,8	20,1	20,6	21,3

Source : DGESS/Ministère en charge de l'énergie

Tableau 2.2.09 (suite et fin) : Taux d'électrification des ménages raccordés au réseau électrique selon le milieu de résidence (en pourcentage)

Milieu de résidence	2019*	2020*	2021*	2022	2023
Taux d'électrification urbain	53,6	76,1	81,8	87	87,1
Taux d'électrification rural	5,0	4,1	4,7	5,5	7,6
Taux d'électrification national	20,1	21,7	23,4	25,2	26,7

Source : DGESS/Ministère en charge de l'énergie

(*) Données corrigées.

Tableau 2.2.10 : Taux de couverture en électricité par région de 2016 à 2023 (en pourcentage)

Région	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	19,1	19,9	28,2	35,8	37,4	39,4	42,2	43,7
Cascades	40,1	38,9	38,8	41,3	41,3	43,08	31,0	45,8
Centre	91,6	88,8	95,2	91,4	91,8	91,93	92,1	90,1
Centre-Est	40,7	39,5	38,4	44,2	44,7	47,23	47,9	50,6
Centre-Nord	13,7	16,1	22,8	28,2	28,5	29,51	29,67	30,2
Centre-Ouest	29,7	29,6	50,8	41,5	41,5	44,55	48,2	49,1
Centre-Sud	21	20,4	13,7	44,1	55,0	57,82	59,9	65,5
Est	22,6	23,3	16,5	23,70	23,6	23,95	24,2	24,8
Hauts-Bassins	55,4	55,8	56,6	67,36	69,7	70,93	71,9	72,9
Nord	29,5	29,4	28,2	32,70	39,1	40,33	40,7	41,2
Plateau Central	12,6	12,3	19,7	31,96	33,9	34,82	36,8	57,3
Sahel	14,2	20,8	18,6	30,04	30,4	30,42	30,4	31,0
Sud-Ouest	17,5	17	17,6	26,7	26,7	27,98	30,3	31,3
Taux National	35,9	36,1	38,6	46,6	47,9	49,29	50,0	52,2

Source : DGESS/Ministère en charge de l'énergie

Tableau 2.2.11 : Taux d'électrification des ménages raccordés au réseau électrique par région (en pourcentage)

Région	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	7,0	7,5	8,8	9,9	10,6	10,7	13,1	13,3	14,4	15,1
Cascades	14,9	15,5	16,0	17,2	18,1	18,0	19,8	19,5	23,0	23,8
Centre	54,8	55,7	56,8	57,9	58,4	47,8	48,9	52,7	55,2	55,5
Centre-Est	10,8	11,1	7,5	12,5	13,8	13,0	15,0	16,5	18,2	19,5
Centre-Nord	6,6	7,1	7,9	8,1	8,6	8,5	9,3	9,6	10,7	11,0
Centre-Ouest	21,0	23,1	24,6	25,6	26,4	14,0	15,9	16,5	18,0	19,1
Centre-Sud	4,7	4,9	5,3	5,2	5,8	13,4	17,8	20,1	22,3	24,2
Est	6,1	6,4	6,6	7,5	7,8	7,6	8,9	9,1	9,9	10,4
Hauts-Bassins	29,4	30,8	31,3	33,4	35,5	29,8	31,8	34,8	37,4	38,9
Nord	11,5	12,3	12,4	13,3	13,8	13,8	15,5	17,5	18,4	20,3
Plateau Central	7,9	8,2	8,2	7,8	7,7	9,5	8,7	9,9	11,4	15,2
Sahel	4,5	4,6	4,8	5,7	5,8	5,8	7,7	9,0	9,9	10,4
Sud-Ouest	7,1	7,5	9,3	10,0	10,4	13,2	11,1	11,8	13,0	15,3
Ensemble	18,3	19,0	19,4	20,6	21,4	20,1	21,7	23,4	25,3	26,7

Source : DGESS/Ministère en charge de l'énergie

II.2. Ressources énergétiques du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA

Tableau 2.2.12 : Taux d'électrification du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA (en pourcentage)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Burkina Faso	19,2	16,2	16,6	17	14,4	17,6	18,5	19	19,5
Bénin	34,1	29,6	37	34,5	39	40	41	42	56,5
Côte d'Ivoire	61,9	62,6	64,3	65,6	67,2	68,6	69,9	71,1	70,4
Guinée Bissau	17,2	20,1	22,9	26	28,4	30,9	33,4	35,8	37,4
Mali	34,2	37,6	38,8	34,8	50,9	47,9	50,6	53,4	53
Niger	15,7	16,6	17	17,6	17,6	18,5	18,7	18,6	19,5
Sénégal	61	60,5	64,5	61,7	66	70,4	64,3	68	67,9
Togo	45,7	44,7	46,8	48	50	52,5	54,1	55,7	57,2

Source : The World Bank, World development indicators, septembre 2024

III. Technologies

Tableau 2.2.13 : Evolution du nombre d'abonnements à la téléphonie fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA

Pays	2014	2015	2016	2017	2018
Burkina Faso	124 595	75 075	75 727	76 000	76 760
Bénin	195 662	194 666	124 883	56 787	48 508
Côte d'Ivoire	242 684	277 248	289 108	305 562	302 398
Guinée-Bissau	ND	ND	ND	ND	ND
Mali	154 417	169 006	200 812	214 893	228 097
Niger	105 300	110 000	160 848	114 352	ND
Sénégal	311 945	300 219	285 933	290 636	302 243
Togo	53 311	52 690	33 817	36 111	37 691

Source : The World Bank, World development indicators, septembre 2024

Tableau 2.2.13 (suite et fin) : Evolution du nombre d'abonnements à la téléphonie fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA

Pays	2019	2020	2021	2022
Burkina Faso	75 291	75 039	81 374	82 376
Bénin	35 917	32 386	11 493	1 526
Côte d'Ivoire	271 724	264 073	265 383	263 308
Guinée-Bissau	ND	ND	ND	ND
Mali	242 241	281 638	301 055	306 900
Niger	58 000	58 000	58 000	ND
Sénégal	207 592	228 774	261 440	297 046
Togo	43 605	46 499	54 469	65 613

Source : The World Bank, World development indicators, septembre 2024 et ARCEP

Tableau 2.2.14 : Evolution de la proportion des abonnements à la téléphonie fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA (pour 100 habitants)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Burkina Faso	0,7	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Bénin	1,9	1,8	1,1	0,5	0,4	0,3	0,3	0,1	0,01
Côte d'Ivoire	1,1	1,2	1,2	1,3	1,2	1,1	1	1	0,94
Guinée-Bissau	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Mali	0,9	1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,4	1,4	1,36
Niger	0,5	0,5	0,8	0,5	ND	0,2	0,2	0,2	ND
Sénégal	2,2	2,06	1,9	1,88	1,9	1,27	1,36	1,52	1,68
Togo	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,74

Source : The World Bank, World development indicators, septembre 2024 et ARCEP

Tableau 2.2.15 : Evolution du nombre d'abonnements aux services d'accès haut débit sur ligne fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Burkina Faso	5 408	9 354	12 384	12 361	13 818	12 015	13 979	16 291	ND
Bénin	45 419	73 263	22 298	28 615	27 034	25 032	29 981	20 679	21 062
Côte d'Ivoire	126 857	109 707	136 380	142 825	175 918	216 723	260 097	335 041	379 978
Guinée-Bissau	1 400	1 050	886	853	1 200	1 230	2 380	3 300	4 620
Mali	ND	3 499	21 444	15 400	120 934	142 522	243 806	145 154	178 633
Niger	29 954	27 188	7 707	8 650	ND	11 000	12 000	12 000	ND
Sénégal	103 000	101 000	98 400	112 000	130 000	152 000	177 000	208 000	248 000
Togo	12 610	66 072	48 763	50 550	26 156	31 899	52 706	66 528	97 448

Source : The World Bank, World development indicators, septembre 2024

Tableau 2.2.16 : Evolution des abonnements au haut débit sur ligne fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA pour 100 habitants

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Burkina Faso	0,03	0,05	0,07	0,06	0,07	0,06	0,07	0,07	ND
Benin	0,44	0,69	0,21	0,26	0,24	0,21	0,25	0,16	0,16
Cote d'Ivoire	0,56	0,47	0,57	0,58	0,7	0,84	0,99	1,22	1,35
Guinée-Bissau	0,08	0,06	0,05	0,05	0,06	0,06	0,12	0,16	0,22
Mali	ND	0,02	0,12	0,08	0,63	0,73	1,2	0,66	0,79
Niger	0,16	0,14	0,04	0,04	ND	0,05	0,05	0,05	ND
Sénégal	0,73	0,69	0,65	0,72	0,82	0,93	1,06	1,21	1,4
Togo	0,18	0,9	0,65	0,66	0,33	0,39	0,64	0,77	1,1

Source : The World Bank, World development indicator, septembre 2024

Tableau 2.2.17 : Evolution du nombre d'abonnements à la téléphonie mobile du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA

Pays	2014	2015	2016	2017	2018
Burkina Faso	12 494 391	14 446 897	15 404 040	17 946 375	19 339 109
Bénin	8 660 432	9 317 955	8 892 490	8 773 044	9 461 872
Côte d'Ivoire	22 104 575	25 407 610	27 451 250	31 747 233	33 807 850
Guinée-Bissau	1 110 000	1 240 000	1 290 000	1 430 000	1 480 000
Mali	23 505 559	22 698 915	20 217 697	22 034 110	21 955 565
Niger	8 236 400	8 959 000	7 471 802	8 778 884	ND
Sénégal	14 400 000	15 000 000	15 200 000	15 800 000	16 600 000
Togo	4 516 114	4 855 206	5 505 424	6 069 905	6 144 507

Source : The World Bank, World development indicators, septembre 2024 et ARCEP

Tableau 2.2.17 (suite et fin) : Evolution du nombre d'abonnements à la téléphonie mobile du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA

Pays	2019	2020	2021	2022
Burkina Faso	20 364 508	22 117 218	24 678 315	25 659 436
Bénin	10 349 847	11 140 891	12 731 782	14 549 987
Côte d'Ivoire	37 376 603	40 095 246	44 561 505	49 006 419
Guinée-Bissau	1 590 000	1 910 000	2 240 000	2 650 000
Mali	22 925 482	25 315 598	24 334 901	25 869 010
Niger	12 119 000	14 239 000	14 239 000	ND
Sénégal	17 900 000	19 100 000	19 900 000	20 900 000
Togo	6 239 183	6 516 510	6 254 789	6 564 132

Source : The World Bank, World development indicators, septembre 2024 et ARCEP

Tableau 2.2.18 : Evolution des abonnements à la téléphonie mobile du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA (pour 100 habitants)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Burkina Faso	71,1	79,8	82,6	93,5	97,9	100,2	105,8	111,6	115,71
Benin	84,2	88,1	81,8	78,5	82,4	87,7	91,9	98	109
Cote d'Ivoire	97,6	109,4	115,2	129,9	134,9	145,3	152	162,2	174
Guinée-Bissau	63,6	69,2	70,1	76,3	76,9	80,7	94,9	108,5	125,9
Mali	138,8	130,2	112,5	119	115,1	116,6	125	111,1	114,5
Niger	42,8	44,8	35,9	40,6	ND	52	58,8	56,4	ND
Sénégal	102,9	104,2	102,9	104	106,3	111,7	116,1	117,7	120,4
Togo	63,3	66,3	73,3	78,9	77,9	77,2	78,7	72,4	74,2

Source : The World Bank, World development indicators, septembre 2024 et ARCEP

Tableau 2.2.19 : Utilisation des technologies au Burkina Faso en 2014, 2018 et 2021 (en pourcentage)

Indicateur	2014	2018	2021
Proportion des ménages disposant d'un ordinateur	ND	6,3	ND
Proportion d'individus utilisant un ordinateur	4,8	ND	ND
Proportion des ménages disposant d'un accès internet à domicile	ND	3,4	1,4*
Proportion d'individus utilisant internet	5,9	ND	17,7
Proportion des ménages possédant un téléphone cellulaire	ND	85	ND
Proportion d'individus possédant un téléphone portable/mobile	64,3	ND	ND

Source : INSD, Enquête multisectorielle continue (EMC) 2014 et 2018 ; Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) 2021

*La baisse constatée en 2021 pourrait s'expliquer par une différence de méthodes d'estimation.

Tableau 2.2.20 : Proportion des ménages ayant accès à internet par région en 2019 (en pourcentage)

Région	2019
Boucle du Mouhoun	7,1
Cascades	11,7
Centre	28,6
Centre-Est	7,9
Centre-Nord	5,9
Centre-Ouest	11,0
Centre-Sud	7,1
Est	6,5
Hauts-Bassins	17,8
Nord	8,3
Plateau Central	9,8
Sahel	5,3
Sud-Ouest	8,6
Ensemble	13,0

Source : INSD, RGPH 2019.

Chapitre 2.3 : Communications Electroniques

Liste des tableaux

Tableau 2.3.01 : Evolution du nombre de lignes téléphoniques principales fixes filaires de ONATEL SA en service par région	59
Tableau 2.3.02 : Evolution du nombre de lignes téléphoniques principales fixes (filaire et sans fil) actives de 2016 à 2023	59
Tableau 2.3.03 : Evolution du nombre de commutateurs téléphoniques publics y compris les unités de raccordement	59
Tableau 2.3.04 : Evolution de la capacité des commutateurs publics locaux de ONATEL SA par région (en nombre d'abonnés)	60
Tableau 2.3.05 : Evolution du parc d'abonnements postpayés des réseaux mobiles	61
Tableau 2.3.06 : Evolution du parc d'abonnements actifs prépayés des réseaux mobiles	61
Tableau 2.3.07 : Evolution du parc total des abonnements par réseau mobile	61
Tableau 2.3.08 : Evolution du taux de pénétration de la population nationale à la téléphonie mobile (en pourcentage)	62
Tableau 2.3.09 : Evolution du taux de couverture du territoire et de la population en réseau mobile 2G (en pourcentage) de 2018 à 2023	62
Tableau 2.3.10 : Evolution du taux de couverture du territoire et de la population en réseau mobile 3G (en pourcentage) de 2018 à 2023	62
Tableau 2.3.11 : Evolution du taux de couverture du territoire et de la population en réseau mobile 4G (en pourcentage) de 2019 à 2023	62
Tableau 2.3.12 : Evolution du parc total des abonnements à Internet mobile par réseau de 2016 à 2023	63
Tableau 2.3.13 : Evolution du parc des abonnements actifs à l'Internet fixe et mobile	63
Tableau 2.3.14 : Evolution des parcs actifs à la téléphonie et à l'Internet mobiles de 2016 à 2023	63
Tableau 2.3.15 : évolution du trafic Internet en Go sur les réseaux de téléphonie mobile de 2020 à 2023	64
Tableau 2.3.16 : évolution du trafic Internet moyen par abonnement par mois en Go de 2020 à 2023	64
Tableau 2.3.17 : Evolution du taux de pénétration de la population nationale à l'Internet (en pourcentage)	64
Tableau 2.3.18 : Evolution du taux de pénétration à l'Internet mobile par opérateur (en pourcentage) de 2016 à 2023	64
Tableau 2.3.19 : Evolution de la capacité de la bande passante achetée auprès des fournisseurs internationaux (en Gigabits par seconde) de 2016 à 2023	64
Tableau 2.3.20 : Evolution de la capacité de la bande passante internationale disponible par opérateur (en Gigabits par seconde)	64

I. Réseaux de téléphonie fixe

Tableau 2.3.01 : Evolution du nombre de lignes téléphoniques principales fixes filaires de ONATEL SA en service par région

Région	2014	2015	2016	2017	2018
Boucle du Mouhoun	1 904	1 621	1 602	1 598	1 615
Cascades	5 270	3 922	3 907	3 892	3 901
Centre	86 031	85 309	85 330	85 672	85 808
Centre-Est	2 881	2 755	2 726	2 725	2 738
Centre-Nord	2 112	2 126	2 112	2 119	2 131
Centre-Ouest	2 703	2 560	2 553	2 580	2 586
Centre-Sud	758	725	703	703	696
Est	1 894	1 865	1 842	1 836	1 844
Hauts-Bassins	27 419	26 956	27 074	27 046	27 036
Nord	2 433	2 399	2 379	2 367	2 367
Plateau Central	267	251	242	238	241
Sahel	1 463	915	917	920	922
Sud-Ouest	1 573	1 543	1 522	1 514	1 530
Ensemble	136 708	132 947	132 909	133 210	133 415

Source : ONATEL SA

Tableau 2.3.01 (suite et fin) : Evolution du nombre de lignes téléphoniques principales fixes filaires de ONATEL SA en service par région

Région	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	1 398	1 614	1 674	1 674	1 650
Cascades	3 893	5 831	1 557	1 557	1 554
Centre	85 476	84 553	29 911	29 911	26 682
Centre-Est	2 732	2 631	2 660	2 660	2 738
Centre-Nord	2 127	2 068	2 097	2 097	2 116
Centre-Ouest	2 794	2 509	1 782	1 782	2 353
Centre-Sud	683	623	627	627	612
Est	1 837	1 705	1 729	1 729	1 685
Hauts-Bassins	26 944	24 808	9 362	9 362	8 659
Nord	2 335	2 273	2 297	2 297	2 328
Plateau Central	96	93	224	224	219
Sahel	921	917	760	760	933
Sud-Ouest	1 541	1 529	1 540	1 540	1 579
Ensemble	132 777	131 154	56 220	56 220	55 128

Source : ONATEL SA

Tableau 2.3.02 : Evolution du nombre de lignes téléphoniques principales fixes (filaire et sans fil) actives de 2016 à 2023

Opérateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
ORANGE-BF	741	1 895	3 400	4 736	3 681	5 740	6 739	6 965
ONATEL SA	75 727	76 000	76 760	75 291	75 039	75 634	75 734	74 753
ENSEMBLE	76 468	77 895	80 160	80 027	78 720	81 374	82 473	81 718

Source : ARCEP

Tableau 2.3.03 : Evolution du nombre de commutateurs téléphoniques publics y compris les unités de raccordement

Région	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	6	6	6	6	6	5	6	6	6	6
Cascades	2	2	2	2	2	2	3	2	2	2
Centre	22	22	67	68	69	132	131	133	133	130
Centre-Est	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Centre-Nord	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Centre-Ouest	4	4	4	4	4	5	4	3	3	3
Centre-Sud	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Est	5	5	5	5	5	5	5	5	5	4
Hauts-Bassins	8	8	8	8	8	8	7	8	8	7
Nord	5	5	5	5	5	5	5	5	5	4
Plateau Central	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Sahel	4	4	4	4	4	4	4	3	3	3
Sud-Ouest	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Ensemble	76	76	121	122	123	186	185	185	185	179

Source : ONATEL SA

Tableau 2.3.04 : Evolution de la capacité des commutateurs publics locaux de ONATEL SA par région (en nombre d'abonnés)

Région	2014	2015	2016	2017	2018
Boucle du Mouhoun	4 840	4 840	4 840	4 840	4 840
Cascades	10 771	10 771	10 771	10 771	10 771
Centre	135 503	135 518	176 574	177 022	176 126
Centre-Est	4 412	4 412	4 412	4 412	4 412
Centre-Nord	3 654	3 654	3 654	3 654	3 654
Centre-Ouest	4 326	4 326	4 326	4 326	4 326
Centre-Sud	1 749	1 749	1 749	1 749	1 749
Est	4 107	4 107	4 107	4 107	4 107
Hauts-Bassins	49 828	49 843	49 843	49 843	49 843
Nord	5 159	5 159	5 159	5 159	5 159
Plateau Central	672	672	672	672	672
Sahel	3 720	3 720	3 720	3 720	3 720
Sud-Ouest	2 390	2 390	2 390	2 390	2 390
Ensemble	231 131	231 161	272 217	272 665	271 769

Source : ONATEL SA

Tableau 2.3.04 (suite et fin) : Evolution de la capacité des commutateurs publics locaux de ONATEL SA par région (en nombre d'abonnés)

Région	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	4 552	4 840	4 840	4 840	4 840
Cascades	10 771	14 650	2 580	2 580	2 580
Centre	205 944	206 912	117 371	117 371	136 363
Centre-Est	4 412	4 412	4 412	4 412	4 412
Centre-Nord	3 654	3 654	3 654	3 654	3 654
Centre-Ouest	4 614	4 326	2 648	2 648	4 326
Centre-Sud	1 749	1 749	1 749	1 749	1 878
Est	4 107	4 107	4 107	4 107	3 916
Hauts-Bassins	49 843	45 964	17 079	17 079	17 079
Nord	5 159	5 159	5 159	5 159	5 096
Plateau Central	672	672	3 832	3 832	3 832
Sahel	3 720	3 720	1 672	1 672	3 720
Sud-Ouest	2 390	2 390	2 390	2 390	2 390
Ensemble	301 587	302 555	171 493	171 493	194 086

Source : ONATEL SA

II. Réseaux de téléphonie mobile

Tableau 2.3.05 : Evolution du parc d'abonnements postpayés des réseaux mobiles

Opérateur	2014	2015	2016	2017	2018
ONATEL SA	7 083	7 861	8 970	10 271	13 130
ORANGE BF	3 684	4 330	5 259	5 103	5 680
TELECEL FASO	455	355	374	354	369
Ensemble	11 222	12 546	14 603	15 728	19 179

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.3.05 (suite et fin) : Evolution du parc d'abonnements postpayés des réseaux mobiles

Opérateur	2019	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA	16 869	18 992	26 158	27 711	29 846
ORANGE BF	6 830	5 387	3 582	3 764	2 580
TELECEL FASO	330	330	334	288	292
Ensemble	24 029	24 709	30 074	31 763	32 718

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.3.06 : Evolution du parc d'abonnements actifs prépayés des réseaux mobiles

Opérateur	2014	2015	2016	2017	2018
ONATEL SA	5 461 403	6 751 961	7 007 692	7 185 683	7 621 308
ORANGE BF	4 639 206	5 456 175	5 882 488	7 448 198	8 576 516
TELECEL-FASO	2 384 558	2 494 356	2 499 257	3 311 492	3 122 106
Ensemble	12 485 167	14 702 492	15 389 437	17 945 373	19 319 930

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.3.06 : (suite et fin) Evolution du parc d'abonnements actifs prépayés des réseaux mobiles

Opérateur	2019	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA	8 529 479	9 368 867	10 430 512	11 020 247	11 533 170
ORANGE BF	8 863 454	9 588 454	10 925 045	11 531 767	12 279 293
TELECEL-FASO	2 947 546	3 135 188	3 322 758	3 075 659	2 902 283
Ensemble	20 340 479	22 092 509	24 678 315	25 627 673	26 714 746

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.3.07 : Evolution du parc total des abonnements par réseau mobile

Opérateur	2014	2015	2016	2017	2018
ONATEL SA	5 468 486	6 759 822	7 016 662	7 195 954	7 634 438
ORANGE BF	4 642 890	5 461 110	5 887 747	7 453 301	8 582 196
TELECEL-FASO	2 385 013	2 494 711	2 499 631	3 311 846	3 122 475
Ensemble	12 496 389	14 715 643	15 404 040	17 961 101	19 339 109

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.3.07 (suite et fin) : Evolution du parc total des abonnements par réseau mobile

Opérateur	2019	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA	8 546 348	9 387 859	10 456 670	11 047 958	11 563 016
ORANGE BF	8 870 284	9 593 841	10 928 627	11 535 531	12 281 873
TELECEL-FASO	2 947 876	3 135 518	3 323 092	3 075 947	2 902 575
Ensemble	20 364 508	22 117 218	24 708 389	25 659 436	26 747 464

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.3.08 : Evolution du taux de pénétration de la population nationale à la téléphonie mobile (en pourcentage)

Opérateur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA	30,58	36,64	36,86	36,65	37,71	40,95	43,64	47,18	49,82	50,60
ORANGE BF	25,97	29,60	30,93	37,96	42,39	42,50	44,60	49,31	52,02	53,75
TELECEL-FASO	13,34	13,52	13,13	16,87	15,42	14,12	14,58	14,99	13,87	12,70
NATIONAL	69,89	79,76	80,93	91,49	95,53	97,58	102,82	111,48	115,71	117,05

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.3.09 : Evolution du taux de couverture du territoire et de la population en réseau mobile 2G (en pourcentage) de 2018 à 2023

Opérateur	2018		2019		2020		2021		2022		2023	
	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT
ONATEL SA	87,1	73,0	84,5	70,2	87,1	81,0	87,5	73,6	85,5	74,1	85,5	74,0
ORANGE BF	81,6	62,4	82,9	66,4	84,6	69,1	85,0	70,0	84,9	72,0	84,9	72,3
TELECEL-FASO	73,1	62,0	77,8	60,0	77,8	60,2	77,7	60,1	72,2	58,3	76,5	58,7
National	92,5	80,3	91,4	79,8	92,4	81,0	92,6	81,2	92,9	84,0	93,1	84,1

Source : ARCEP, Rapport d'activités

NB : CP= Couverture de la population ; CT= Couverture du territoire

Tableau 2.3.10 : Evolution du taux de couverture du territoire et de la population en réseau mobile 3G (en pourcentage) de 2018 à 2023

Opérateur	2018		2019		2020		2021		2022		2023	
	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT
ONATEL SA	43,0	19,3	44,1	19,9	47,3	23,5	44,8	23,6	51,0	34,7	64,8	49,4
ORANGE BF	41,5	17,0	45,3	20,5	41,1	20,3	45,2	24,2	77,4	62,4	77,9	62,8
TELECEL-FASO	32,1	4,1	ND	4,7	28,5	5,7	29,8	8,7	16,9	6,6	17,6	7,0
National	48,4	23,7	50,5	25,8	50,4	28,3	53,2	31,7	78,9	64,3	79,6	65,5

Source : ARCEP, Rapport d'activités

NB : CP= Couverture de la population ; CT= Couverture du territoire

Tableau 2.3.11 : Evolution du taux de couverture du territoire et de la population en réseau mobile 4G (en pourcentage) de 2019 à 2023

Opérateur	2019		2020		2021		2022		2023	
	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT
ONATEL SA	27,3	7,6	28,1	8,3	28,8	8,6	40,9	24,9	49,0	32,7
ORANGE BF	25,2	4,4	29,3	8,3	34	12,5	55,5	37,7	60,1	42,4
TELECEL-FASO	NA	NA	12,8	2,0	18,9	3,9	15,1	5,2	15,7	5,6
National	34,4	11,4	33,1	11,9	36,6	14,4	59,2	41,5	63,3	46,5

Source : ARCEP, Rapport d'activités

NB : CP= Couverture de la population ; CT= Couverture du territoire

III. Internet

Tableau 2.3.12 : Evolution du parc total des abonnements à Internet mobile par réseau de 2016 à 2023

Opérateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA	1 769 689	2 281 972	2 395 796	2 819 917	4 482 709	5 667 469	6 465 731	7 139 011
ORANGE BF	1 873 170	2 803 436	3 050 468	3 143 532	5 585 342	6 846 216	8 057 840	9 310 340
TELECEL FASO	18 759	446 001	461 536	477 729	835 658	947 063	1 786 627	1 727 938
Ensemble	3 661 618	5 531 409	5 907 800	6 441 178	10 903 709	13 460 748	16 310 198	18 177 289

Source : ARCEP

Tableau 2.3.13 : Evolution du parc des abonnements actifs à l'Internet fixe et mobile

Type d'Internet	2014	2015	2016	2017	2018
Internet Fixe (Opérateurs, GVA, VTS)	14 914	14 856	13 514	13 485	14 925
Internet Mobiles (Opérateurs)	1 664 262	2 765 511	3 661 618	5 531 409	5 907 800
Internet Fixe (Autres FAI)	912	911	1 239	1 932	2 015
Ensemble	1 680 089	2 766 422	3 676 371	5 546 372	5 924 740

Source : ARCEP

Tableau 2.3.13: (suite et fin) Evolution du parc des abonnements actifs à l'Internet fixe et mobile

Type d'Internet	2019	2020	2021	2022	2023
Internet Fixe (Opérateurs, GVA, VTS)	13 124	13 979	15 947	48 204	105 795
Internet Mobiles (Opérateurs)	6 441 178	10 903 709	13 460 748	16 310 198	18 177 289
Internet Fixe (Autres FAI)	3 382	2 518	1 011	5 359	1 735
Ensemble	6 457 684	10 920 206	13 477 706	16 363 761	18 284 819

Source : ARCEP, Rapport d'activités

Tableau 2.3.14 : Evolution des parcs actifs à la téléphonie et à l'Internet mobiles de 2016 à 2023

Opérateur	2016		2017		2018		2019	
	Téléphonie mobile	Internet mobile 2G/3G/4G	Téléphonie mobile	Internet mobile 2G/3G/4G	Téléphonie mobile	Internet mobile 2G/3G/4G	Téléphonie mobile	Internet mobile 2G/3G/4G
ONATEL SA	7 016 662	1 769 689	7 195 954	2 281 972	7 634 438	2 395 796	8 546 348	2 819 917
ORANGE BF	5 887 747	1 873 170	7 453 301	2 803 436	8 582 196	3 050 468	8 870 284	3 143 532
TELECEL-FASO	2 499 631	18 759	3 311 846	446 001	3 122 475	461 536	2 947 876	477 729
Ensemble	15 404 040	3 661 618	17 961 101	5 531 409	19 339 109	5 907 800	20 364 508	6 441 178

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.3.14 :(suite et fin) Evolution des parcs actifs à la téléphonie et à l'Internet mobiles de 2016 à 2023

Opérateur	2020		2021		2022		2023	
	Téléphonie mobile	Internet mobile 2G/3G/4G	Téléphonie mobile	Internet mobile 2G/3G/4G	Téléphonie mobile	Internet mobile 2G/3G/4G	Téléphonie mobile	Internet mobile 2G/3G/4G
ONATEL SA	9 387 859	4 482 709	10 456 670	5 667 469	11 047 958	6 465 731	11 563 016	7 139 011
ORANGE BF	9 593 841	5 585 342	10 928 627	6 846 216	11 535 531	8 057 840	12 281 873	9 310 340
TELECEL-FASO	3 135 518	835 658	3 323 092	947 063	3 075 947	1 786 627	2 902 575	1 727 938
Ensemble	22 117 218	10 903 709	24 708 389	13 460 748	25 659 436	16 310 198	26 747 464	18 177 289

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.3.15 : Evolution du trafic Internet en Go sur les réseaux de téléphonie mobile de 2020 à 2023

Opérateur	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA	9 795 494	55 921 390	79 739 622	108 870 892
ORANGE BF	14 829 758	82 546 663	140 070 187	186 295 666
TELECEL FASO	2 762 067	20 395 118	30 352 124	39 550 045
Ensemble	27 387 319	158 863 171	250 161 933	334 716 603

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.3.16 : Evolution du trafic Internet moyen par abonnement par mois en Go de 2020 à 2023

Opérateur	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA	0,65	0,78	1,03	1,27
ORANGE BF	0,81	1,04	1,45	1,67
TELECEL FASO	1,24	1,34	1,42	1,91
Ensemble	0,90	1,00	1,28	1,53

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.3.17 : Evolution du taux de pénétration de la population nationale à l'Internet (en pourcentage)

Opérateur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mobile	9,3	15,0	19,2	28,2	29,2	31,4	50,7	60,8	75,6	79,6
Fixe et autres FAI	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,5
Ensemble	9,4	15,0	19,3	28,3	29,3	31,5	50,8	60,9	75,8	80,0

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.3.18 : Evolution du taux de pénétration à l'Internet mobile par opérateur (en pourcentage) de 2016 à 2023

Opérateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA	9,3	11,6	11,8	13,8	20,8	25,6	30,0	31,2
ORANGE BF	9,8	14,3	15,1	15,3	26,0	30,9	37,5	40,8
TELECEL-FASO	0,1	2,3	2,3	2,3	3,9	4,3	8,1	7,6
National	19,2	28,2	29,2	31,4	50,7	60,8	75,6	79,6

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.3.19 : Evolution de la capacité de la bande passante achetée auprès des fournisseurs internationaux (en Gigabits par seconde) de 2016 à 2023

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Capacité (Gbps)	11	16	47	46,36	77,75	117,66	235	275,00

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.3.20 : Evolution de la capacité de la bande passante internationale disponible par opérateur (en Gigabits par seconde)

Opérateur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
TELECEL FASO	0,07	0,08	0,08	0,88	2,00	2,00	7,10	7,10	7,10	7,10
ORANGE BF	0,41	0,93	2,28	4,19	16,00	16,16	20,15	50,16	110,00	150,00
ONATEL SA	4,20	5,60	5,60	13,10	22,00	25,10	35,00	50,00	50,00	70,00
PAV	-	-	-	-	5,00	5,00	22,50	17,50	15,00	10,00
VTS	-	-	-	-	-	-	-	-	70,00	70,00
GVA	-	-	-	-	-	-	-	-	40,00	70,00

Source : ARCEP, Observatoire

Chapitre 2.4 : Infrastructures de communications électroniques, promotion et usage des TIC

Liste des tableaux

Tableau 2.4.01 : Evolution de la longueur du réseau fibre optique réalisée (en Kilomètre) de 2015 à 2023.....	66
Tableau 2.4.02 : Evolution du nombre de datacenters et de pylônes déployés par le Ministère de 2017 à 2023	66
Tableau 2.4.03 : Evolution des services du RESINA	66
Tableau 2.4.04 : Evolution du nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA de 2017 à 2023.....	66
Tableau 2.4.05 : Evolution du débit de connectivité de l'administration de 2016 à 2023	67
Tableau 2.4.06 : Nombre d'Agréments Techniques en matière Informatique (ATI) délivré par domaine de 2017 à 2023	67
Tableau 2.4.07 : Nombre total d'Agréments Techniques en matière Informatique délivré par région de 2017 à 2023	67
Tableau 2.4.08 : Nombre d'Agréments Techniques en matière Informatique (ATI) valides par domaine de 2017 à 2023	68
Tableau 2.4.09 : Gestion du registre des noms de domaine « .bf »	68
Tableau 2.4.10 : Evolution des dépenses de communications téléphoniques des ministères/institutions en F CFA de 2019 à 2023	68
Tableau 2.4.11 : Protection des données à caractère personnel	68

I. Infrastructures de communications électroniques

Tableau 2.4.01 : Evolution de la longueur du réseau fibre optique réalisée (en Kilomètre) de 2015 à 2023

Secteur/ Projet/Structure	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Public	40,0	40,0	345,0	1 070,0	1 937,0	2 974,4	3 803,0	3 976,0	4 037,6
RESINA	40,0	40,0	40,0	95,0	120,0	120,0	152,0	325,0	386,6
G-Cloud	NA	NA	NA	670,0	1 070,0	1 323,0	1 323,0	1 323,0	1 323,0
PRICAO	NA	NA	305,0	305,0	305,0	305,0	327,0	327,0	327,0
PBNT	NA	NA	NA	NA	442,0	1 226,4	2 001,0	2 001,0	2 001,0
Privé	1 861,0	1 861,0	2 703,2	3 483,2	4 773,2	5 084,2	6 001,2	7 253,9	7 253,9
ORANGE	NA	NA	197,0	777,0	1 057,0	1 057,0	1 639,0	2 445,0	2 445,0
ONATEL SA	1 346,0	1 346,0	1 346,0	1 346,0	2 356,0	2 512,0	2 612,0	3 030,0	3 030,0
SONABEL	NA	NA	645,2	845,2	845,2	845,2	845,2	846,0	846,0
SITARAIL	515,0	515,0	515,0	515,0	515,0	515,0	515,0	515,0	515,0
Virtual technologies solution (VTS)	NA	NA	NA	NA	NA	155,0	390,0	417,9	417,9
Ensemble	1 901,0	1 901,0	3 048,2	4 553,2	6 710,15	7 903,51	9 804,2	11 229,9	11 291,5

Source : MTDPC/DGCE, ANPTIC, ARCEP

Tableau 2.4.02 : Evolution du nombre de datacenters et de pylônes déployés par le Ministère de 2017 à 2023

Indicateur	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Datacenters	2	2	5	5	5	5	5
Pylônes	13	15	27	81	82	89	90

Source : ANPTIC

II. Promotion et usage des TIC

Tableau 2.4.03 : Evolution des services du RESINA

Indicateur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de localités (provinces) couvertes par le RESINA	10	11	11	14	14	24	42	42	42	43
Nombre de serveurs effectifs dans l'Administration	9	17	20	23	23	23	23	23	23	33
Nombre de nouveaux bâtiments administratifs connectés au RESINA	120	80	100	150	754	196	330	295	178	117
Nombre de types de services réseaux utilisés	4	5	6	6	6	6	10	10	10	10

Source : ANPTIC

Tableau 2.4.04 : Evolution du nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA de 2017 à 2023

Indicateur	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Fibre Optique	77	658	668	695	740	797	877
Technologie sans fil	975	1 148	1 334	1 637	1 887	2 008	2 045
Ensemble	1 052	1 806	2 002	2 332	2 627	2 805	2 922

Source : ANPTIC

Tableau 2.4.05 : Evolution du débit de connectivité de l'administration de 2016 à 2023

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Débit (en Gbps)	0,14	0,16	0,50	2,25	3,37	12,66	12,66	12,66

Source : ANPTIC

Tableau 2.4.06 : Nombre d'Agréments Techniques en matière Informatique (ATI) délivré par domaine de 2017 à 2023

DOMAINE		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
D1 : vente, installation et maintenance de matériels et de logiciels informatiques		46	228	168	159	203	180	288
Dont par Catégorie	A	4	77	62	63	82	76	117
	B	14	81	48	43	65	58	103
	C	28	67	58	53	56	46	68
D2 : études, audits, assistance et conseil		0	2	0	1	1	2	3
Dont par Catégorie	Unique C	0	2	0	1	1	2	3
D3 : réseaux informatiques		10	38	15	17	17	11	16
Dont par Catégorie	A	1	7	2	6	3	3	4
	B	6	19	4	6	12	5	7
	C	3	13	9	5	2	3	5
D4 : formation en informatique		1	8	1	2	5	2	5
Dont par Catégorie	A	0	4	1	1	3	0	1
	B	1	3	0	1	1	2	2
	C	0	1	0	0	1	0	2
D5 : intégrateur de solutions informatiques		5	45	28	26	64	40	48
Dont par Catégorie	Unique	5	45	28	26	64	40	48
Total		62	319	212	205	290	235	360

Source : MTDPC/ DGTD

Tableau 2.4.07 : Nombre total d'Agréments Techniques en matière Informatique délivré par région de 2017 à 2023

Région	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	0	3	1	1	5	3	1
Cascade	0	3	0	0	1	0	6
Centre	61	278	172	183	246	206	305
Centre Est	0	0	0	0	0	0	2
Centre Nord	0	0	0	2	0	0	2
Centre Ouest	0	2	8	3	0	2	7
Centre Sud	0	6	3	1	3	2	2
Est	0	1	0	2	2	3	5
Haut bassin	1	18	25	10	19	15	19
Nord	0	0	2	0	7	0	8
Plateau Central	0	1	0	1	4	1	1
Sahel	0	3	0	0	0	0	1
Sud-ouest	0	6	1	2	3	3	1
Ensemble	62	321	212	205	290	235	360

Source : MTDPC/ DGTD

Tableau 2.4.08 : Nombre d'Agréments Techniques en matière Informatique (ATI) valides par domaine de 2017 à 2023

DOMAINE		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
D1 : vente, installation et maintenance de matériels et de logiciels informatiques		46	274	442	555	530	503	632
Dont par Catégorie	A	4	82	144	203	207	199	253
	B	14	97	145	174	156	162	222
	C	28	95	153	178	167	142	157
D2 : études, audits, assistance et conseil		0	2	2	3	2	4	6
Dont par Catégorie	Unique C	0	2	2	3	2	4	6
D3 : réseaux informatiques		10	48	63	70	48	39	38
Dont par Catégorie	A	1	8	10	15	11	9	7
	B	6	25	29	29	22	21	22
	C	3	15	24	26	15	9	9
D4 : formation en informatique		1	9	10	11	9	9	12
Dont par Catégorie	A	0	4	5	6	5	4	4
	B	1	4	4	4	2	4	5
	C	0	1	1	1	2	1	3
D5 : intégrateur de solutions informatiques		5	50	78	99	118	123	145
Dont par Catégorie	Unique	5	50	78	99	118	123	145
Total		62	383	595	738	707	678	833

Source : MTDPC/ DGTD

Tableau 2.4.09 : Gestion du registre des noms de domaine « .bf »

Indicateur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de noms de domaine « .bf » créés au cours de l'année	112	116	121	147	135	129	159	168	144	3 124
Nombre de noms de domaine « .bf » actifs	905	1 021	1 142	1 289	1 424	1 553	1 712	1 880	2 024	5 148

Source : ABDI, ARCEP, Observatoire

Tableau 2.4.10 : Evolution des dépenses de communications téléphoniques des ministères/institutions en F CFA de 2019 à 2023

Indicateur	2019	2020	2021	2022	2023
Dotation globale	5 907 789 376	6 899 671 241	6 208 931 651	6 778 513 461	6 067 670 805
Exécution globale	5 907 789 376	6 384 446 415	5 854 603 907	6 276 992 000	5 968 005 120
Taux d'exécution (en %)	100,00	92,53	94,29	92,60	98,36

Source : Rapport d'exécution du budget, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023

Tableau 2.4.11 : Protection des données à caractère personnel

Indicateur	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de personnes sensibilisées au bon usage des TIC	2 908	3 860	2 622	3 966	7 064
Évolution des plaintes traitées par la CIL	20	27	17	18	32
Nombre de missions de contrôle des traitements de données auprès des structures publiques et privées	15	12	5	9	10
Nombre de déclarations de traitements	5	31	30	38	95
Nombre d'autorisation de mise en œuvre de traitements et de transfert de traitements à l'étranger	0	5	16	10	19
Nombre de demandes d'avis	1	3	0	1	0

Source : CIL

Tableau 2.4.11 : (suite et fin) Protection des données à caractère personnel

Indicateur	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de personnes sensibilisées au bon usage des TIC	3 270	6 070	12 584	15 374*	11 094
Évolution des plaintes traitées par la CIL	19	444	965	925	978
Nombre de missions de contrôle des traitements de données auprès des structures publiques et privées	12	18	19	107	127
Nombre de déclarations de traitements	56	79	98	133	102
Nombre d'autorisations de mise en œuvre de traitements et de transfert de traitements à l'étranger	20	38	41	47	2
Nombre de demandes d'avis	2	6	3	7	8

Source : CIL

*Données corrigées.

Chapitre 2.5 : Volume d'activités et concurrence entre opérateurs de téléphonie

Liste des tableaux

Tableau 2.5.01 : Evolution du trafic voix de la téléphonie fixe (en millions de minutes).....	71
Tableau 2.5.02 : Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile ONATEL SA (en millions de minutes).....	71
Tableau 2.5.03 : Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile Orange SA (en millions de minutes)	72
Tableau 2.5.04 : Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile TELECEL FASO SA (en millions de minutes)	72
Tableau 2.5.05 : Evolution du trafic total voix annuel des opérateurs de réseaux mobiles (en millions de minutes)	73
Tableau 2.5.06 : Evolution du trafic SMS de l'opérateur ONATEL SA (en millions).....	74
Tableau 2.5.07 : Evolution du trafic SMS de l'opérateur ORANGE BURKINA FASO SA (en millions)	74
Tableau 2.5.08 : Evolution du trafic SMS de l'opérateur TELECEL FASO SA (en millions).....	75
Tableau 2.5.09 : Evolution du trafic SMS total des opérateurs (en millions)	75
Tableau 2.5.10 : Evolution du nombre d'accord d'itinérance par opérateur (roaming international) conclu	75
Tableau 2.5.11 : Evolution du chiffre d'affaires des opérateurs de téléphonie mobile et fixe (en milliard de F CFA).....	76
Tableau 2.5.12 : Evolution du montant des investissements corporels et incorporels par opérateur de téléphonie (en milliard de F CFA).....	76
Tableau 2.5.13 : Evolution des tarifs TTC de la téléphonie mobile (en F CFA / Minute)	76
Tableau 2.5.14: Coût moyen réel hors TVA de la minute d'appel par opérateur de 2020 à 2023 (en FCFA) ...	77
Tableau 2.5.15 : Evolution des tarifs classiques TTC de l'internet mobile par opérateur (en FCFA)	77
Tableau 2.5.16 : Les différents forfaits internet mobile offerts par ORANGE BF de 2021 à 2023 (FCFA).....	78
Tableau 2.5.17 : Les différents forfaits internet mobile offerts par TELECEL FASO de 2021 à 2023 (FCFA) ..	79
Tableau 2.5.18 : Les différents forfaits internet mobile offerts par ONATEL SA de 2021 à 2023 (FCFA).....	79
Tableau 2.5.19 : Coût moyen réel HT du Go de trafic Internet par opérateur de réseaux de téléphonie mobile de 2020 à 2023 (en FCFA)	79

I. Trafic voix

Tableau 2.5.01 : Evolution du trafic voix de la téléphonie fixe (en millions de minutes)

Type de trafic	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Trafic on net (local et interurbain)	15,5	12,4	8,6	7,0	5,1	4,1	4,9	3,6	9,2	9,5
Trafic départ vers autres réseaux nationaux (vers réseaux mobiles)	30,3	25,6	22,2	17,7	18,3	21,3	13,2	11,8	9,6	8,3
Trafic départ vers International	6,0	4,2	4,2	3,3	2,7	3,5	1,6	0,9	0,6	0,3
Trafic arrivée de l'International	3,5	2,2	2,2	1,7	1,2	5,6	0,6	0,4	0,4	0,5
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	27,5	23,0	23,7	21,2	21,9	22,5	25,8	24,9	24,0	22,8
Total trafic départ + arrivée	82,8	67,4	60,9	50,9	49,2	57,0	46,0	41,6	43,7	41,3
Durée moyenne de communication (D/A) par ligne (abonnements) en mn par mois	ND	ND	66,4	54,5	51,1	59,4	48,7	42,6	44,2	42,2

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.5.02 : Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile ONATEL SA (en millions de minutes)

Type de trafic	2014	2015	2016	2017	2018
Trafic on net	1 282,1	2 582,6	3 107,1	3 269,5	3 048,1
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	332,8	353,2	317,4	301,1	274,6
Trafic départ vers International	69,4	67,9	63,9	63,7	76,1
Trafic arrivée de l'International	151,3	161,2	151	143,4	157,0
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	351,5	330,0	319,1	327,2	306,3
Total trafic départ + arrivée	1 835,6	3 164,9	3 958,5	4 104,9	3 862,1
Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois	28,0	39,0	47,0	47,5	42,2

Source : ARCEP

Tableau 2.5.02: (Suite et fin) Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile ONATEL SA (en millions de minutes)

Type de trafic	2019	2020	2021	2022	2023
Trafic on net	3 869,6	3 93,2	5 295,9	5 133,7	4 513,3
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	248,9	233,4	220,8	185,1	155,2
Trafic départ vers International	79,5	74,0	45,2	40,4	34,1
Trafic arrivée de l'International	136,9	142,4	154,4	121,9	108,7
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	288,4	257,1	255,1	208,0	171,2
Total trafic départ + arrivée	4 623,3	4 600,2	5 971,4	5 689,1	4 982,5
Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois	45,1	40,8	47,6	42,9	35,9

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.5.03 : Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile Orange SA (en millions de minutes)

Type de trafic	2014	2015	2016	2017	2018
Trafic on net	1 200,2	1 105,3	1 330,0	2 223,8	3 304,4
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	273,2	215,6	228,1	242,7	286,9
Trafic départ vers International	85	68	93,5	110,5	148,2
Trafic arrivée de l'International	179,3	173,8	180,5	241,2	267,8
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	356,8	376,2	313,1	289	275,7
Total trafic départ + arrivée	2 094,5	1 938,9	2 145,2	3 107,2	4 283,0
Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois	37,6	29,6	30,4	34,7	41,6

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.5.03: (suite et fin) Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile Orange SA (en millions de minutes)

Type de trafic	2019	2020	2021	2022	2023
Trafic on net	4 687,8	5 637,4	7 350,1	6 881,4	7 110,6
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	266,4	248,0	252,6	225,6	190,3
Trafic départ vers International	166,6	143,5	139	135,1	129,6
Trafic arrivée de l'International	313,1	424,2	469,9	465,6	488,4
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	250	231,5	238,9	219,9	193,3
Total trafic départ + arrivée	5 683,9	6 684,6	8 450,4	7 927,7	8 112,2
Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois	53,4	58,1	64,4	57,3	55,0

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.5.04 : Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile TELECEL FASO SA (en millions de minutes)

Type de trafic	2014	2015	2016	2017	2018
Trafic on net	1 403,4	1 688,5	1 804,7	2 031,4	1 909,0
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	349,0	361,1	312,7	267,3	226,8
Trafic départ vers International	40,3	56,5	46,1	35,44	31,5
Trafic arrivée de l'International	65,4	77,5	60,13	42,76	38,7
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	236,5	233,1	220,8	213,8	202,4
Total trafic départ + arrivée	2 094,6	2 416,7	2 444,4	2 590,70	2 408,4
Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois	73,2	80,7	81,5	65,2	64,3

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.5.04: (suite et fin) Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile TELECEL FASO SA (en millions de minutes)

Type de trafic	2019	2020	2021	2022	2023
Trafic on net	1 840,1	1 827,8	1 976,0	1 807,9	1 465,1
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	184,6	156,3	148,6	128,2	106,5
Trafic départ vers International	22,1	15,1	13,8	13,5	9,6
Trafic arrivée de l'International	28,9	18,3	14,5	10,0	7,2
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	167,1	137,9	123,2	108,3	89,0
Total trafic départ + arrivée	2 242,8	2 155,4	2 276,2	2 068,0	1 677,3
Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois	63,4	57,3	57,1	56,0	48,2

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.5.05 : Evolution du trafic total voix annuel des opérateurs de réseaux mobiles (en millions de minutes)

Type de trafic	2 014	2 015	2016	2017	2018
Trafic on net	3 885,7	5 376,4	6 241,8	7 524,7	8 261,5
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	955,0	929,9	858,1	811,0	788,4
Trafic départ vers International	194,7	192,5	203,5	209,6	255,8
Trafic arrivée de l'International	396,0	412,5	391,7	427,4	463,5
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	944,8	939,3	853	830	784,4
Total trafic départ + arrivée	6 376,2	7 850,6	6 241,8	9 802,7	10 553,6
Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois	42,5	44,5	33,8	45,5	45,5

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.5.05 (suite et fin) : Evolution du trafic total voix annuel des opérateurs de réseaux mobiles (en millions de minutes)

Type de trafic	2019	2020	2021	2022	2023
Trafic on net	10 397,6	11 358,4	14 622,0	13 989,2	13 089,0
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	699,9	637,7	621,9	538,9	451,9
Trafic départ vers International	268,2	232,6	198,0	189,1	173,4
Trafic arrivée de l'International	478,9	584,9	638,8	597,5	604,3
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	705,6	626,6	617,1	536,3	453,5
Total trafic départ + arrivée	12 550,2	13 440,2	16 697,9	15 684,7	14 772,0
Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois	51,4	50,6	56,3	50,9	46,0

Source : ARCEP, Observatoire

II. Trafic SMS

Tableau 2.5.06 : Evolution du trafic SMS de l'opérateur ONATEL SA (en millions)

Type de trafic	2014	2015	2016	2017	2018
Trafic on net	506, 3	1 200, 8	2 589, 6	3 251, 7	2 753,9
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	42, 4	48, 5	52, 8	62, 6	65,6
Trafic départ vers International	20,7	8, 6	5, 9	5, 7	3,4
Trafic arrivée de l'International	5,2	6,4	5,9	5,1	3,5
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	44, 9	45, 1	49, 9	62, 2	83,4
Total trafic départ + arrivée	619,5	1 309,4	2 704,1	3 387,3	2 909,8
Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois	9,4	16,1	32,1	39,2	31,8

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.5.06 : (Suite et fin) Evolution du trafic SMS de l'opérateur ONATEL SA (en millions)

Type de trafic	2019	2020	2021	2022	2023
Trafic on net	2 458,2	2 172,5	2 611,0	2 002,5	1 436,8
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	56,9	39,0	33,2	34,7	40,6
Trafic départ vers International	3,0	2,8	2,0	1,4	1,0
Trafic arrivée de l'International	2,3	4,9	7,3	10,9	3,9
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	85,5	83,1	78,1	65,0	50,5
Total trafic départ + arrivée	2 605,9	2 302,2	2 731,6	2 014,5	1 532,8
Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois	25,4	20,4	21,8	15,2	10,4

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.5.07 : Evolution du trafic SMS de l'opérateur ORANGE BURKINA FASO SA (en millions)

Type de trafic	2014	2015	2016	2017	2018
Trafic on net	84, 4	302, 6	701, 7	1 876, 1	3 862,8
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	32, 1	28, 3	39, 7	48, 2	60,7
Trafic départ vers International	10, 1	7, 3	5, 6	7, 7	9,2
Trafic arrivée de l'International	2, 8	11	15, 7	14, 5	11,7
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	33, 3	32, 8	34, 4	41, 3	66,4
Total trafic départ + arrivée	162,7	382	797,1	1 987,8	4 010,8
Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois	2,9	5,8	11,3	22,2	38,9

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.5.07 : (Suite et fin) Evolution du trafic SMS de l'opérateur ORANGE BURKINA FASO SA (en millions)

Type de trafic	2019	2020	2021	2022	2023
Trafic on net	4 797,1	6 068,3	6 324,6	7 407,1	7 128,9
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	49,6	52,3	57,8	43,8	47,3
Trafic départ vers International	4,5	5,40	4,6	5,6	5,8
Trafic arrivée de l'International	9,1	8,25	7,8	13,3	29,6
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	65,8	65,7	60,6	45,3	70,4
Total trafic départ + arrivée	4 926,1	6 199,9	6 455,5	7 515,1	7 282,0
Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois	46,3	53,9	49,2	54,3	49,4

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.5.08 : Evolution du trafic SMS de l'opérateur TELECEL FASO SA (en millions)

Type de trafic	2014	2015	2016	2017	2018
Trafic on net	181, 6	213, 1	216, 1	242, 6	249,8
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	40, 3	45 ,2	46, 2	72, 3	64,9
Trafic départ vers International	5, 6	5, 6	5, 1	ND	1,4
Trafic arrivée de l'International	8,0	11,0	11,4	15,1	18,8
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	51 ,2	54, 7	36, 9	36,4	31,9
Total trafic départ + arrivée	229,9	328,3	278,8	366,4	366,8
Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois	8,0	11,0	9,3	9,2	9,8

Source : ARCEP

Tableau 2.5.08 : (Suite et fin) Evolution du trafic SMS de l'opérateur TELECEL FASO SA (en millions)

Type de trafic	2019	2020	2021	2022	2023
Trafic on net	286,4	207,7	305,0	357,1	276,0
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	71,9	33,8	35,9	29,7	26,3
Trafic départ vers International	3,3	2,0	4,1	4,4	6,0
Trafic arrivée de l'International	15,4	14,2	17,9	20,4	ND
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	28,8	18,2	18,9	19,1	13,4
Total trafic départ + arrivée	405,8	275,9	381,7	430,6	321,7
Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois	11,5	7,3	9,6	11,7	9,2

Source : ARCEP

Tableau 2.5.09 : Evolution du trafic SMS total des opérateurs (en millions)

Type de trafic	2014	2015	2016	2017	2018
Trafic on net	772,3	1 716,5	3 507,4	5 370,5	6 866,6
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	114,8	122,0	138,7	183,1	191,3
Trafic départ vers International	36,4	21,4	16,6	16,7	14,0
Trafic arrivée de l'International	16,1	29,3	33,1	34,7	34,0
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	130	132,6	121,3	139,8	181,7
Total trafic départ + arrivée	1 069,6	2 021,8	3 817,1	5 744,8	7 287,6
Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois	7,1	11,5	20,7	26,7	31,4

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.5.09 : (Suite et fin) Evolution du trafic SMS total des opérateurs (en millions)

Type de trafic	2019	2020	2021	2022	2023
Trafic on net	7 541,7	8 448,5	9 240,6	9 766,7	8 841,7
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	178,5	125,1	126,8	108,3	114,2
Trafic départ vers International	10,7	10,1	10,7	11,4	12,8
Trafic arrivée de l'International	26,7	27,4	33,0	44,6	33,5
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	180,1	166,9	157,7	129,4	134,3
Total trafic départ + arrivée	7 937,7	8 778,0	9 568,7	9 960,3	9 136,5
Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois	32,5	33,1	32,3	32,4	28,5

Source : ARCEP, Observatoire

Tableau 2.5.10 : Evolution du nombre d'accord d'itinérance par opérateur (roaming international) conclu

Opérateur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA	294	301	308	322	336	351	396	402	422	409
ORANGE	448	454	455	458	466	466	466	343	343	343
TELECEL	254	255	255	143	142	142	230	128	128	128

Source : ARCEP, Observatoire

III. Chiffre d'affaires

Tableau 2.5.11 : Evolution du chiffre d'affaires des opérateurs de communications électroniques (en milliard de F CFA)

Opérateur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA - Fixe	23,7	22,7	28,5	31,3	35,6	27,3	25,5	23,4	22,2	21,3
ONATEL SA - Mobile	107,3	122,0	129,0	131,5	123,5	126,7	131,9	131,5	123,5	117,8
TELECEL FASO SA	60,1	67,4	64,3	57,9	58,2	50,6	45,5	46,0	45,6	42,4
ORANGE BF SA	108,5	107,4	104,5	129,4	149,2	167,4	182,2	222,1	252,5	288,2
Total CA opérateurs de téléphonie	299,5	319,6	326,3	350,1	366,4	372,0	385,0	422,9	443,8	469,7
AUTRES OPERATEURS	ND	ND	ND	ND	ND	1,5	1,1	27,6	36,1	42,6
Total CA opérateurs	299,5	319,6	326,3	350,1	366,4	373,5	386,1	450,5	479,8	512,3

Source : ARCEP, Observatoire

IV. Investissement

Tableau 2.5.12 : Evolution du montant des investissements corporels et incorporels par opérateur de communications électroniques (en milliard de F CFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA	22,9	29,7	27,1	30,1	31,9	100,8	20,9	22,8	40,5	39,7
TELECEL FASO SA	2,3	20,4	15,2	3,9	6,5	13,4	63,9	15,3	6,4	24,5
ORANGE BF SA	11,9	38,6	11,8	24,3	31,7	70,1	56,1	70,8	41,7	49,7
Total réseaux de téléphonie	37,1	88,8	54,2	58,3	70,1	184,4	140,9	108,9	88,6	113,9
Autres opérateurs	0	0	0	0	0	0	0,8	9,3	12,4	4,9
Total Investissements opérateurs	37,1	88,8	54,2	58,3	70,1	184,4	141,7	118,2	101	118,8

Source : ARCEP, Observatoire

V. Tarifs de la téléphonie mobile et de l'internet

Tableau 2.5.13 : Evolution des tarifs TTC de la téléphonie mobile (en F CFA / Minute)

Type de trafic par réseau	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA/ PREPAYE										
Appel intra réseau	90	90	90	90	90	90	90	90	90	96
Appel vers autres réseaux mobiles nationaux	90	90	90	90	90	90	90	90	90	96
Appel vers réseau fixe	60	60	60	60	60	60	60	60	60	66
ONATEL SA/ POSTPAYE										
Appel intra réseau	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75
Appel vers autres réseaux mobiles nationaux	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75
Appel vers réseau fixe	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60
ORANGE BF / PREPAYE										
Appel intra réseau	90	90	90	90	90	90	90	90	90	96
Appel vers autres réseaux mobiles nationaux	90	90	90	90	90	90	90	90	90	96
Appel vers réseau fixe	90	90	90	90	90	90	90	90	90	96
ORANGE BF / POSTPAYE										
Appel intra réseau	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75
Appel vers autres réseaux mobiles nationaux	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75
Appel vers réseau fixe	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75
TELECEL FASO / PREPAYE										
Appel intra réseau	84	84	84	84	84	84	84	84	84	90

Type de trafic par réseau	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Appel vers autres réseaux mobiles nationaux	90	90	90	90	90	90	90	90	90	96
Appel vers réseau fixe	90	90	90	90	90	90	90	90	90	96
TELECEL FASO / POSTPAYE										
Appel intra réseau	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81
Appel vers autres réseaux mobiles nationaux	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81
Appel vers réseau fixe	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81

Source : Arcep/observatoire

Tableau 2.5.14 : Coût moyen réel hors TVA de la minute d'appel par opérateur de 2020 à 2023 (en FCFA)

Type d'appel/opérateur	2020	2021	2022	2023
On-net				
ONATEL SA	15,29	8,98	6,58	6,44
TELECEL FASO SA	13,21	6,75	7,64	7,92
ORANGE BF SA	9,35	9,96	10,13	10,22
MOYENNES DES TROIS RESEAUX	12,62	9,19	8,46	8,70
Vers les réseaux nationaux				
ONATEL SA	76,17	72,61	74,55	70,50
TELECEL FASO SA	63,52	61,94	58,23	62,57
ORANGE BF SA	70,69	78,91	70,73	73,98
MOYENNES DES TROIS RESEAUX	70,13	72,75	68,98	70,07
Vers l'international				
ONATEL SA	145,92	196,01	162,99	188,72
TELECEL FASO SA	156,47	106,66	105,37	171,97
ORANGE BF SA	107,41	124,17	117,73	109,30
MOYENNES DES TROIS RESEAUX	136,60	138,64	127,15	126,69

Source : Observatoire ARCEP

Tableau 2.5.15 : Evolution des tarifs classiques TTC de l'internet mobile par operateur (en FCFA)

Opérateur	2014	2015	2016	2017	2018
Tarifs 10 Mo					
ONATEL SA	Coût	250	250	200	1 575
	Durée	Jusqu'à épuisement	Jusqu'à épuisement	30 jours	1 mois
ORANGE BF	Coût	250	250	250	1 575
	Durée	7 jours	7 jours	7 jours	1 mois
TELECEL FASO	Coût	NA	NA	250	1 575
	Durée	NA	NA	30 jours	1 mois
Tarifs 500 Mo					
ONATEL SA	Coût	3 000	3 000	2 500	2 625
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
ORANGE BF	Coût	3 000	ND	1 025	2 625
	Durée	1 mois	ND	Le lendemain 23h59	Le lendemain 23h59
TELECEL FASO	Coût	NA	NA	3 000	3 000
	Durée	NA	NA	1 mois	1 mois
Tarifs 1 Go					
ONATEL SA	Coût	5 000	5 000	4 000	4 000
	Durée	1 mois	1 mois	2 mois	2 mois
ORANGE BF	Coût	5 000	5 000	5 000	5 000
	Durée	1 mois	1 mois	2 mois	2 mois
TELECEL FASO	Coût	NA	NA	5 000	5 000
	Durée	NA	NA	1 mois	1 mois
Tarifs 10 Go					
ONATEL SA	Coût	19 000	15 000	15 000	15 000
	Durée	2 mois	Illimité	Illimité	Illimité
ORANGE BF	Coût	19 000	19 000	19 000	19 000
	Durée	2 mois	2 mois	2 mois	2 mois
TELECEL FASO	Coût	NA	NA	19 000	19 000
	Durée	NA	NA	2 mois	2 mois

Source : ARCEP

Tableau 2.5.15 : (Suite et fin) Evolution des tarifs TTC classiques de l'internet mobile par operateur (en FCFA)

Opérateur		2019	2020	2021	2022	2023
		Tarif 10 Mo			11 Mo	
ONATEL SA	Coût	100	100	250	250	105
	Durée	1 jours	1 jour	1 jour	1 jour	2 jours
	Coût	100	100	100	100	105
ORANGE BF	Durée	1 jours	1 jour	2 jours	2 jours	Jusqu'au lendemain à 23h55
	Coût	250	NA	250	250	N
TELECEL FASO	Durée	30 jours	NA	07 jours	07 jours	N
		Tarif 500 Mo			Tarif de 550 Mo	
ONATEL SA	Coût	2 500	2 000	1 500	1 500	1 575
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
ORANGE BF	Coût	1 500	1 500	1 500	1 500	1 575
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
TELECEL FASO	Coût	3 000	1 500	1 500	1 500	1 575
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
		Tarif 1 Go			Tarif de 1,1 Go	
ONATEL SA	Coût	4 000	2 500	2 500	2 500	2 625
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
ORANGE BF	Coût	2 500	2 500	2500	2500	2 625
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
TELECEL FASO	Coût	5 000	2 500	2 000	2 000	2 100
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
		Tarifs 10 Go			Tarif de 11Go	
ONATEL SA	Coût	15 000	15000	15000	15000	15 750
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
ORANGE BF	Coût	15 000	15 000	15 000	15 000	15 750
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
TELECEL FASO	Coût	19 000	15 000	19 000	19 000	15 750
	Durée	2 mois	2 mois	2 mois	2 mois	1 mois

Source : ARCEP

Tableau 2.5.16 : Les différents forfaits internet mobile offerts par ORANGE BF de 2021 à 2023 (FCFA)

		2021		2022		2023	
Période		Forfait	Coût	Forfait	Coût	Forfait	Coût
Validité 1 jour	10 Mo		100	10 Mo	100	11 Mo	105
	40 Mo		225	40 Mo	225	44 Mo	237
	150 Mo		525	150 Mo	525	165 Mo	552
	500 Mo		1025	500 Mo	1 025	555 Mo	1077
Validité 1 semaine	100 Mo		500	100 Mo	500	110 Mo	525
	400 Mo		1 000	400 Mo	1 000	440 Mo	1050
	1 Go		2 000	1 Go	2 000	1,1 Go	2100
	500 Mo		1 500	500 Mo	1 500	550 Mo	1 575
Validité 1 mois	1 Go		2 500	1 Go	2 500	NA	NA
	2 Go		4 000	2 Go	4 000	4 G	4 200
	5 Go		8 000	5 Go	8 000	5,5 Go	8 400
	10 Go		15 000	10 Go	15 000	11 Go	15 750
	30 Go		54 000	30 Go	54 000	NA	NA
	60 Go		100 000	60 Go	100 000	NA	NA
Autres offres permanentes sous conditions	Une semaine	NA	NA	NA	NA	1 Go	700
	2 semaines	NA	NA	NA	NA	2 Go	1 050
	Un mois	NA	NA	NA	NA	8 Go	4 200
	Un mois	NA	NA	NA	NA	20 Go	10 000

Source : ORANGE BF

Tableau 2.5.17 : Les différents forfaits internet mobile offerts par TELECEL FASO de 2021 à 2023 (FCFA)

Période	2021		2022		2023	
	Forfait	Coût	Forfait	Coût	Forfait	Coût
Validité 1 jour	20 Mo	125	20 Mo	125	22 Mo	132
Validité 2 jours	50 Mo	250	50 Mo	250	55 Mo	263
	150 Mo	525	150 Mo	525	165 Mo	552
	500 Mo	1 025	500 Mo	1 025	550	1 077
Validité 1 semaine	30 Mo	200	30 Mo	200	33 Mo	210
	150 Mo	600	150 Mo	600	165 Mo	630
	400 Mo	1 000	400 Mo	1 000	440 Mo	1050
	1 Go	2 000	1 Go	2 000	1,1 Go	2100
	100 Mo	500	100 Mo	500	110 Mo	525
Validité 1 mois	500 Mo	1 500	500 Mo	1 500	550	1575
	1 Go	2 000	1 Go	2 000	1,1 Go	2 100
	2 Go	4 000	2 Go	4 000	2,2 Go	4 200
	3 Go	5 000	3 Go	5 000	3,3 Go	5 250
	5 Go	8 000	5 Go	8 000	5,5 Go	8 400
	10 Go	15 000	10 Go	15 000	11 Go	15 750
	20 Go	26 000	20 Go	26 000	22 Go	27300

Source : TELECEL FASO

Tableau 2.5. 18 : Les différents forfaits internet mobile offerts par ONATEL SA de 2021 à 2023 (FCFA)

Période	2021		2022		2023	
	Forfait	Coût	Forfait	Coût	Forfait	Coût
Validité 1 jour	10 Mo	100	10 Mo	100	11 Mo	105
	35 Mo	200	35 Mo	200	38,5 Mo	210
	80 Mo	400	80 Mo	400	88 Mo	420
	150 Mo	525	150 Mo	525	165 Mo	552
Validité 1 semaine	500 Mo	1 000	500 Mo	1 000	550 Mo	1 050
	100 Mo	500	100 Mo	500	110 Mo	525
	400 Mo	1 000	400 Mo	1 000	440 Mo	1 050
	1 Go	2 000	1 Go	2 000	1,1 Go	2100
Validité 1 mois	500 Mo	1 500	500 Mo	1 500	550 Mo	1 575
	1 Go	2 500	1 Go	2 500	1,1 Go	2 625
	3 Go	4 000	3 Go	4 000	3,3 Go	4 200
	5 Go	8 000	5 Go	8 000	5,5 Go	8 400
	10 Go	15 000	10 Go	15 000	11 Go	15 750

Source : ONATEL SA

Tableau 2.5.19 : Coût moyen réel HT du Go de trafic Internet par opérateur de réseaux de téléphonie mobile de 2020 à 2023 (en FCFA)

Opérateur	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA	769,2	566,3	476,6	447,2
ORANGE BF	1 053,4	869,3	736,8	699,5
TELECEL FASO	1 141,1	847,0	593,1	463,8
MOYEN	987,9	760,9	602,4	587,4

Source : Observatoire ARCEP

Chapitre 2.6 : Diffusion des TIC et sécurité des systèmes d'informations

Liste des tableaux

Tableau 2.6.01 : Evolution du nombre des médias locaux audiovisuels détenteurs d'une licence	81
Tableau 2.6.02: Évolution du nombre de médias audiovisuels fonctionnels de 2016 à 2023	81
Tableau 2.6.03 : Evolution du nombre de stations de radio locale détentrices d'une licence par région	81
Tableau 2.6.04: Évolution du nombre de stations de radio fonctionnelles par région de 2016 à 2023.....	81
Tableau 2.6.05 : Evolution du nombre de stations de télévision locale détentrices d'une licence par région....	82
Tableau 2.6.06 : Évolution du nombre de stations de télévision fonctionnelles par région de 2016 à 2023.....	82
Tableau 2.6.07 : Gestion annuelle de la sécurité des systèmes d'information entre 2016 et 2023	82

I. Diffusion des TIC

Tableau 2.6.01 : Evolution du nombre des médias locaux audiovisuels détenteurs d'une licence

Type de media	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Radio	155	157	158	168	168	169	170	181	187	187
Télévision	18	19	19	29	29	29	21	28	32	32
Presse en ligne	4	6	23	37	47	69	80	123	153	153

Source : CSC

Tableau 2.6.02 : Évolution du nombre de médias audiovisuels fonctionnels de 2016 à 2023

Type de media	2016*	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Radio	153	157	160	162	167	167	167	167
Télévision	16	18	20	21	20	20	20	20
Presse en ligne	40	48	54	61	133	184	240	240
Total	266	274	274	284	411	472	534	427

Source : DGESS/Ministère de la culture, des arts et de la communication, annuaire statistique 2022 ; (*) : Données du CSC

Tableau 2.6.03 : Evolution du nombre de stations de radio locale détentrices d'une licence par région

Région	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	15	15	15	15	15	15	18	19	19	19
Cascades	5	5	5	5	5	5	6	8	8	8
Centre	33	33	33	36	36	36	38	39	39	39
Centre-Est	12	13	13	13	13	13	12	13	15	15
Centre-Nord	10	10	10	10	10	11	10	10	11	11
Centre-Ouest	13	13	13	15	15	15	15	16	16	16
Centre-Sud	5	5	5	5	5	5	5	6	7	7
Est	13	13	13	13	13	13	14	14	15	15
Hauts-Bassins	19	19	19	20	20	20	19	21	21	21
Nord	13	13	13	14	14	14	12	12	12	12
Plateau Central	5	5	5	6	6	6	5	5	5	5
Sahel	7	8	8	9	9	9	9	11	12	12
Sud-Ouest	5	5	6	7	7	7	7	7	7	7
Ensemble	155	157	158	168	168	169	170	181	187	187

Source : CSC

Tableau 2.6.04 : Évolution du nombre de stations de radio fonctionnelles par région de 2016 à 2023

Région	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	15	15	16	16	16	17	18	18
Cascades	6	5	5	5	5	5	5	5
Centre	33	34	34	35	38	37	32	32
Centre Est	13	11	11	12	10	9	15	15
Centre Ouest	10	15	15	15	15	15	15	15
Centre Sud	5	5	5	5	5	5	5	5
Centre-Nord	12	9	10	10	12	10	11	11
Est	12	14	14	14	15	12	14	14
Hauts-Bassin	17	17	17	17	17	20	19	19
Nord	12	12	13	13	13	12	13	13
Plateau central	4	5	5	5	5	5	5	5
Sahel	7	9	9	9	10	10	9	9
Sud-Ouest	7	6	6	6	6	6	6	6
Ensemble	153	157	160	162	167	163	167	167

Source : DGESS/Ministère de la culture, des arts et de la communication, annuaire statistique 2022 ; (*) : Données du CSC

Tableau 2.6.05 : Evolution du nombre de stations de télévision locale détentrices d'une licence par région

Région	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Cascades	1	1	1	1	1	1	0	1	1	1
Centre	11	12	12	18	18	18	18	19	20	20
Centre-Est	0	0	0	1	1	1	0	1	1	1
Centre-Nord	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2
Centre-Ouest	1	1	1	1	1	1	0	0	1	1
Centre-Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Est	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Hauts-Bassins	4	4	4	5	5	5	2	3	3	3
Nord	0	0	0	1	1	1	0	1	2	2
Plateau Central	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sahel	0	0	0	1	1	1	0	0	0	0
Sud-Ouest	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ensemble	18	19	19	29	29	29	21	28	32	32

Source : Conseil supérieur de la communication

Tableau 2.6.06 : Évolution du nombre de stations de télévision fonctionnelles par région de 2016 à 2023

Région	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	0	0	0	0	0	0	0	0
Cascades	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre	12	18	18	17	18	16	16	16
Centre Est	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre Ouest	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre Sud	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre-Nord	1	1	1	1	1	1	1	1
Est	0	0	0	0	0	0	0	0
Hauts-Bassin	2	1	2	2	1	3	2	2
Nord	0	0	0	0	0	0	0	0
Plateau central	0	0	0	0	0	0	0	0
Sahel	0	0	0	0	0	0	0	0
Sud-Ouest	1	1	1	1	0	0	1	1
Ensemble	16	21	22	21	20	20	20	20

Source : Conseil supérieur de la communication

II. Incidents de sécurité

Tableau 2.6.07 : Gestion annuelle de la sécurité des systèmes d'information entre 2016 et 2023

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'organismes audités	0	0	0	2	0	1	1	3
Nombre d'organismes bénéficiant de protection spéciale	0	0	0	2	2	7	4	4
Nombre d'organismes alertés	0	0	44	80	85	85	85	4
Nombre d'incidents rapportés	9	12	7	4	2	5	2	3
Nombre d'alertes diffusées	23	9	13	20	52	52	26	50
Marge de progression des acteurs assistés par le CIRT	15	8	4	30	40	45	307	26
Pourcentage des incidents de sécurité de l'information résolus	50	70	40	70	80	100	100	67
Pourcentage d'organismes particuliers supervisés	0	0	0	0	65	5	3	3

Source : ANSSI/SEP

Chapitre 2.7 : Evolution des indicateurs des émetteurs de monnaie électronique

Liste des tableaux

Tableau 2.7.01 : Evolution du nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile de 2016 à 2022	84
Tableau 2.7.02 : Evolution de l'acceptabilité de la monnaie électronique par les commerces et sociétés privées de 2016 à 2022	84
Tableau 2.7.03 : Evolution du taux de pénétration de la monnaie électronique	85
Tableau 2.7.04 : Evolution de l'indice synthétique d'inclusion financière	85
Tableau 2.7.05 : Evolution des comptes mobiles money de 2016 à 2022	85
Tableau 2.7.06 : Evolution des transactions et transferts de 2016 à 2022	86
Tableau 2.7.07 : Evolution du volume des types d'usage de 2016 à 2022	86
Tableau 2.7.08 : Évolution du nombre moyen d'utilisateurs de comptes de monnaie électronique par point de services	87

I. Accès aux services de la monnaie électronique

Tableau 2.7.01 : Evolution du nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile de 2016 à 2022

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre total de points de services financiers via la téléphonie mobile dans l'UEMOA	183 274	312 376	510 448	819 598	1 074 254	1 392 899	1 648 134
Nombre total de points de services financiers via la téléphonie mobile au Burkina Faso	12 730	22 292	68 382	91 677	106 797	132 849	150 249
Nombre de points de services financiers actifs via la téléphonie mobile dans l'UEMOA	100 481	193 781	323 581	458 996	606 202	902 466	1 083 571
Nombre de points de services financiers actifs via la téléphonie mobile au Burkina Faso	11 794	20 623	55 143	73 369	83 710	120 550	137 493

Source : BCEAO, rapports annuels sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA et tableau de bord de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2022.

Tableau 2.7.02 : Evolution de l'acceptabilité de la monnaie électronique par les commerces et sociétés privées de 2016 à 2022

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de commerces inscrits pour effectuer des transactions dans l'UEMOA	12 925	16 656	28 286	116 100	414 585	898 519	1 471 833
Nombre de commerces inscrits pour effectuer des transactions au Burkina Faso	5 612	4 377	4 722	3 892	8 687	40 214	40 464
Nombre de commerces actifs (ayant au moins une transaction au cours des derniers 90 jours) dans l'UEMOA	3 241	4 755	6 611	22 438	167 408	275 647	726 922
Nombre de commerces actifs (ayant au moins une transaction au cours des derniers 90 jours) au Burkina Faso	1 597	1 414	1 672	2 213	4 624	33 437	35 636
Nombre de commerçants acceptant les paiements mobiles via le TPE dans l'UEMOA	134	302	4 335	5 568	6 644	4 973	4 889
Nombre de commerçants acceptant les paiements mobiles via le TPE au Burkina Faso	16	17	19	190	354	491	678
Nombre de sociétés privées inscrites pour accepter des transactions via la téléphonie mobile (paiement de factures, eau, électricité, éducation, transport, abonnement TV, etc) dans l'UEMOA	ND	ND	3 335	2 128	2 275	2 712	2 081
Nombre de sociétés privées inscrites pour accepter des transactions via la téléphonie mobile (paiement de factures, eau, électricité, éducation, transport, abonnement TV, etc) au Burkina Faso	ND	ND	3	11	35	32	647

Source : BCEAO, rapports annuels sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA et tableau de bord de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2022.

Tableau 2.7.03 : Evolution du taux de pénétration de la monnaie électronique

Indicateur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux de pénétration géographique des services de monnaie électronique au Burkina (pour 1000km ²)	43,1	59,2	46,5	158,0	249,6	443,3	389,8	484,9	ND
Taux de pénétration géographique des services de monnaie électronique dans l'UEMOA (pour 1000km ²)	34,8	50,6	47,0	72,6	107,2	201,6	234,4	303,3	ND
Taux de pénétration démographique des services de monnaie électronique au Burkina (pour 10 000 habitants*)	12,6	16,8	12,7	41,7	63,5	108,8	92,3	110,7	ND
Taux de pénétration démographique des services de monnaie électronique dans l'UEMOA (pour 10 000 habitants)	20,3	28,8	25,9	38,6	55,0	99,7	111,4	139,0	ND

Source : BCEAO, évolution des indicateurs de suivi de l'inclusion financière dans l'UEMOA à fin décembre 2022

* Population de 15 ans et plus

Tableau 2.7.04 : Evolution de l'indice synthétique d'inclusion financière

Indicateur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Indice synthétique d'inclusion financière dans l'UEMOA	0,30	0,33	0,33	0,38	0,44	0,50	0,52	0,56	0,59
Indice synthétique d'inclusion financière au Burkina Faso	0,26	0,28	0,29	0,43	0,53	0,59	0,59	0,63	0,61

Source : BCEAO, évolution des indicateurs de suivi de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2022

Tableau 2.7.05 : Evolution des comptes mobiles money de 2016 à 2022

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre total de comptes de monnaie électronique ouverts dans l'UEMOA	36 462 265	50 494 200	62 962 331	76 963 237	94 226 056	131 006 798	157 465 685
Nombre total de comptes de monnaie électronique actifs dans l'UEMOA	12 614 869	18 556 081	23 780 513	33 586 866	42 803 234	57 364 445	65 469 887
Nombre total de comptes de monnaie électronique ouverts au Burkina Faso	4 126 128	6 965 729	9 582 115	11 795 896	15 270 145	17 927 572	18 944 048
Nombre total de comptes de monnaie électronique actifs au Burkina Faso	1 183 950	3 628 157	5 771 847	7 377 347	9 016 678	12 529 927	13 330 759

Source : BCEAO, rapports annuels sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA et tableau de bord de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2022.

Tableau 2.7.06 : Evolution des transactions et transferts de 2016 à 2022

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Volume total des transactions dans l'UEMOA (en milliers)	735 295	1 254 465	1 907 725	2 632 069	3 497 284	5 146 454	7 106 303
Volume total des transactions au Burkina Faso (en milliers)	137 361	351 604	496 137	770 384	1 035 980	1 277 795	1 532 869
Valeur totale des transactions dans l'UEMOA (en milliard de FCFA)	11 501	16 943	23 534	28 738	41 455	63 895	96 133
Valeur totale des transactions au Burkina Faso (en milliard de FCFA)	2 415	3 933	4 672	5 545	7 432	9 397	13 365
Volume moyen journalier des transactions dans l'UEMOA (en milliers)	2 042	3 485	5 299	7 311	9 715	14 296	19 740
Volume moyen journalier des transactions au Burkina Faso (en milliers)	382	977	1 378	2 140	2 878	3 549	4 258
Volume des transferts transfrontaliers intra UEMOA (en milliers)	8 564	15 067	20 684	26 699	31 685	43 770	64 752
Valeur des transferts transfrontaliers intra UEMOA (en millions)	484 894	780 626	994 319	1 285 737	1 713 141	2 375 330	3 468 067
Volume des transferts transfrontaliers intra UEMOA du Burkina Faso (en milliers)	2 134	4 196	5 740	6 848	7 560	10 034	14 909
Valeur des transferts transfrontaliers intra UEMOA du Burkina Faso (en millions)	129 299	258 781	328 623	418 095	577 505	730 941	949 165
Volume des transferts hors UEMOA (en reception) de l'UEMOA (en milliers)	nd	nd	nd	nd	480	1 575	8 523
Valeur des transferts hors UEMOA (en reception) de l'UEMOA (en millions)	nd	nd	nd	nd	27 484	114 661	536 776
Volume des transferts hors UEMOA (en reception) du Burkina Faso (en milliers)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	93
Valeur des transferts hors UEMOA (en reception) du Burkina Faso (en millions)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	6 161
Volume des transferts transfrontaliers intra-UEMOA émis à partir du Burkina Faso (En milliers)	108	476	857	nd	nd	nd	ND
Valeur des transferts transfrontaliers intra-UEMOA émis à partir du Burkina Faso (En millions de FCFA)	7 401	29 685	46 523	nd	nd	nd	ND
Volume des transferts transfrontaliers reçus des pays de l'UEMOA par le Burkina Faso (En milliers)	2 026	3 720	4 883	nd	nd	nd	ND
Valeur des transferts transfrontaliers reçus des pays de l'UEMOA par le Burkina Faso (En millions de FCFA)	121 898	229 096	282 100	nd	nd	nd	ND

Source : BCEAO, rapports annuels sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA et tableau de bord de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2022.

Tableau 2.7.07 : Evolution du volume des types d'usage de 2016 à 2022

Type d'usage	2016	2017	2 018	2 019	2020	2021	2022
Rechargement de compte mobile money au Burkina Faso	18 989 542	38 104 371	62 195 201	70 494 566	114 114 342	143 057 616	178 276 877
Retraits cash au Burkina Faso	28 413 403	44 573 413	57 740 839	64 804 299	83 659 824	104 979 022	169 256 084
Rechargements téléphoniques au Burkina Faso (Achats de recharge de crédit téléphonique)	28 735 022	137 896 947	315 383 902	343 969 757	734 709 754	896 277 319	950 301 585
Transferts de personne à personne au Burkina Faso (strictement)	21 538 013	41 391 227	48 419 967	49 904 552	68 163 869	88 029 564	159 774 563
Paiements de facture au Burkina Faso	395 327	1 222 779	2 030 655	7 410 879	ND	ND	ND

Type d'usage	2016	2017	2 018	2 019	2020	2021	2022
Paievements marchands au Burkina Faso	362 345	633 966	1 865 852	3 056 925	ND	ND	ND
Paievements de salaires au Burkina Faso	1 491 605	1 846 718	2 605 576	2 384 367	ND	ND	ND
Transaction avec les administrations publiques au Burkina Faso	ND	ND	ND	109 544	ND	ND	ND

Source : BCEAO, rapports annuels sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA et tableau de bord de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2022.

Tableau 2.7.08 : Évolution du nombre moyen d'utilisateurs de comptes de monnaie électronique par point de services

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Benin	356	242	208	160	123	106	89	89	ND
Burkina Faso	105	136	325	312	140	128	143	135	ND
Cote d'Ivoire	483	307	320	195	160	128	97	134	ND
Guinée Bissau	ND	283	747	211	195	96	118	114	ND
Mali	212	116	157	147	109	47	43	45	ND
Niger	64	61	95	104	114	151	398	229	ND
Sénégal	110	105	112	80	58	39	55	56	ND
Togo	201	346	409	214	286	274	183	167	ND
UEMOA	220	155	199	161	123	94	88	94	ND

Source : BCEAO 2021, rapport annuel sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA.

Chapitre 2.8 : Services postaux et financiers

Liste des tableaux

Tableau 2.8.01 : Evolution du volume des colis postaux internationaux	89
Tableau 2.8.02 : Evolution du volume du courrier	89
Tableau 2.8.03 : Evolution du nombre de comptes CNE et CCP	89
Tableau 2.8.04 : Evolution du nombre de mandats physiques ordinaires	89
Tableau 2.8.05 : Evolution du nombre de transferts de fonds	90
Tableau 2.8.06 : Evolution du nombre d'agences postales interconnectées au réseau informatique	90
Tableau 2.8.07 : Evolution du nombre de Boites Postales (BP)	90
Tableau 2.8.08 : Délai moyen d'acheminement et de distribution des envois postaux	90
Tableau 2.8.09 : Evolution de la couverture géographique des agences postales par région	91
Tableau 2.8.10 : Répartition spatiale des agences par région postale en 2023	91
Tableau 2.8.11 : Répartition des agences par type de communes et par régions en 2023	91
Tableau 2.8.12 : Taux de couverture par type de commune et par région en agences postales en 2023 (en %)	92
Tableau 2.8.13 : Répartition des agences postales par population de 100 000 habitants en 2023	92
Tableau 2.8.14 : Situation de la transformation digitale de la POSTE BF de 2016 à 2023	93

I. Service courriers et colis

Tableau 2.8.01 : Evolution du volume des colis postaux internationaux

Type de colis	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Colis déposés et expédiés	8 184	5 231	5 458	6 025	6 888	8 055	8 823	13 103	13 495	13 310
Colis reçus et distribués	7 518	8 063	7 462	7 549	6 036	5 975	5 845	4 724	2 146	1 096
Ensemble de Colis postaux traités	15 702	13 294	12 920	13 574	12 924	14 030	14 668	17 827	15 641	14 406

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique.

Tableau 2.8.02 : Evolution du volume du courrier

Type de courrier	2014	2015	2016	2017	2018
Courrier traité au niveau national	4 288 216	3 630 016	2 685 607	3 779 954	2 798 745
Courrier traité à l'international	463 063	407 793	199 777	461 437	1 458 881
Ensemble	4 751 279	4 037 809	2 885 384	4 241 391	4 257 626

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique.

Tableau 2.8.02 : Evolution du volume courrier (suite et fin)

Type de courrier	2019	2020	2021	2022	2023
Courrier traité au niveau national	2 207 087	2 053 536	2 073 520	1 920 865	1 449 487
Courrier traité à l'international	2 237 656	1 757 432	1 523 902	1 650 865	1 597 561
Ensemble	4 444 743	3 810 968	3 597 422	3 571 730	3 047 048

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique.

II. Services financiers de LA POSTE BF

Tableau 2.8.03 : Evolution du nombre de comptes CNE et CCP

Type de compte	2014	2015	2016	2017	2018
Comptes CNE	500 775	438 927	575 764	528 600	647 238
Comptes CCP	4 636	5 047	5 601	5 773	6 135

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique.

Tableau 2.8.03 : Evolution du nombre de comptes CNE et CCP (suite et fin)

Type de compte	2019	2020	2021	2022	2023
Comptes CNE	679 488	718 481	799 788	804 204	842 736
Comptes CCP	4 933	4 687	5 407	6 109	7 373

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique.

Tableau 2.8.04 : Evolution du nombre de mandats physiques ordinaires

Type de mandat	2014	2015	2016	2017	2018
Mandats ordinaires émis	177 653	72 595	46 526	46 288	45 778
Mandats ordinaires payés	149 235	43 010	58 786	9 759	40 732
Mandats ordinaires traités (ensemble)	326 888	115 605	105 312	56 047	86 510

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique.

Tableau 2.8.04 : Evolution du nombre de mandats physiques (suite et fin)

Type de mandat	2019	2020	2021	2022	2023
Mandats ordinaires émis	43 198	75 027	88 447	90 546	77 845
Mandats ordinaires payés	5 807	2 732	2 103	2 279	2 144
Mandats ordinaires traités (ensemble)	49 005	77 759	90 550	92 825	79 989

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique.

Tableau 2.8.05 : Evolution du nombre de transferts de fonds

Type de transfert	2014	2015	2016	2017	2018
Transfert d'argent électroniques postaux émis	141 112	37 698	10 814	6 134	3 098
Transfert de fonds de partenariat émis	50 092	45 051	37 370	24 293	23 302
Transfert d'argent électroniques postaux payés	146 660	43 010	14 817	5 605	5 300
Transfert de fonds de partenariat payés	630 286	614 483	405 366	229 944	172 816

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique.

Tableau 2.8.05 : Evolution du nombre de transferts de fonds (suite et fin)

Type de transfert	2019	2020	2021	2022	2023
Transfert d'argent électroniques postaux émis	2 126	2 075	1 172	817	1 111
Transfert de fonds de partenariat émis	22 194	18 828	15 069	10 004	9 208
Transfert d'argent électroniques postaux payés	4 581	4 113	15 152	11 452	8 872
Transfert de fonds de partenariat payés	99 792	114 373	127 133	102 482	75 248

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique.

Tableau 2.8.06 : Evolution du nombre d'agences postales interconnectées au réseau informatique

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Agences interconnectées par an	10	10	10	10	4	0	1	6
Total des agences interconnectées au réseau	82	92	102	112	116	116	117	123

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique.

Tableau 2.8.07 : Evolution du nombre de Boîtes Postales (BP)

Type de BP	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
BP physiques	35 302	36 046	36 321	36 546	36 673	36 646	37 860	38 164	37 665	38 310
BP physiques louées	23 276	23 136	23 739	22 994	22 723	22 452	22 495	21 221	20 529	17 935
BP virtuelles (SMART BP)	NA	NA	NA	NA	NA	57 002	57 002	57 002	57 002	57 002
BP virtuelles louées	NA	NA	NA	NA	NA	498	533	1073	755	2 283

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique.

Tableau 2.8.08 : Délai moyen d'acheminement et de distribution des envois postaux

Type d'envoi	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Intra urbain	J+0	J+0	J+0	J+0	J+0	J+0	J+0	J+0	J+0	J+0
Envois internationaux entrants	J+5	J+5	J+5	J+5	J+5	J+5	J+5	J+5	J+5	J+5
Inter régions (national)	J+6	J+6	J+6	J+6	J+6	J+6	J+6	J+6	J+6	J+6
Autres localités	J+4	J+4	J+4	J+4	J+4	J+4	J+4	J+4	J+4	J+4

Source : LA POSTE-BF, Rapports d'activités de la Direction des Produits, Colis et Courriers.

III. Couverture géographique

Tableau 2.8.09 : Evolution de la couverture géographique des agences postales par région

Région	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	13	13	13	13	13	13	15	15	15	15
Cascades	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Centre	23	24	24	24	24	24	24	24	25	26
Centre-Est	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
Centre-Nord	6	6	7	7	7	7	7	7	7	7
Centre-Ouest	6	6	6	7	7	7	7	7	7	9
Centre-Sud	4	4	4	4	4	4	5	5	5	5
Est	6	7	8	8	8	8	8	8	8	8
Hauts-Bassins	12	12	12	13	13	13	13	13	13	14
Nord	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7
Plateau Central	3	3	3	3	4	4	4	4	4	5
Sahel	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Sud-Ouest	6	6	6	6	7	7	7	7	7	8
Ensemble	106	108	110	112	114	114	117	117	118	124

Source : LA POSTE-BF, Rapports d'activités du Département Etudes, Stratégies et Innovation.

Tableau 2.8.10 : Répartition spatiale des agences par région postale en 2023

Région postale	Nombre de communes	Type de communes		Communes dotées d'agences		Proportion de couverture (%)		Nombre total d'agences	Taux de couverture des agences
		Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale		
Centre	98	17	81	17	10	100,0	12,3	27	27,6
Grand Ouaga	27	3	24	3	6	100,0	25,0	31	114,8
Ouest	99	10	89	10	15	100,0	16,9	31	31,3
Nord	63	8	55	8	9	100,0	16,4	18	28,6
Est	64	11	53	11	6	100,0	11,3	17	26,6
Ensemble	351	49	302	49	46	100,00	15,2	124	35,3

Source : LA POSTE-BF ; Rapports d'activités du Département Etudes, Stratégies et Innovation.

Tableau 2.8.11 : Répartition des agences par type de communes et par régions en 2023

Région	Nombre de communes BF	Type de communes BF		Communes dotées d'agences		Nombre d'agences supplémentaires par région	Nombre total d'agences
		Urbaines	Rurales	Urbaines	Rurales		
Boucle du Mouhoun	47	6	41	6	9		15
Cascades	17	3	14	3	2		5
Centre	7	1	6	1	3	22	26
Centre-Est	31	6	25	6	4		10
Centre-Nord	28	3	25	3	4		7
Centre-Ouest	39	4	35	4	5		9
Centre-Sud	19	3	16	3	2		5
Est	27	5	22	5	3		8
Haut-Bassins	34	3	31	3	5	6	14
Nord	27	4	23	3	3	1	7
Plateau Central	20	3	17	3	2		5
Sahel	27	4	23	4	1		5
Sud-Ouest	28	4	24	5	3		8
Ensemble	351	49	302	49	46	29	124

Source : LA POSTE-BF ; Rapports d'activités du Département Etudes, Stratégies et Innovation.

Tableau 2.8.12 : Taux de couverture par type de commune et par région en agences postales en 2023 (en %)

Région	Urbaine	Rurale	Ensemble
Boucle du Mouhoun	100,00	12,50	26,32
Cascades	100,00	8,82	18,42
Centre	2400,00	100,00	428,57
Centre-Est	100,00	5,88	20,00
Centre-Nord	100,00	4,55	19,23
Centre-Ouest	100,00	16,00	25,00
Centre-Sud	100,00	14,29	29,41
Est	100,00	16,67	24,24
Haut-Bassins	225,00	12,50	42,86
Nord	116,67	24,39	36,17
Plateau Central	100,00	7,41	19,35
Sahel	100,00	16,67	33,33
Sud-Ouest	100,00	13,64	29,63
Ensemble	159,18	15,23	35,33

Source : DGESS/MTDPCE à partir des données des Rapports d'activités du Département Etudes, Stratégies et Innovation/ LA POSTE-BF

Tableau 2.8.13 : Répartition des agences postales par population de 100 000 habitants en 2023

Localité	Population (2023) *	Nombre d'agences réglementaires	Agences Poste BF	Ecart
Ouagadougou (ville)	2 771 304	28	24	-4
Bobo-Dioulasso	1 113 903	11	7	-4
Saaba	351 700	4	1	-3
Koudougou	238 534	2	1	-1
Kaya	232 904	2	1	-1
Ouahigouya	221 077	2	2	0
Fada N'Gourma	209 840	2	1	-1
Dori	200 690	2	1	-1
Banfora	176 222	2	1	-1
Solenzo	172 830	2	1	-1
Tenkodogo	172 376	2	1	-1
Komsilga	162 992	2	0	-2
Sidéradougou	162 003	2	1	-1
Pissila	161 668	2	1	-1
Bilanga	155 450	2	0	-2
Houndé	150 628	2	1	-1
Bogandé	143 048	1	1	0
Mani	139 159	1	1	0
Dédougou	136 428	1	1	0
Boudry	135 334	1	0	-1
Pouytenga	133 135	1	1	0
Karangasso-Vigué	133 132	1	1	0
Zabre	130 428	1	1	0
Gourcy	129 792	1	1	0

Localité	Population (2023) *	Nombre d'agences réglementaires	Agences Poste BF	Ecart
Tougouri	128 151	1	0	-1
Yako	128 014	1	1	0
Boulsa	123 914	1	1	0
Kantchari	123 398	1	1	0
Bourzanga	117 165	1	1	0
Partiaga	116 090	1	0	-1
Titao	115 810	1	1	0
Boussouma	115 066	1	0	-1
Bittou	113 651	1	1	0
Seguenega	109 052	1	1	0
Logobou	108 602	1	0	-1
Barsalogho	108 046	1	1	0
Arbinda	106 087	1	1	0
Soudougui	103 785	1	0	-1
Koupela	101 193	1	1	0
Ensemble	9 452 601	95	61	-34

Source : LA POSTE-BF, Rapports d'activités du Département Etudes, Stratégies et Innovation ;

(*) : INSD, Projection de population 2020-2023

Tableau 2.8.14 : Situation de la transformation digitale de la POSTE BF de 2016 à 2023

Catégorie de produit et service	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Produits digitaux (Fasoranana)	NA	NA	NA	1	1	1	1	1
Produits monétiques	1	1	1	1	2	2	2	2
Services en ligne	2	2	4	5	5	5	5	5
Services postaux numériques	NA	NA	1	2	2	2	2	2
Ensemble	2	2	5	9	10	10	10	10

Source : LA POSTE-BF, Rapports d'activités du Département Etudes, Stratégies et Innovation

ANNEXES

Annexe 1 : Référentiels juridiques et institutionnels	II
Annexe 2 : Stratégies et référentiels en matière d'économie numérique et de poste.....	V
Annexe 3 : Quelques dates clés du secteur de l'économie numérique et des postes.....	V
Annexe 4 : Équipe de rédaction	VI



Annexe 1 : Référentiels juridiques et institutionnels

N°	Année	Textes
1	2006	Directive N°01/2006/CM/UEMOA-Harmonisation des politiques de contrôle et de régulation du secteur des télécommunications du 23/3/2006
2	2006	Directive N°03/2006/CM/UEMOA-Interconnexion des réseaux et services de télécommunications du 23/3/2006
3	2006	Directive N°04/2006/CM/UEMOA-Service universel et obligations de performance du réseau du 23/3/2006
4	2006	Directive N°05/2006/CM/UEMOA-Harmonisation de la tarification des services de télécommunications du 23/3/2006
5	2006	Directive N°06/2006/CM/UEMOA-Cadre général de coopération entre les autorités nationales de régulation en matière de télécommunications du 23/3/2006
6	2008	La loi N°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso
7	2008	Décret N°2008-882/PRES du 31/12/2008 promulguant la loi N°061-2008/AN du 27/11/2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso
8	2008	Décret N° 2008-882/PRES du 31/12/2008 promulguant la loi N° 061 -2008/AN du 27/11/2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso
9	2009	Décret N°2009-824/PRES du 29/12/2009 promulguant la loi n°045-2009/AN du 10/11/2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso
10	2009	Décret N°2009-824/PRES du 29/12/2009 promulguant la loi n°045-2009/AN du 10/11/2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso
11	2009	Décret N°2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25/05/2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'autorité de régulation des communications électroniques (ARCE)
12	2010	Loi n°011-2010/AN du 30 mars 2010 portant réglementation de la gestion des noms de domaine sous le domaine de premier niveau .bf
13	2010	Loi N°027-2010/AN du 25 mai 2010 portant modification de de la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008
14	2010	Décret n°2010-130/PRES/PM/MPTIC/MEF du 20 mai 2010 portant fixation des indemnités de session des membres du Conseil de régulation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et rémunération du Président
15	2010	Décret N°2010-191/PRES promulguant la loi N° 011-2010/AN du 30/03/2010 portant réglementation de la gestion des noms de domaine sous les domaines de premier niveau.bf
16	2010	Décret N°2010-246/PRES/PM/MPTIC/MEF du 20/05/2010 portant fixation des taux et modalités de recouvrement des redevances, contributions et frais institués au profit de l'autorité de régulation des communications électroniques
17	2010	Décret N°2010-451/ PRES/PM/MPTIC/MEF/MCPEA du 12/08/2010 portant définition des conditions générales d'interconnexion des réseaux et services de communications électroniques et d'accès à ces réseaux et services
18	2010	Décret N°2010-215/ PRES/PM/ MEF/MPTIC du 30/04/2010 portant fixation des modalités d'acquisition de recouvrement des redevances, contribution de licences d'établissement et d'exploitation des réseaux de téléphonie fixe, et mobile et d'internet
19	2010	Décret N°2010-245/ PRES/PM/MPTIC/MEF du 20/05/2010 portant définition des procédures et des conditions attachées aux régimes des licences individuelles, autorisations générales et déclarations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux et services de communications électroniques
20	2010	Décret N°2010-246/ PRES/PM/MPTIC/MEF du 20/05/2010 portant fixation des taux et modalités de recouvrement des redevances, contribution et frais institués au profit de l'autorité de régulation des communications électroniques
21	2010	Loi N° 028 - 2010/AN du 25 mai 2010 portant réglementation générale des activités postales au Burkina Faso
22	2010	Loi N°027-2010/AN du 25 mai 2010 portant modification de la loi N° 061- 2008 /AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et des services de communications électroniques au Burkina Faso
23	2011	Arrêté N°2011-0011/PRES/PM/DIEE du 07/09/2011 portant création, composition, attributions et fonctionnement de la commission technique de la transition de la radiodiffusion analogique à la radiodiffusion numérique
24	2011	Décret N°2011-090/PRES/PM/MPTIC du 28/02/2011 portant création, composition, attributions et fonctionnement d'un comité de pilotage de la transition de la radiodiffusion analogique à la radiodiffusion numérique
25	2011	Décret n°2011-91/PRES/PM/MPTIC/MEF du 28 février 2011 portant définition des procédures de gestion du plan de numérotation
26	2011	Décret N°2011-093/PRES/PM/MPTIC/MEF du 28/02/2011 portant définition des modalités de mise en œuvre de l'accès et du service universel des communications électroniques et des modalités de gestion du fonds pour l'accès et le service universel des communications électroniques

N°	Année	Textes
27	2011	Décret N°2011-888/PRES/PM/MTPEN/MEF du 11/11/2011 portant approbation du cahier des charges types des opérateurs postaux autorisés
28	2011	Décret N°2011-758/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18/10/2011 portant concession d'exploitation du service postal universel à l'opérateur désigné
29	2011	Décret N° 2011-761/PRES/PM/MTPEN/MEF du 15/10/2011 portant fixation du montant du droit d'entrée pour l'obtention des autorisations d'exploitation des services postaux réservés
30	2011	Décret N°2011-759/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18/10/2011 portant modalités de délivrance des autorisations, détermination des redevances et gestion du fonds de compensation du service postal universel
31	2011	Décret N° 2011-760/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18/10/2011 portant limites de poids et des tarifs des prestations relevant des services postaux réservés
32	2011	Décret N°2011-762/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18/10/2011 portant fixation des normes de couvertures territoriale, de qualité de service et d'encadrement tarifaire du service postal universel
33	2011	Décret N°2011-094/PRES/PM/MPTIC/MEF du 28/02/2011 portant modalités d'établissement et de contrôle des tarifs des services de communications électroniques
34	2011	Décret N°2011-655/PRES/PM/MTPEN/MEF du 19/09/2011 portant modification du décret n°2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25/05/2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'autorité de régulation des communications électroniques (ARCE)
35	2011	Décret N°2011-092/ PRES/PM/MPTIC/MEF du 28/02/2011 portant définition des procédures applicables à la gestion du spectre des fréquences radioélectriques
36	2012	Décret N°2012-1040/PRES/PM/MTPEN/MEF du 31/12/2012 portant modification de l'article 2 du décret n°2011-761/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18/10/2011 portant fixation du montant du droit d'entrée pour l'obtention des autorisations d'exploitation des services postaux non réservés
37	2012	Décret N°2012-1007/PRES/PM/MTPEN/MJ/MEF du 20/12/2012 portant définition du cadre juridique et institutionnel de la certification électronique et des modalités d'exercice des compétences de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes en matière d'accréditation
38	2012	Décret N°2012-964/ PRES/PM/MTPEN/MJ/MEF/MFPTSS/MICA du 13/12/2012 portant sur les échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives elles-mêmes
39	2012	Décret N° 2012-965/ PRES/PM/MTPEN/MJ/MDHPC du 13/12/2012 portant définition des données d'identification à conserver et des modalités de leur conservation en matière de transactions électroniques
40	2012	Décret N°2012-1007/PRES/PM/MTPEN/MJ/MEF du 20/12/2012 portant définition du cadre juridique et institutionnel de la certification électronique et des modalités d'exercice des compétences de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes en matière d'accréditation
41	2012	Décret N°2012-1037/PRES/PM/ MEF/MTPEN du 31/12/2012 portant modification du décret n°2010-246/ PRES/PM/MPTIC/MEF du 20/05/2010 portant fixation des taux et modalités de recouvrement des redevances, contribution des frais institués au profit de l'autorité de régulation des communications électroniques
42	2012	Décret N°2012-181/ PRES/PM/ MEF/MTPEN du 13/03/2012 portant fixation des conditions d'attribution des licences de troisième génération (3g) aux opérateurs existants
43	2013	Décret N°2013-494/PRES du 24/06/2013 promulguant la loi N°022-2013/AN du 28/05/2013 portant réglementation de la radiodiffusion sonore et télévisuelle numérique de terre au Burkina Faso
44	2013	Décret N°2013-573/PRES/PM/MICA/MC/MDENP/MEF du 09/07/2013 portant création de la Société burkinabè de télédiffusion (SBT)
45	2013	Décret N° 2013- 631 /PRES/PM/MICA/MC/MDENP/MEF du 23/07/2013 portant approbation des statuts de la Société burkinabè de télédiffusion (SBT).
46	2013	Décret N°2013- 682 / PRES/PM/MC/MDENP/MEF du 02/08/2013 portant fixation des normes relatives aux standards de production, de diffusion et de compression audiovisuelles.
47	2013	Décret N°2013-681/ PRES/PM/MC/MDENP du 02/08/2013 portant fixation des règles générales applicables à l'autorisation et au cahier des charges annexé à l'autorisation des services de communication audiovisuelle.
48	2013	Décret N°2013-147/ PRES/PM/MDENP/MEF/MICA/MC du 21/03/2013 portant définition des obligations des utilisateurs de fréquences radioélectriques exemptes du paiement des frais de redevances ou bénéficiant d'une réduction de leur montant.
49	2013	Décret N°2013-452/ PRES/PM/MDENP/MEF du 07/06/2013 portant approbation du plan national d'attribution des bandes de fréquences radioélectriques
50	2013	Décret N°2013-148/PRES/PM/MDENP/MEF/MATS/MIDT du 21/03/2013 portant définition des conditions d'occupation du domaine public routier par les exploitants de réseaux de communications électroniques ouverts au public
51	2014	Règlement N°02/CM/UEMOA du 27/03/2014 relatif aux normes de compression et de diffusion pour la télévision numérique terrestre dans l'espace UEMOA
52	2014	Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel du 27/06/2014

N°	Année	Textes
53	2015	Directive n°01/2015/CM/UEMOA du 30/03/2015 portant harmonisation du cadre réglementaire de la télévision numérique terrestre dans l'espace UEMOA
54	2017	Arrêté conjoint n°2017-403/MCIA/MDENP/MCRP/MINEFID du 02 novembre 2017 portant modalités de délivrance, de renouvellement et de retrait de l'autorisation d'importer les décodeurs de télévision numérique de Terre au Burkina Faso
55	2017	Décret N°2017-0492/PRES/PM/MDENP/MCIA/MCRP/MINEFID du 14/06/2017 portant définition des spécifications techniques minimales des récepteurs destinés à être utilisés pour la télévision numérique de terre (TNT)
56	2018	Décret N°2018-1211/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 31 décembre 2018 portant définition des conditions d'attribution des licences individuelles technologiquement neutres pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et services de communications électroniques aux opérateurs de téléphonie établis au Burkina Faso
57	2018	Décret N°2018-1233/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 31 décembre 2018 portant modification du décret N°2010-245/PRES/PM/MPTIC/MEF du 20 mai 2010 portant définition des procédures et des conditions attachées aux régimes des licences individuelles, autorisations générales et déclarations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux et services de communications électroniques
58	2018	Décret N°2018-1270/PRES/PM/MDENP/MSECU du 31 décembre 2018 portant modalités d'identification des abonnés aux services de communications électroniques et des clients des cybercafés
59	2019	Arrêté N°2019-0002/MDENP/CAB du 15 janvier 2019 portant attribution d'une licence individuelle technologiquement neutre pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et services de communications électroniques ouverts au public
60	2019	Décret N°2019-0155/PRES/PM/MDENP/MINEFID/MCIA du 22 février 2019 portant changement de dénomination de la Société Nationale des Postes (SONAPOST)
61	2019	Loi N°009-2019/AN du 23 avril 2019 portant modification de la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008
62	2019	Décret N°2019-0336/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 24 avril 2019 portant modification du décret n°2018-1211/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 31 décembre 2018 portant définition des conditions d'attribution des licences individuelles technologiquement neutres pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et services de communications électroniques aux opérateurs de téléphonie établis au Burkina Faso
63	2019	Décret N°2019-521/PRES promulguant la loi N°09-2019/AN du 23 avril 2019 portant modification de la loi N°61-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso
64	2019	Arrêté N°2019-0002/MDENP/CAB du 15 janvier 2019 portant attribution d'une licence individuelle technologiquement neutre pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et services de communications électroniques ouverts au public
65	2019	Décret n°2019-0837-PRES/PM/MDENP/MINEFID du 07 août 2019 portant adoption du Schéma directeur d'aménagement numérique (SDAN)
66	2019	Décret N°2019-521/PRES promulguant la loi N° 009-2019/AN du 23 avril 2019 portant modification de la loi N°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso
67	2019	Décret N°2019-1233/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 31 décembre 2018 portant modification du décret N°2010-245/PRES/PM/MPTIC/MEF du 20 mai 2010 portant définition des procédures et des conditions attachées aux régimes des licences individuelles, autorisations générales et déclarations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux et services de communications électroniques
68	2020	Arrêté N° 2020-036/MDENP/CAB du 27 mai 2020 portant fixation du nombre de licences pour l'établissement et l'exploitation de réseaux de communications électroniques ouverts au public en vue de la fourniture de services d'accès à Internet par Boucle Locale Radio (BLR) au Burkina Faso
69	2020	Arrêté n°2020-000083/MDENP/CAB du 07 octobre 2020 portant fixation du montant des redevances annuelles pour la fourniture des services de confiance ou l'utilisation des systèmes des services de confiance
70	2020	Décret n°2020-0562/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 30 juin 2020 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
71	2020	Décret N°2020-0536/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 30 juin 2020 portant définition des modalités d'utilisation du Fonds d'appui à la mise œuvre des mesures exceptionnelles dans secteur des communications électroniques
72	2021	2021 loi N°001-2021/AN du 30/03/2021 portant protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel
73	2021	Décret N°2021-0276/PRES du 20 avril 2021 promulguant la loi N°001-2021/AN du 30/03/2021 portant protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel
74	2021	Décret N°2021-1245/PRES/PM/MINEFID/MENPTD du 29 novembre 2021 portant adoption du référentiel général pour le déploiement des infrastructures de communications électroniques en fibre optique (RGD-FO) AU BURKINA FASO

N°	Année	Textes
75	2021	Décret n°2021-1376/PRES/PM/ du 31 décembre 2021 portant modalités de prise en compte des besoins des réseaux de communications électroniques en fibre optique lors de la réalisation des autres infrastructures d'utilité publique
76	2022	Décret n°2022-0095/PRES-TRANS/PM/MTDPCE du 27 avril 2022, portant définition des conditions et modalités générales de partage des infrastructures de communications électroniques
77	2023	Décret n°2023-1721/PRES-TRANS/PM/MTDPCE/MATDS du 15 décembre 2023 portant modalités d'identification des abonnés aux services de communication électroniques et des clients des cybercafés
78	2023	Décret n°2023-1865/PRES-TRANS/PM/MTDPCE/MEFP du 29 décembre 2023 portant définition des modalités de mise en œuvre de l'accès et du service universels des communications électroniques et des modalités de gestion du Fonds pour l'accès et le service universels des communications électroniques
79	2024	Décret n°2024-0419/PRES-TRANS/PM/MTPDCE/MATDS/MEFP/MJDHRI du 12 avril 2024 portant définition des obligations des opérateurs de services de communications électroniques en matière de conservation des données de trafic et de localisation

Annexe 2 : Stratégies et référentiels en matière d'économie numérique et de poste

N°	Intitulé du référentiel	Acte d'adoption
1.	Stratégie Nationale de Développement de l'Economie Numérique (SN@DEN)	Décret N°2018-450 /PRES/PM/PDENP/MINEFID du 06 juin 2018
2.	Référentiel Général d'Interopérabilité (RGI)	Arrêté N° 2018-026 /PM/SG du 23 mai 2018
3.	Référentiel Général de Sécurité du Burkina Faso (RGS)	Arrêté N°2019-023/PM/SG du 23 septembre 2019
4.	Stratégie Nationale de Développement de l'Accès et du Service Universels des Communications Électroniques	Décret N°2017-0882/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 19 septembre 2017
5.	Schéma Directeur d'Aménagement Numérique	Décret N°2019- 0837-PRES/PM/MDENP/MINEFID du 07 août 2019
6.	Stratégie Nationale de développement postal (SNDP)	Arrêté N°2019-00016/MDENP/CAB du 29 avril 2019
7.	Plan Stratégique d'Opérationnalisation du Service Postal Universel 2020-2024	Référence (à compléter)
8.	Référentiel Général d'Interopérabilité	Arrêté N° 2018-026 /PM/SG du 23 mai 2018
9.	Référentiel de Management de la Qualité (RMQ)	Arrêté N° 2018-35 /PM/SG du 31 Juillet 2018
10.	Stratégie Nationale de Cybersécurité du Burkina Faso	Arrêté N°2019-034/PM/CAB du 31 décembre 2019
11.	Stratégie Nationale de Promotion des Logiciels Libres et de l'Open Sources	Arrêté N°2020-000076/MDENP/SG/DGTIC portant adoption de la stratégie nationale de promotion des logiciels libres du 11 septembre 2020
12.	Cadre commun d'urbanisation des systèmes d'information	Arrêté N°2021 – 006/PM/CAB portant adoption du Référentiel d'Urbanisation des Systèmes d'Information de l'Etat burkinabè du 23 février 2021
13.	Référentiel de câblage informatique	En cours
14.	Programme e-Gov	En cours

Annexe 3 : Quelques dates clés du secteur de l'économie numérique et des postes

Année	Intitulés
1919-1932	: les services des postes, téléphones et télégraphes étaient exploités en régie sous la responsabilité du fermier Lazare Pathin
1932-1946	: Les services postaux sont morcelés et rattachés à la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger
1947	: la création des postes voltaïques
1957	: la poste de Haute Volta devient membre de l'Office Fédéral des Postes et Télécommunications avec pour siège Dakar, sous la direction de l'office Fédéral de l'Afrique Occidentale Française
1959	: Création de l'école des postes et télécommunications comme cadre de formation
1960	: l'Office Fédéral est éclaté, la haute Volta crée ses propres services de postes et télécommunication rattachés à la fonction publique
1968	: Installation en Haute Volta de l'office des postes et télécommunications
1970	: Création du Centre National de Traitement de l'Information (CENATRIN)
1987	: Scission de l'OPT en deux sociétés : l'Office National des Télécommunications (ONATEL) et Office Nationale des Postes

Année	Intitulés
1990	: Création de l'Ecole Supérieure d'Informatique (ESI)
1990	: Création de la Délégation Générale à l'Informatique (DELGI)
1990-1995	: Premier Plan informatique national
1994	: Création de la SONAPOST
1996	: Lancement de la téléphonie mobile au BURKINA FASO
1996	: Arrivée de l'Internet au Burkina Faso
1996-2001	: Deuxième plan national de l'informatique
1998	: Adoption de la loi sur la réforme du secteur des télécommunications ayant consacré la libéralisation du secteur
2000	: Création de l'Autorité de Régulation des Télécommunications (ARTEL)
2002	: Création du Ministère des Postes et Télécommunications
2004	: Création de la Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL)
2006	: Fusion de la DELGI et du Ministère des Postes et Télécommunications pour former le Ministère des Postes et des Technologies de l'Information et de la Communication (MPTIC)
2008	: ARTEL devient Autorité de Régulation des Communications Electroniques (ARCE)
2010	: ARCE devient Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP)
2010	: Libéralisation partielle du secteur postal à la concurrence
2011	: Fusion du MPTIC et du MT pour former le Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie Numérique (MTPEN)
2013	: Création de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
2013	: Création du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes (MDENP)
2014	: Création de l'Agence nationale de Promotion des Technologies de l'Information et de la Communication (ANPTIC)
2019	: SONAPOST devient LA POSTE BF
2019	: Introduction de la technologie 4G au Burkina Faso
2020	: MDENP devient le Ministère de l'Économie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale (MENPTD)
2021	: MENPTD devient le Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques (MTDPCE)

Annexe 4 : Équipe de rédaction

N°	Nom & Prénom(s)	Structure	Fonction
1	BARRO Braïma	DGESS/MTDPCE	Directeur général des études et des statistiques sectorielles
2	ILBOUDO Wendkouni Jonas	SG/MTDPCE	Chargé d'Études
3	BADIEL Moussa	DGESS/MTDPCE	Directeur des statistiques sectorielles et de l'évaluation
4	DAO Sakinatou	DGESS/MTDPCE	Agent à la Direction de la prospective, de la planification et du suivi-évaluation
5	OUEDRAOGO Wilfried	DGESS/MTDPCE	Chef du Service de la production statistique
6	DRABO Goutiri	DGESS/MTDPCE	Chef de service des enquêtes et de l'évaluation
7	TRAORE Kalifa Blaise	DGESS/MTDPCE	Agent à la Direction générale des études et des statistiques sectorielles
8	TIENDREBEOGO François	ANPTIC	Chef de département planification et suivi évaluation
9	OUEDRAOGO Idrissa	La Poste Burkina Faso	Chargé d'études DPSI
10	SAWADOGO Amadé	DRH/MTDPCE	Chef de service SDRH
11	PODA Der	DGTD/MTDPCE	Agent au service de la planification et du suivi et de l'évaluation
12	BARRO Issa	Orange Burkina	Chargé de la réglementation
13	GANGO Louis	ONATEL SA	Ingénieur planificateur réseau mobile
14	NABALOUM Saïdou	TELECEL FASO	Chef de service Marketing
15	BARRO San Daouda	TELECEL FASO	Agent Marketing chargé du reporting

N°	Nom & Prénom(s)	Structure	Fonction
16	LOMPO Yemboaro Pacome	DSSE/DGESS	Agent au Service des enquêtes et de l'évaluation
17	BOUDA Moussa	INSD	Agent à la Direction de l'informatique et du management de l'information statistique
18	OUEDRAOGO K. Salim	DGF/MTDPCE	Agent au Service d'exécution budgétaire et comptable
19	BAMBARA Rachel Adéline	DGESS/MTDPCE	Chef du Service administratif et financier
20	BAGRE Fabrice Wendinso Képhas	DGCE/MTDPCE	Agent au Service de développement des services de communications électroniques
21	SARE/FOFANA Mamata	CIL	Directrice de l'Innovation et de la Prospective
22	BEYEN Moumouni René	ANSSI	Chef du Service études et planification
23	KABORE Adama	DGAP	Chef du Service de la réglementation postale
24	KORGGO Wend-kuuni Esaïe	DGESS/MTDPCE	Agent au Service de la production statistique

BIBLIOGRAPHIE

- Union internationale des télécommunications, GUIDE pour la collecte des données administratives sur les télécommunications et les TIC, 2011 ;
- Banque Mondiale, <https://data.worldbank.org/> 2020 ;
- Organisation Mondiale de Santé, <https://www.who.int/gho/database/fr/>, 2018 ;
- Union Internationale des Télécommunications, <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/default.aspx>, 2020 ;
- MTDPCE, Annuaire statistique 2022 ;
- Situation des financements des projets du ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques de 2012 à 2021 ;
- Lexique des données collectées auprès des opérateurs de réseaux de téléphonie, version 2018 ;
- Lexique de l'économie numérique et des postes ;
- Evolution des indicateurs de suivi de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2019, juillet 2020 ;
- Évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA - année 2020 ;
- Rapports annuels sur les services financiers numériques dans l'UEMOA ;
- Rapport sur la politique monétaire dans l'UEMOA, décembre 2019 ;
- Tableau de bord de l'inclusion financière au titre de l'année 2022 ;
- **Vial** Gregory, 2019. *Comprendre la transformation numérique : une analyse et un programme de recherche* ;
- MTDPCE, schéma directeur d'aménagement numérique.